



# ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

## Journal des débats

### Commissions parlementaires

---

Commission permanente des affaires sociales

Étude détaillée du projet de loi 37 - Loi  
sur la sécurité du revenu (2)

Le mardi 29 novembre 1988 - No 45

Président : M. Pierre Lorrain

---

QUÉBEC

## Débats de l'Assemblée nationale

### Table des matières

Motion réclamant la tenue de consultations particulières et demandant de convoquer le Front commun des personnes assistées sociales du Québec (suite)	CAS-2234
Mme Louise Harel (suite)	CAS-2234
M. André Bourbeau	CAS-2234
M. Jean-Pierre Jolivet	CAS-2236
Motion demandant de convoquer la Commission des droits de la personne	CAS-2237
M. Jean-Pierre Jolivet	CAS-2237
Mme Louise Harel	CAS-2242
M. André Bourbeau	CAS-2243
Mme Carmen Juneau	CAS-2244
M. Gérard Latulippe	CAS-2245
Mme Cécile Vermette	CAS-2246
Motion demandant de convoquer le Conseil du statut de la femme	CAS-2249
Mme Cécile Vermette	CAS-2249
Mme Louise Harel	CAS-2253
M. Jean-Pierre Jolivet	CAS-2254
Mme Carmen Juneau	CAS-2256
Motion demandant de convoquer l'Assemblée des évêques du Québec	
Mme Carmen Juneau	CAS-2258
Mme Louise Harel	CAS-2262
M. André Bourbeau	CAS-2263
Mme Cécile Vermette	CAS-2264
M. Jean-Pierre Jolivet	CAS-2265
Motion demandant de convoquer le Syndicat des fonctionnaires du Québec	
M. Jean-Pierre Jolivet	CAS-2267
Mme Louise Harel	CAS-2272
M. André Bourbeau	CAS-2273
Mme Carmen Juneau	CAS-2274
Mme Cécile Vermette	CAS-2276
M. Guy Chevette	CAS-2277
Motion demandant de convoquer l'Office des personnes handicapées	
M. Guy Chevette	CAS-2279
M. André Bourbeau	CAS-2284
Mme Louise Harel	CAS-2286
Mme Cécile Vermette	CAS-2287

### Autres intervenants

M. Guy Bélanger, président  
M. Jean Leclerc, président suppléant

M. Jean A. Joly  
Mme Yolande D. Legault  
M. Christos Sirros  
M. Harold P. Thuringer  
M. Michel Laporte

**Abonnement:** 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1.00 \$ - Index: 10 \$  
(La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$)

**Chèque rédigé** au nom du ministre des Finances et adressé à:  
Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
1080, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28  
Québec, (Québec)  
G1R 5E6 tél. 418-643-2754  
Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102

Le mardi 29 novembre 1988

## Étude détaillée du projet de loi 37

(Dix heures vingt-neuf minutes)

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît, je demanderais à chacun de bien vouloir prendre sa place afin que la commission des affaires sociales puisse procéder à l'étude détaillée du projet de loi 37, c'est-à-dire la Loi sur la sécurité du revenu. Mme la secrétaire, est-ce qu'il y a des remplacements?

**La Secrétaire:** Oui. M. le Président. Mme Blackburn (Chicoutimi) sera remplacée par M. Jolivet (Lavolette), et M. Biais (Terrebonne), par M. Chevette (Jofiette).

**Le Président (M. Bélanger):** Très bien. Lors de l'ajournement des travaux, nous en étions à une motion de Mme la députée de Maisonneuve qui se lisait comme ceci: Il est proposé qu'en vertu de l'article 244 de nos règles de procédure... M. le député de Lavolette, oui.

M. Jolivet: J'aurais une question à vous poser. La semaine dernière, on s'en souviendra, jeudi passé, 9 y a des personnes qui ont été refoulées à l'extérieur sous prétexte qu'il n'y avait pas suffisamment de place dans la salle de commission. Je vous avais alors posé certaines questions. Je n'ai pas encore reçu de réponses. Il me serait difficile de les poser ailleurs qu'ici, compte tenu que la présidence de l'Assemblée nationale, dont vous êtes le prolongement ici en commission, si j'allais les lui poser à l'Assemblée nationale, me redirait: Écoutez, M. le député, vous n'êtes pas à la bonne place, c'est à la commission que ces événements se sont produits, donc, c'est au président de la commission d'y répondre. Ce n'est pas au président de l'Assemblée nationale, qui n'a d'aucune façon eu connaissance de ces événements, de me répondre. Alors, jeudi passé, avant de quitter, je vous avais mis au courant que je vous poserais des questions pour savoir si vous aviez fait les vérifications qui s'imposaient et combien de personnes avaient été refoulées et, également, combien de personnes avaient même été empêchées d'entrer à l'Assemblée nationale, compte tenu du fait qu'on leur avait dit: Écoutez, il n'y a pas suffisamment de place et vous ne pouvez pas entrer, et qui ont été obligées de retourner chez elles. Nous avons eu connaissance de ces faits. C'est pour cela que je vous demande, à vous comme président, le résultat de l'enquête que vous avez menée à cet effet. Ma deuxième question viendra ensuite. Alors, je vais vous laisser la chance de répondre d'abord à cette première question. Selon votre enquête auprès du service d'ordre, quel est le nombre de personnes qui ont été refoulées en dehors de l'enceinte de l'Assemblée nationale et quelles sont les raisons qu'on leur a données pour qu'elles n'aient même

pas pu entrer dans la salle ici parce qu'on prétendait qu'il n'y avait pas de place et qu'elles aient été incapables d'entrer à l'Assemblée nationale?

**Le Président (M. Bélanger):** Premièrement, on n'a pas fait de décompte, personne n'a compté combien de personnes avaient été dans l'impossibilité d'entrer dans la salle faute de place. On me dit qu'il y avait peut-être une vingtaine de personnes. Maintenant, formellement les responsables de la sécurité me garantissent que personne n'a été empêché d'entrer à l'Assemblée nationale, et pour cause, il n'y aucun règlement ou motif sur lequel on pourrait s'appuyer, je pense, pour refuser l'accès à l'Assemblée nationale, c'est-à-dire au parlement, à des citoyens.

Pour ce qui est de l'usage des salles, ce n'est pas avant le 12 ou le 13 qu'on pourra avoir la salon rouge en haut, si besoin...

M. Jolivet: Je vais revenir sur celle-là, c'est pour ma deuxième question. Je vous pose la première. Vous prétendez qu'il n'y a personne qui, à l'entrée à l'Assemblée nationale, se soit fait dire: Vous ne pouvez pas entrer dans la salle, donc, vous êtes mieux de retourner chez vous, donc, vous ne pouvez pas entrer à l'Assemblée nationale. Vous me garantissez que personne n'a été refoulé sous prétexte qu'il n'y avait pas de place dans la salle ici.

**Le Président (M. Bélanger):** Ce sont les informations qu'on m'a données effectivement. Maintenant, je n'ai rien constaté. J'étais ici dans la salle comme vous, je ne le sais pas.

M. Jolivet: La deuxième question a trait, justement, à la salle, en haut, du Conseil législatif. Vous nous avez dit, la semaine dernière, que nous ne pouvions pas avoir cette salle, parce que la priorité était donnée à des auditions publiques et qu'en conséquence, aujourd'hui, on ne peut pas y aller. Vous aviez commencé à nous dire que ce ne sera pas avant le 12 ou 13 décembre prochain.

À ma connaissance, il y a beaucoup de personnes qui auraient aimé participer comme spectateurs à cette commission. C'est le droit de l'ensemble de la population du Québec qui voudrait bien y assister. C'est la responsabilité du leader du gouvernement de déterminer par motion à l'Assemblée nationale les salles qui sont retenues, les journées d'auditions prévues ou les journées de commissions pour étude article par article d'un projet de loi qui sont retenues.

Mais il y a une chose qui doit aussi être considérée, c'est qu'actuellement, il y a une commission parlementaire en haut qui tient des

auditions publiques. Cependant, à ma connaissance, il n'y a pas, au rythme de gens qui vont venir se présenter, beaucoup de personnes qui vont remplir cette salle comparativement à celle-ci qui est toute petite pour des gens qui auraient voulu y assister, mais qui ne sont pas venus ce matin, parce qu'on leur a dit que cela ne servait à rien de venir, que vous n'aviez pas suffisamment de place dans la salle.

Alors, je vous pose la question. Vous avez une responsabilité comme président. Vous êtes le prolongement de la présidence. Vous n'êtes pas soumis, d'une certaine façon, à des diktats du leader du gouvernement. Vous avez fortes présentations à faire, j'en suis assuré, pour permettre à la population du Québec d'assister, si elle le veut, à une commission comme celle-là, sans intervenir, bien entendu. J'en conviens avec vous, d'ailleurs. J'en ai fait mention, la semaine dernière, sans aucun rire, sourire ou bien donc de frappement ou de claquement des mains. Je conviens avec vous que la personne qui se trouve dans l'assistance comme spectateur n'a pas à intervenir dans le débat que nous menons et que vous avez le droit et le pouvoir de lui demander de se retirer si elle n'agissait pas dans ce sens. Ce n'est pas dans ce sens-là que j'interviens, mais dans le sens de voir de visu les discussions qui auront lieu autour de cette table. Alors, je comprends mal que vous nous disiez aujourd'hui que, pour une commission où il y a peut-être quatre ou cinq personnes à la fois qui vont se présenter à la table des témoins, l'on réserve une grande salle comme celle d'en haut, alors qu'on aurait pu faire l'inverse, les faire venir ici. Comme on a fait d'ailleurs, et vous êtes sûrement informé de ces faits, pour la commission de l'éducation à laquelle j'ai assisté à cette même table où 1 y avait beaucoup de gens ici avec des témoins qui venaient sur les projets de loi 106 et 107. À ce moment-là, c'étaient des auditions publiques qui avaient lieu ici et qui n'avaient pas empêché d'autres discussions à d'autres tables en haut avec d'autres gens. C'était une décision du leader qui avait été celle de confiner dans une petite salle beaucoup de gens - ce que je trouve un peu anormal - et c'est dans ce sens-là que je vous demande d'intervenir pour qu'on puisse changer de salle et avoir une salle plus convenable que celle-ci en termes de capacité de personnes.

Le Président (M. Bélanger): Je vous avais quand même donné la réponse la semaine dernière si vous lisez les journaux. D'ailleurs, elle était très explicite. Je présume qu'elle a sûrement été entendue par tous les gens de la commission. Il faut savoir que le salon rouge est toujours réservé en priorité aux auditions publiques et que, dès qu'il y a auditions publiques, il est forcé de reconnaître que cela se passe toujours là à moins d'exceptions, je ne sais pas, si la salle est hors d'usage ou n'importe quoi. Mais, en règle générale, c'est la façon de

procéder habituelle et c'est comme cela que, lorsque le président ou l'organisation du bureau de la présidence décide de l'octroi des salles pour les commissions, ce sont toujours les commissions qui ont des auditions publiques qui sont au salon rouge. Votre question est aussi hypothétique. Je regarde ce matin, il y a encore de la place dans la salle, alors, je ne vois pas pourquoi on prendrait une salle plus grande. Il y a encore de la place actuellement. Dans la mesure où il y aura de la place, on accommodera tous les gens. Il est évident que, dès que la salle sera disponible, des démarches ont été faites dans ce sens, on m'a assuré que notre demande a été accueillie favorablement... Le problème, c'est que la salle n'est pas disponible. On ne peut pas faire siéger deux commissions en même temps dans la même salle. Mais c'est une question qui, pour le moment, est hypothétique, il y a de la place encore ici.

M. Jolivet: M. le Président, ma question n'est pas hypothétique dans la mesure où des gens ont décidé de ne pas venir parce qu'effectivement, ils savaient qu'ils seraient refoulés comme la semaine dernière et qu'on leur dirait finalement: Cela ne sert à rien d'entrer ici, à l'Assemblée nationale, vous n'avez pas suffisamment de place, et, en conséquence, vous allez être obligés de patienter afin qu'il y ait un roulement de personnes qui entrent et qui sortent de cette salle. Mais, je vous dis simplement que ce n'est pas mieux non plus, en haut, pour les auditions publiques. Quand on dit que c'est retenu pour les auditions publiques, c'est dans la mesure où les auditions publiques attirent énormément de personnes, ce qui n'est pas le cas actuellement au Conseil législatif, où le nombre de personnes n'est, par témoignage, que très peu élevé. C'est simplement, je le répète ici, une décision du leader de confiner des personnes qui voient leur suivie, dans bien des cas, dans toute la question de l'aide sociale au Québec, qui ne pourront pas assister de visu, comme il est normal que ça doit être fait, dans la mesure où l'on permet d'avoir des salles convenables pour ce faire.

Alors, c'est dans ce sens-là, M. le Président, que j'intervenais auprès de vous. Je continue toujours à prétendre la même chose, et je ne voudrais pas que vous deveniez le bras droit du leader du gouvernement, mais que vous restiez le président de la commission et, à ce titre-là, responsable et neutre dans la décision que vous avez à prendre.

Le Président (M. Bélanger): Pour ce matin, il n'y a pas de problème. Quand le problème se posera, on verra ce qu'on peut faire. Mais il faut savoir une chose. Le salon rouge est occupé. On peut discuter toute la journée. Cela ne changera pas le fait qu'il est occupé et qu'on ne pourra pas le prendre. J'ai entendu vos réclamations. C'est la deuxième fois. Je vous l'ai dit. J'ai fait

toutes les démarches qui sont nécessaires. Je les referai, mais, pour le moment, c'est comme ça. Or, J'appelle donc...

**Mme Harel:** Juste avant, M. le Président...

Le **Président (M. Bélanger):** Mme la députée de Maisonneuve.

**Mme Harel:** Oui, j'ai fait parvenir au secrétariat de la commission des copies que J'aimerais voir distribuer à tous les membres de la commission, dont vous, M. le Président. Je vois qu'il y a des informations pertinentes qui ont été distribuées aux membres de la commission. Je crains qu'il y en ait une qui ait été omise, celle du rapport de mission à Boston en décembre 1987 sur l'employabilité au Massachusetts et celle qui permet de voir ce que le ministre a honte de dire...

Une voix:...

Le **Président (M. Bélanger):** A l'ordre, s'il vous plaît!

**Mme Harel:** ...c'est que son projet est conforme au plan mis en place dans 27 États américains par l'administration Reagan. Alors, cela va vous permettre de voir que, contrairement à ce que le ministre prétend, on est bien loin de la Suède qui a un taux de chômage, à Stockholm, de 1,7 % avec une politique de plein emploi mise en place depuis 40 ans.

M. Bourbeau: Est-ce qu'on parle toujours du projet de loi 37 ce matin ou si on parle de voyage...

Le **Président (M. Bélanger):** Oui, c'est que Mme la députée de Maisonneuve voulait nous déposer un document...

M. Bourbeau: ...des vacances à Boston de Mme la députée de Maisonneuve?

Le **Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît! Mme la députée, on reçoit le dépôt...

**Mme Harel:** M. le Président, je m'inscris en faux contre les propos du ministre. Il s'agit d'une mission à Boston de hauts fonctionnaires de son ministère et, il faudrait certainement qu'il manifeste plus d'intérêt à l'égard de cette mission.

M. Bourbeau: ...apporter une correction encore aux faussetés de la députée de Maisonneuve.

Le **Président (M. Bélanger):** M. le ministre, on va entendre Mme la députée de Maisonneuve. On vous entendra par la suite.

M. Bourbeau: Est-ce qu'on peut lui permettre de dire des faussetés aussi?

Le **Président (M. Bélanger):** Vous corrigerez par la suite, M. le ministre.

**Mme Harel:** Ce rapport de mission, M. le Président, a été effectué par Mme Une Poitras, de la Direction des politiques et des programmes de développement de l'employabilité, par M. Louis Tremblay, de la Direction de l'évaluation et de la statistique, et par M. Robert Beauchamp, de la Direction régionale du réseau Travail-Québec Laurentides-Lanaudière.

Le **Président (M. Bélanger):** M. le ministre, vous vouliez faire des commentaires?

M. Bourbeau: Seulement pour corriger une autre des nombreuses inexactitudes que se plaît à prononcer la députée de Maisonneuve, qui a souvent très peu de respect pour la réalité des choses.

**Mme Harel:** M. le Président, s'il vous plaît, j'en appelle au règlement.

Le **Président (M. Bélanger):** Mme la députée, on va écouter M. le ministre et on vous donnera une courte réplique par la suite.

M. Bourbeau: La députée de Maisonneuve affirme sans ambages que la mission était composée de hauts fonctionnaires du ministère, alors qu'en réalité, c'étaient des professionnels du ministère.

M. Jolivet: Des petits fonctionnaires.

M. Bourbeau: Que la députée se permette de dire les choses telles qu'elles sont. Les hauts fonctionnaires, c'est une chose, les professionnels, c'est une autre chose.

M. Jolivet: Ce sont des petits fonctionnaires.

M. Bourbeau: Ce sont des professionnels.

**Mme Harel:** M. le Président...

Le **Président (M. Bélanger):** Mme la députée de Maisonneuve, brièvement, qu'on revienne à notre débat.

**Mme Harel:** Je termine, M. le Président, en disant que je trouve malheureux que le ministre cherche à déprécier cette mission qui a permis de vérifier la réalisation d'un vrai programme volontaire de retour à l'emploi en dépréciant les personnes de son ministère qui l'ont réalisée.

Motion réclamant la tenue de consultations particulières et demandant de convoquer le Front commun des personnes assistées sociales du Québec (suite)

Le Président (M. Bélanger): Bien. Alors, nous revenons à l'objet de nos débats. Nous en étions à une motion de Mme la députée de Maisonneuve qui se lisait comme ceci: Il est proposé qu'en vertu de l'article 244 de nos règles de procédure, la commission permanente des affaires sociales tienne, avant d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu, des consultations particulières quant à tous les articles dudit projet de loi et qu'à cette fin, elle entende le Front commun des personnes assistées sociales du Québec.'

Mme la députée de Maisonneuve, il vous restait deux minutes pour conclure.

Mme Louise Harel (suite)

Mme Harel: Malheureusement, M. le Président, deux minutes simplement pour insister sur le caractère punitif qui consisterait à refuser au front commun de se faire entendre devant la commission. Je vous rappelle que, dans des circonstances semblables, le ministre de l'Éducation... M. le Président, pouvez-vous faire interrompre le volume de son trop élevé?

Le Président (M. Bélanger): M. le ministre, s'il vous plaît, je vous demanderais que les apartés se fassent plus discrètement. Même s'ils font partie des règles de notre commission, comme on le sait, que cela se fasse dans un contexte qui permette aux travaux de bien se dérouler.

Mme Harel: Je rappelle que présentement, le ministre de l'Éducation procède à des consultations particulières et a acquiescé à la demande de l'Opposition, malgré que le ministre avait déjà, pendant des semaines, également entendu des rapports sur ces projets préliminaires. Mais, comme les projets de loi 106 et 107 appellent de nouvelles consultations, le ministre a procédé et procède au moment même où l'on se parle. Il faut le faire, M. le Président, dans le cas du projet de loi 37. Il faut entendre le Front commun des personnes assistées sociales, particulièrement pour ce qu'elles ont à nous dire sur le type de programme de réinsertion à l'emploi qu'elles espèrent voir retenu par le gouvernement. Ce sont ces personnes qui ont le désir le plus intense de cette réinsertion.

Le Président (M. Bélanger): En conclusion, Mme la députée.

Mme Harel: En conclusion, M. le Président, je pense que les députés libéraux du comité, qui étaient prêts à les rencontrer en privé, doivent assumer leurs responsabilités comme membres

d'une commission parlementaire, reconnaître que le débat doit se faire en public et acquiescer à cette demande d'entendre le front commun. (10 h 45)

Le Président (M. Bélanger): M. le ministre, votre droit de réplique.

M. André Bourbeau

M. Bourbeau: M. le Président, nous sommes en présence d'une motion de l'Opposition visant à suspendre les travaux que nous tenons présentement et à entendre en commission parlementaire, sur tous les articles du projet de loi, ce qu'on appelle le Front commun des personnes assistées sociales du Québec. Je présume qu'après que la commission aura pris une décision quant à l'opportunité ou non d'entendre le front commun, la députée de Maisonneuve reviendra avec une nouvelle proposition pour entendre, cette fois-là, la table de concertation. Après cela, une fois que la commission aura décidé de ne pas l'entendre, je présume, entendre chacun des autres groupes. Bref, on va avoir droit à une litanie pendant des jours et des semaines...

Mme Harel: ...s'entendre, M. le Président...

Le Président (M. Bélanger): S'il vous plaît, on va laisser M. le ministre procéder,

Mme Harel: On peut s'entendre sur une liste.

M. Bourbeau: ...sur des motions de type dilatoire qui n'ont pour but que de retarder le début des travaux de la commission. Mais Je ne veux pas m'éloigner du sujet puisque l'occasion m'en est donnée. Est-ce que, oui ou non, il est opportun d'entendre de nouveau ceux qu'on appelle le front commun des assistés sociaux? Je ne voudrais pas mettre en cause la représentativité de ceux ou celles qui prétendent former le front commun des assistés sociaux. Je les ai rencontrés moi-même à deux reprises, une fois en compagnie du premier ministre et une autre fois à mon cabinet au ministère. Nous n'avons pas eu l'occasion, lors de la rencontre privée que j'ai eue avec eux, de discuter du projet de loi comme tel. La réunion avait été convoquée à ma demande, mais les discussions n'ont porté justement que sur l'opportunité ou non de tenir une commission parlementaire publique. Je dirai ceci au sujet de cette demande. Le principal argument qu'apportent ceux ou celles qui voudraient qu'on tienne une commission parlementaire, c'est qu'on ne croit pas que le projet de loi que nous avons déposé est un projet de loi qui soit souhaitable. Dans les circonstances, on met en cause les principes mêmes de la réforme et on voudrait mettre de côté le projet de loi pour le remplacer par une autre loi. Je souligne que l'Assemblée nationale a déjà adopté le principe du projet de loi 37 et que, si nous devons, à ce moment-ci,

mettre fin à nos travaux et entendre les organismes ou le front commun pour discuter du projet de loi 37, ce serait d'une certaine façon un affront à l'Assemblée nationale qui a déjà accepté le principe du projet de loi 37. Or, comme il est évident qu'on met en cause le principe même, le fondement de la loi 37, ce ne serait pas, je pense, acceptable pour l'Assemblée nationale de tenir des auditions qui viendraient mettre en doute la légitimité du projet de loi 37 ou son opportunité, puisque l'Assemblée nationale s'est déjà prononcée dans une très large majorité pour le projet de loi 37.

Quant aux modalités du projet de loi 37, nous sommes ici aujourd'hui pour en discuter. Je souhaite, quant à moi, qu'on passe le plus tôt possible à l'article 1, mais sans trop me faire d'illusions, je dois le dire. Je voudrais également dire que la raison principale pour laquelle nous ne sommes pas d'accord avec la tenue d'auditions publiques sur la question de la loi 37, c'est que le projet de loi 37 est un projet de loi que nous considérons comme très important. Et nous pensons que ce projet de loi est un projet de loi qui améliore de façon substantielle le régime qui prévaut à l'égard des assistés sociaux. C'est un projet de loi qui bonifie d'une façon importante les prestations des personnes assistées sociales qui, par exemple, sont dans la catégorie de ceux qu'on appelle les non-employables ou les inaptes au travail. Le projet de loi vient en aide à tous ces gens, à toutes ces personnes qui sont certainement celles qui sont les plus mal prises dans notre société. Celles qui sont à la fois démunies financièrement et sans ressources et qui en plus ont de sérieuses contraintes d'ordre médical et également d'ordre socioprofessionnel.

Donc, en plus de la pauvreté il y a des problèmes de maladies physiques, mentales ou des conditions très sévères socioprofessionnelles. Nous pensons que, puisque le projet de loi améliore d'une façon importante les prestations qu'on va donner à ces personnes, ce n'est pas dans leur intérêt que la réforme de l'aide sociale soit reportée. Or, une commission parlementaire aujourd'hui pour entendre des groupes, soit le front commun des assistés sociaux et d'autres groupes, mettrait en péril l'adoption du projet de loi pour Noël.

Je voudrais signaler que, lors de ma rencontre avec le front commun des assistés sociaux, ce front commun m'a très clairement indiqué qu'il ne pouvait pas se prononcer et témoigner au nom de la quelque centaine d'organismes qu'il prétend représenter. On m'a dit en présence de mes adjoints et de mes attachés politiques au cabinet, qu'il n'est pas question que ces gens-là viennent témoigner au nom de... On prétend qu'il s'agit d'une centaine de groupes, chacun de ces groupes ayant son propre point de vue sur la question. Alors, je ne comprends pas pourquoi on ferait témoigner des gens qui prétendent ne pas pouvoir s'exprimer au nom de tous ces groupes et qui, au contraire, réclament

qu'on entende tous et chacun des divers groupes qui formeraient le front commun des bénéficiaires de l'aide sociale, enfin, que le front commun représenterait. Je dis bien "représenterait", parce que je n'ai pas vu un tel mandat. Alors, dans ces conditions, on risquerait finalement, d'être obligés d'entendre, pour donner suite à la demande du front commun, tous les organismes qu'ils prétendent représenter et, à ce moment-là, on peut oublier l'adoption de la réforme pour la mi-décembre.

Nous pensons qu'il n'est pas souhaitable de remettre l'adoption du projet de loi 37. Tout à l'heure, j'ai parlé des inaptes au travail qui vont être pénalisés et que dire des jeunes, de ces dizaines de milliers de Jeunes qui reçoivent des allocations extrêmement basses? Inutile de rappeler que les jeunes de moins de trente ans - ils ne sont pas tous très jeunes; quand on est rendu à 28 ou 29 ans, on est moins Jeunes qu'à 18 ou 19 ans - ne reçoivent, encore aujourd'hui, qu'une allocation de 178 \$ par mois et sont dans une situation semblable depuis de nombreuses années.

J'aimerais rappeler que les bénéficiaires de l'aide sociale eux-mêmes ont récemment déploré l'attitude de l'ancien gouvernement du Parti québécois, de Mme Marois qui a été nommée d'une façon spécifique dans un article de Journal où on disait qu'elle avait maintenu les bénéficiaires de l'aide sociale de moins de trente ans dans la famine pendant toutes les années où elle a été en charge du ministère de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu. Le gouvernement du Parti québécois n'a rien fait pendant les neuf ans qu'il a été là pour tenter d'amener un peu plus d'équité, de justice à l'endroit des jeunes de moins de 30 ans qui gagnaient autour de 150 \$ par mois, à ce moment-là, et qu'on a laissés crever - selon l'article en question, selon la déclaration de ce groupe - littéralement de faim.

Nous arrivons aujourd'hui avec une proposition qui a pour objet d'accorder la même prestation d'aide sociale au moins de 30 ans qu'au plus de 30 ans, c'est-à-dire que, plutôt de recevoir une prestation de 178 \$ par mois, l'objectif de la réforme est de les mettre sur le même pied que les plus de 30 ans. On sait que la prestation de base sera de 420 \$ par mois pour une personne seule. Si le jeune de moins de 30 ans, une fois que la réforme sera en vigueur, demande de participer à une mesure d'employabilité, ce sera porté à 487 \$ par mois et, s'il participe à une mesure, ce sera de 520 \$ par mois. Voilà une mesure positive, qui fait en sorte d'apporter un peu plus d'équité dans le système. Je ne voudrais pas, quant à moi, prendre la responsabilité de pénaliser ces jeunes de moins de 30 ans, en reportant indéfiniment l'adoption de la réforme de l'aide sociale.

Que dire des familles monoparentales à qui, avec la réforme, nous proposons un programme d'allocation logement qui va faire en sorte

d'accorder aux familles, mais surtout aux familles monoparentales, avec enfants mineurs, des prestations pour venir compléter leurs besoins de logement. Nous estimons qu'environ 30 000 familles québécoises auront accès au Programme allocation logement 70 % d'entre elles, c'est-à-dire environ 36 000 familles, sont des familles monoparentales dont le chef de famille est, la plupart du temps, une femme. Voilà un autre avantage important qui va coûter beaucoup d'argent au gouvernement. Je dois le dire, et qui va être à l'avantage des familles québécoises. Est-ce que nous allons également pénaliser ces familles en retardant davantage leur éventuel accès au Programme allocation logement? Je pense que tous ces bienfaits, toutes ces améliorations, toutes ces bonifications dans la réforme de l'aide sociale méritent qu'on procède avec le plus de célérité possible et, quant à moi, je ne tomberai pas dans le panneau de la députée de Maisonneuve qui voudrait, avec ses mesures dilatoires, retarder l'adoption du projet de loi de sorte que, en 1989, elle puisse clamer: Le gouvernement n'a pas donné suite à ses engagements, le gouvernement n'a pas adopté de réforme de l'aide sociale, le gouvernement n'a pas donné suite à ses engagements électoraux, pour lesquels il avait été élu d'ailleurs, soit de faire une réforme de l'aide sociale basée sur les principes que l'on connaît.

M. le Président: Je pense que la proposition de la députée de Maisonneuve ne va pas dans le sens des meilleurs intérêts de la société québécoise et certainement pas, en tout cas, des meilleurs intérêts des assistés sociaux. Je pense qu'il est important pour les assistés sociaux que la réforme ait lieu le plus tôt possible et, quant à moi, je n'ai certainement pas l'intention de voter en faveur de cette résolution. Merci.

Le Président (M. Bélanger): Je vous remercie. M. le député de Lavolette.

M. Jean-Pierre Jolivet

M. Jolivet: Merci. M. le Président: Le ministre, en voulant parier contre la motion, a, comme on dit dans le langage sportif, "score dans ses propres buts". Quand il dit que c'est de manquer de politesse envers l'Assemblée nationale...

Mme Harel: C'est un affront.

M. Jolivet: ...que c'est un affront qu'on fait à l'Assemblée nationale. M. le Président, je voudrais lui rappeler que lorsque j'en parlerai au ministre de l'Éducation cet après-midi, quand je le verrai à la période de questions, il ne le trouvera pas drôle. Le ministre de l'Éducation a accepté, après consultation avec l'Opposition, même si le principe des projets de loi 106 et 107 avait été adopté à l'Assemblée nationale, de s'entendre sur des modalités de consultations

particulières. Nous, on est prêts à le faire - le ministre ne nous a même pas posé la question - s'il est prêt à accepter le principe de consultations particulières, parce que, là, il dit qu'il s'agit d'auditions publiques. Il faut faire attention. Des auditions publiques, cela peut être lancé à tout le monde avec avis dans les journaux, avec demande de mémoires, avec le temps voulu pour que les gens préparent un mémoire. Si c'est cela que le ministre entend par la demande de consultations particulières qu'on fait, il s'est trompé. Ce qu'on lui propose, c'est que s'il est prêt, ce matin, à accepter le principe, on s'assoira ensemble, on déterminera et on fera des propositions à notre leader et lui, au sien, pour dire que sur un laps de temps de X jours, de telle heure à telle heure.

Étant donné qu'à partir de jeudi prochain on va même siéger jusqu'à minuit tous les soirs, fort probablement, puisque le règlement le permet pour les commissions parlementaires, on peut en entendre des mémoires, on peut discuter avec les gens qui veulent venir ici et qui seront convoqués d'un commun accord entre les partis. Mais quand le ministre vient me dire: C'est faire affront à l'Assemblée nationale que d'agir de même, je vous dis bien honnêtement que je n'ai en aucune façon cette impression. Le ministre de l'Éducation, qui a accepté d'entendre, après une entente avec les membres de l'Opposition, X groupes qui ont été ensuite nommés à l'Assemblée nationale dans une motion commune, n'a pas, à mon avis, fait affront à qui que ce soit, il a dit oui. On a discuté du principe, il a déposé des amendements qu'il juge majeurs, que nous, de l'Opposition, on ne juge pas tout à fait majeurs mais, en fait, on lui a dit: Il y a certainement des gens qui ont des choses à dire sur ces amendements. Cela, c'était avec le ministre de l'Éducation.

(11 heures)

On les a entendus la semaine passée. Ensuite, on est passés à l'étude article par article et ça va très bien. Cela débouche actuellement l'étude article par article. Notre collègue, le leader de l'Opposition et député d'Abitibi-Ouest fait le travail qu'il a à faire, consciencieusement, et on nous dit même... Je jaisais avec M. Gendron ce matin au déjeuner et il me disait que le ministre avait déjà accepté 13 amendements venant de l'Opposition. Donc, c'est une collaboration qui vise à amener de meilleurs amendements et une meilleure compréhension du projet de loi.

D'un autre côté, le ministre actuel de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu nous dit: Écoutez, pour ma part, je ne veux pas faire affront à l'Assemblée nationale. Je refuse même de discuter du principe d'entendre des gens ici en consultations particulières, et je vais même jusqu'à accuser l'Opposition, en demandant la venue du Front commun des personnes assistées sociales du Québec, de faire de l'obstruction et je viens même les accuser de vouloir retarder le



projet de loi pour ensuite se targuer de dire à la population: Écoutez, le ministre n'est pas capable d'agir. Il n'a même pas été capable de faire passer son projet de loi, alors qu'on sait très bien - vous le savez, vous, M. le Président - que ce n'est pas nous qui sommes responsables des travaux de l'Assemblée nationale. Si le ministre avait voulu l'amener voilà un mois, on aurait pu l'amener voilà un mois. Il a décidé de l'amener la semaine passée. C'est son droit. On sait pourquoi il a procédé de cette façon. On sait en même temps, M. le Président, qu'on utilise, comme on l'a fait la semaine passée, de toutes petites salles pour s'assurer qu'il y ait le moins de monde possible qui vienne aux auditions.

D'un autre côté, le ministre vient nous dire: Vous savez, le front commun représente des groupes, mais ne peut pas parler au nom de tous les groupes. En conséquence, cela va retarder nos travaux si on entend tout le monde et si on n'est pas capables de s'entendre sur ces points-là.

D'un autre côté, le ministre ajoute que si l'Opposition fait de l'obstruction et qu'on n'est pas capables de faire adopter le projet de loi pour le mois de décembre, 8 va pouvoir, lui, à son tour, se pavaner dans l'ensemble du Québec et dire: Écoutez, on avait des belles choses à vous donner, mais, vous savez, l'Opposition fait tellement de difficultés qu'on n'a pas pu le faire. C'est donc la faute de l'Opposition.

Bien, voyons donc! M. le Président, si le ministre a des choses à donner aux gens, il n'a qu'à prendre la loi actuelle. La loi actuelle, si je ne m'abuse, à l'article 31, prévoit que le ministre peut bonifier des choses qu'il veut donner, peut faire des changements. Bien, voyons donc! Que le ministre ne vienne pas nous faire croire, dans ces demi-vérités, que ça va être notre faute. S'il a mal fait son travail, s'il est obligé de reprendre le travail mal fait d'un autre et s'il se fait dire par... si je me souviens, c'est Marie Gendron, la responsable jeunesse pour le Parti libéral, qui leur dit que ça n'a pas de bon sens ce qu'il propose sur des points majeurs, à ce moment-là, qu'il ne vienne pas en rejeter la faute sur nous, les membres de l'Opposition. On n'est pas les seuls à s'opposer au projet de loi, si bonifié soit-il comme le ministre le prétend, pour faire en sorte que, finalement, ce soit notre faute. Ce n'est pas nous qui avons pris un engagement électoral qui a été discuté par l'intermédiaire d'un projet de loi amendant l'ensemble de toute l'aide sociale. C'est eux qui l'ont fait. Donc, à partir de ce moment-là, ils doivent vivre avec leur décision, avec l'imbroglio qu'ils ont créé et avec les difficultés qu'ils se sont créées eux-mêmes.

Or, faire venir des gens qui pourraient leur dire quels sont les dangers d'adopter le projet de loi tel qu'a est là pour l'ensemble des personnes qui vivent, non pas parce que c'est leur choix, mais, parfois, c'est bien plus parce qu'ils y sont

obligés, de l'aide sociale et, à ce moment-là, que ces personnes, aujourd'hui, n'aient pas le droit de s'exprimer sur des changements... lesquels d'ailleurs font en sorte que ce dont on a discuté avec le ministre qui l'a précédé et ce dont on discute aujourd'hui, c'est autre chose mais ce n'est pas mieux.

Les devoirs sont toujours mal faits. Les devoirs sont toujours à refaire. Beaucoup de monde le dit, dont le front commun. Je pense que le ministre ne devrait pas s'entêter. Si le ministre dit: Écoutez, je comprends votre demande comme membres de l'Opposition. A ce moment-là, je vous accorde un premier principe. On en discute ici, autour de la table. On prend une demi-heure s'il le faut et on discute du principe d'entendre les gens en auditions... En fait, on ne devrait pas dire en audition, publique oui, mais selon une formule prévue par nos règlements qui est la consultation particulière. On arrête nos travaux pour ce matin. On s'en va en Chambre cet après-midi et, à la période prévue à cette fin, celle des motions, on déclare: Voici la liste des gens qu'on va inviter. Entre-temps, ce matin, une fois qu'on s'est entendus, on avertit déjà ces groupes qu'on va les entendre et que les auditions débiteront, disons... laissons une journée de différence pour qu'ils se préparent à venir ici, à Québec, et on dit: À partir de jeudi prochain. Comme jeudi prochain c'est le premier décembre et que le premier décembre nous amènera fort probablement des auditions de commissions parlementaires à partir de 11 heures, 11 h 30, jusqu'à minuit le soir, avec les intermèdes du dîner et du souper, je pense, M. le Président, qu'il n'y a rien là qui pourrait nous en empêcher. Pour ajouter à la demande de ma collègue la députée de Maison-neuve, porte-parole de l'Opposition en matière de main-d'oeuvre et de sécurité du revenu, je proposerais un amendement à sa motion. L'amendement se lirait comme suit: "La motion de la députée de Maisonneuve est amendée par l'addition, à la fin de sa motion, des mots "et la Commission des droits de la personne"."

#### Motion demandant de convoquer la Commission des droits de la personne

Le Président (M. Leclerc): Est-ce qu'on peut avoir le texte de votre amendement, s'il vous plaît? Très bien. Alors, M. le député de Lavolette, votre amendement est recevable. Vous avez donc 30 minutes pour nous exposer vos points sur cet amendement.

M. Jean-Pierre Jolivet

M. Jolivet: Merci, M. le Président. Nous avons eu beaucoup de documentation, de la part de la Commission des droits de la personne, sur le projet de loi tel que présenté, au départ, par le député de Brome-Missisquoi, l'ancien ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu.

Comme commission. Ils nous faisaient mention des problèmes et des inquiétudes qu'ils avaient face à plusieurs dispositions de ce projet de loi sur la sécurité du revenu. Depuis le moment où X y a eu, de la part du nouveau ministre - on s'en souviendra - un premier ajout, un deuxième ajout, des discussions... enfin beaucoup de personnes ont eu connaissance que le ministre nous avait fait mention de ses intentions de présenter des amendements. Mais, il reste qu'il y a des inquiétudes qui demeurent et qui, j'en suis assuré, feraient l'objet de propositions de la part de la Commission des droits de la personne comme amendements potentiels. Si nous voulons, comme députés de l'Assemblée nationale, faire notre travail du mieux possible et nous assurer de ce que cette réforme, dite en profondeur, apportera vraiment à l'ensemble des personnes vivant de l'aide sociale, il faut entendre la Commission des droits de la personne, afin de voir, donc, si les nouvelles argumentations apportées par le ministre ne font pas appel à ce devoir que nous avons, comme citoyens du Québec et comme députés en particulier, de préserver les droits de la personne.

Ma collègue, la députée de Maisonneuve, a déposé, à l'Assemblée nationale, le questionnaire que font les personnes qui vont visiter des personnes de l'aide sociale. Et cela m'inquiète, à savoir que, dans le projet de loi tel que présenté, on pourrait en arriver à institutionnaliser la vérification auprès de personnes comme on l'a, semble-t-il, instaurée.

Or, on sait très bien qu'il faut toujours agir à partir de plaintes, de doutes quand on fait une vérification auprès d'une personne, et non pas à partir d'une décision informatisée où on dit, pour faire peur à tout le monde: Pour s'assurer que personne ne fraude, on va s'organiser, à partir de maintenant, pour aller les visiter et on va les visiter de telle et telle façon: questionnaire auprès des dépanneurs dans le même milieu où vivent les assistés sociaux, questionnaire auprès des voisins, vérification de corde à linge, vérification auprès de parents, d'amis, etc. En fait, on fait une enquête sans avoir la preuve qu'il y ait eu fraude. À partir de ce moment-là, s'agit d'une sorte d'inquisition.

Vous comprendrez très bien, M. le Président, et je suis sûr que vous, comme député à l'Assemblée nationale, vous êtes à même de décrier des formules comme celles-là ayant pour effet que les gens se sentent accusés avant même de l'être vraiment. Vous savez, la présomption de non-culpabilité existe toujours dans notre code. Je ne pense pas qu'elle ait été changée. Je ne pense pas qu'au moment où l'on se parle, une personne puisse être accusée avant même d'avoir subi quelque procès que ce soit. En ce sens, on a droit à une forme de respect. Ce que cela implique, la Commission des droits de la personne pourrait l'exprimer mieux que moi et c'est pour cela que je voudrais l'entendre sur le respect de la vie privée. Qu'il y ait des con-

trôles, je pense que personne ne sera contre des formules normales de contrôle. Il est évident que ce qui risque d'arriver avec le projet de loi, avec ce contrôle normal du programme de Sécurité du revenu, quant à son application, c'est que plusieurs dispositions du projet de loi risquent d'entraîner des ingérences indues dans la vie privée des prestataires de l'aide sociale. Ce risque-là, la Commission des droits de la personne l'a mentionné, notamment la formulation des articles qui concernent les rapports médicaux et les pouvoirs des enquêteurs, surtout quand on considère toute la question qui concerne la vérification de situation de vie maritale.

La Commission des droits de la personne indique qu'on doit - c'est notre devoir, notre rôle comme députés de l'Assemblée nationale - s'assurer que la vie privée des individus soit respectée. Vous vous souvenez fort probablement que la commission avait dans le contexte de cette réforme, fait des recommandations. Vous les retrouvez dans un document, les commentaires de la Commission des droits de la personne sur le projet de loi sur la sécurité du revenu. Dans le résumé, on dit ceci: L'examen de l'admissibilité des prestataires à un programme de sécurité du revenu suppose nécessairement un certain contrôle. Cependant, le document fait valoir que l'application de plusieurs dispositions du projet de loi risquent d'entraîner des ingérences indues dans la vie privée des prestataires. Celles-ci, ces ingérences, pourraient se produire particulièrement lors de la vérification - comme je le disais tout à l'heure - des situations de vie maritale visées par le projet de loi. En plus, la formulation de certains articles - cela nous inquiète parce que cela fait un peu partie de toute la question décriée par ma collègue, la députée de Maisonneuve, à l'Assemblée nationale en ce qui concerne les enquêtes - permet la recherche de renseignements qui ne seraient strictement pas nécessaires pour constater l'admissibilité d'un prestataire.

En fait, on considère normalement comme nécessaire la vérification que fait la personne au Centre Travail-Québec pour savoir si la personne est admissible ou non: quelles sommes d'argent elle possède en avoir liquide, en propriété, si elle possède des automobiles, le prix de celles-ci, quelles propriétés elle possède, quelles sont en même temps les propriétés additionnelles qu'elle peut avoir en sa possession, comme un chalet. Est-ce que la personne a des placements? Elle doit, en fait, sur un papier, donner tous les renseignements utiles à une décision que doit prendre la personne attirée au bureau local du Centre Travail-Québec. Comme première décision, on regarde et on dit: Oui, elle est admissible, ou non elle n'est pas admissible. À ce moment-là, on arrive à ne décider que d'une chose, si elle est admissible ou non. Si la personne s'aperçoit qu'il y a de la part de la personne qui vient de demander de l'aide sociale des choses qui ne sont pas dites, elle est en droit de faire enquête et

de vérifier. Donc, on le dit: La formulation de certains articles permet la recherche de renseignements qui ne seraient pas strictement nécessaires pour constater l'admissibilité du prestataire. Le document insiste également sur le danger que représente l'ampleur des pouvoirs conférés au vérificateur par le projet de loi quant au droit au respect de la vie privée des prestataires.  
(11 h 15)

Je pense, M. le Président, que la Commission des droits de la personne est en droit de venir nous dire en quoi le projet de loi, même avec ses amendements, n'assure pas les prestataires de l'aide sociale qu'ils sont en pleine sécurité au point de vue de leur vie privée.

On parle dans le document - ce n'est pas le résumé cette fois-ci - de toute la question de la vie maritale. Le concept de conjoint joue un rôle clé dans l'attribution des prestations d'aide sociale, puisque celles-ci sont attribuées à des adultes ou à des familles, ces dernières étant constituées d'adultes avec enfants ou de conjoints avec ou sans enfants. Or, le projet de loi définit les conjoints de la façon suivante... A ma connaissance, vous me rappellerez à l'ordre si je me trompe, mais je ne pense pas que le ministre ait fait quelque amendement que ce soit. Ou moins, il n'en a pas déposé, j'attends encore.

M. Bourbeau. Oui, à l'article un. Cela fera votre affaire.

M. Jolivet: J'espère que le ministre le fera pour nous déterminer s'il garde toujours dans son esprit la définition prévue par le projet de loi qui est devant nous. À ce moment-là, nous serons en droit de nous poser certaines questions, de savoir en quoi le ministre change son fusa d'épaule quant à la définition du terme "conjoint" et de voir en quoi maintenant les enquêteurs spéciaux que le ministre lui-même à l'Assemblée nationale s'est évertué à appeler "bouboucous" macoutes. Je m'en souviens, il a même répondu dans ce sens-là, ce qui m'a surpris un peu, mais il en dénotait à ce moment-là cette connotation qu'on connaît des boubous macoutes qui existe et que les gens vivent, eux, de façon bien directe par l'intervention de ces personnes qui, des fois, n'agissent pas dans le plein respect des droits de la personne.

Le projet de loi parte aussi de l'ensemble des conditions de travail des prestataires de l'aide sociale qui participent à des mesures de développement d'employabilité. On a vu la façon dont le ministre a l'intention d'agir par rapport, finalement, à ce qu'on connaissait, vous en avez probablement eu connaissance vous aussi depuis votre élection, soit les bons d'emploi. On sait comment cela fonctionnait. On sait comment l'individu avait la facilité de pouvoir aller chez un employeur avec ce bon d'emploi faire valoir ses capacités et faire valoir ses garanties quant au travail qu'il était prêt à fournir dans des

conditions qui devaient respecter l'ensemble des conditions de travail du milieu où il allait. Alors, le fait de transférer entre les mains de l'employeur les montants pour embaucher du personnel parmi les prestataires de l'aide sociale fait en sorte qu'il y a de grands dangers.

Je pense que la Commission des droits de la personne, les organismes syndicaux et d'autres personnes aussi devraient être en droit de venir ici à la commission et de dire les dangers que cela comporte d'en arriver à faire en sorte que l'on donne à des individus des conditions autres que celles prévues par convention collective dans un milieu de travail et qui mettent en péril à ce moment les "jobs" d'autres personnes syndiquées ou non. Le danger qui existe, c'est donc qu'un employeur, profitant des circonstances, en arrive à donner des conditions à une ou des personnes en lui disant: Si tu ne les acceptes pas, c'est bien dommage, mais je vais avertir les gens de l'aide sociale et tu seras coupé. Ce sont des exemples, j'en suis assuré, pour lesquels la Commission des droits de la personne viendra nous dire: Vous allez mettre en place un système où c'est l'employeur qui décidera. Si cela ne va pas, prenons une expression bien forte de chez nous: "Just too bad"! Bonhomme, bonne femme, tu vas voir ton aide sociale coupée, parce que moi j'avertis tout de suite les gens de l'aide sociale que tu ne veux pas travailler aux conditions que je t'offre. C'est mettre des conditions et des pressions sur le dos de personnes qui seront par le fait même obligées de prendre la "job", sinon elles risqueront de voir leurs prestations d'aide sociale coupées. On connaît les conditions dans lesquelles le ministre l'indique et les coupures qui auront lieu si la personne refuse du travail.

Je ne dis pas qu'il ne doive pas y avoir des conditions qui permettent aux personnes de retourner au travail et on pourrait parier plutôt de plein emploi et de politique de plein emploi au lieu de politique d'employeurs. Des employeurs qui seraient contents, heureux d'avoir une main-d'oeuvre comme on la connaissait dans le temps où on disait qu'au Québec vous avez une population travaillante, docile et très industrielle. Dans le dictionnaire, l'expression "Industrieuse" veut dire comme une fourmi qui travaille et qui ne lâche pas. Dans ce sens-là, on en arriverait à faire peur aux gens, à les obliger à du travail qui, normalement, n'aurait pas dû être accompli par eux et, ceci, au détriment de conditions de vie prévues par la convention collective.

Si on disait que les conditions dans lesquelles on amène les gens à aller travailler iront selon les conventions collectives et, à la suite d'une entente avec le syndicat, selon les conditions de travail et de salaire prévues, ce serait peut-être autre chose. Mais, si c'est en dehors de la convention collective, selon les bons voeux du patron, je pense qu'on revient à des conditions qu'on a vécues il y a fort longtemps et que personne ne voudrait voir revivre.

J'avais l'occasion, hier, de profiter de quelques instants de répit pour aller voir un film au cinéma à Trois-Rivières, les Tisserands du pouvoir" et je dois vous dire si vous aviez vu les conditions de vie des Jeunes, des personnes qu'il y avait là... Je ne voudrais pas que ça revienne; je pense que personne ne cherche que ça revienne.

M. Bourbeau: Franchement!

M. Jolivet: Non, ça se produisait au Québec aussi dans le temps, M. le Président.

Une voix: ...pas dans le film.

M. Jolivet: Non, dans le film, c'est aux États-Unis.

Une voix:...

M. Bourbeau: C'est le retour du Bonhomme Sept Heures.

M. Jolivet: Je voulais simplement vous dire que le système de peur qui pourrait exister auprès de personnes auxquelles on dirait: Vous avez l'obligation d'aller travailler, sinon vous verrez votre salaire coupé, ça pourrait amener des aberrations. Je ne le veux pas et je ne pense pas que ce soit le choix du ministre. Je ne pense pas vouloir faire comme le ministre qui criait de l'autre bord de la table tout à l'heure au Bonhomme Sept Heures. Je vous dis simplement que je voudrais que ces conditions permettent, aux employeurs de faire travailler les jeunes dans les mêmes conditions que ceux qui sont employés là, syndiqués. Donc, dans des conditions où on leur donne la chance de devenir employables, de devenir capables de sortir de toute cette mentalité qu'on voudrait leur mettre sur le dos: Ils sont bénéficiaires de l'aide sociale de père en fils, de mère en fille. Ce n'est pas vrai quand on considère que, malheureusement, ceux qui doivent avoir ce dernier recours le font dans des conditions qu'ils veulent voir disparaître le plus rapidement possible et dans ces conditions le moins longtemps possible.

La commission dit que le projet de loi soustrait les personnes participant à des mesures de développement de l'employabilité aux protections normalement accordées aux travailleurs par le droit du travail. Ainsi, les prestataires ne peuvent pas bénéficier des droits reconnus aux ouvriers par le Code du travail dont celui d'appartenir à un syndicat. De même, les employeurs ne seront pas tenus de respecter à leur égard les prescriptions de la Loi sur les normes du travail: salaire minimum, vacances, heures de travail.

M. le Président, il me semble que la Commission des droits de la personne serait à même de venir nous dire si les amendements que le ministre a annoncés justifient le retrait de la

crainte qu'elle avait lorsque le projet de loi initial a été discuté en commission parlementaire. Il me semble que c'est tout à fait logique qu'on vienne lui assurer que, selon ces nouvelles conditions présentées, les prestataires pourront, pour un travail équivalent, recevoir une rémunération équivalente à celle des autres travailleurs de ces mêmes entreprises, de l'entreprise dans laquelle ils iraient travailler, par rapport aux syndiqués qui sont là, et qu'on ne vienne pas utiliser leurs conditions de bénéficiaires de l'aide sociale pour leur donner des conditions de vie et de travail qui soient différentes, mais faire en sorte qu'on respecte là où il n'y a pas de syndicat les normes minimales de travail quant à leurs conditions de salaire minimum, quant à leurs conditions de vacances, quant à leurs heures de travail, quant aux autres conditions de vie à l'intérieur de l'entreprise.

Il me semble que rien ne serait plus facile que de faire comprendre aux personnes vivant de l'aide sociale que la bonification apportée par le ministre reçoit l'aval, dans ce cas-là, de la Commission des droits de la personne. Qu'elle dise oui. Avec ce qui nous a été dit, ce qui nous est donné comme garantie avec les amendements qui viennent, nous croyons que nous aurons l'occasion de dire: Oui, le ministre a fait un bon pas dans la bonne direction et nous retirons notre crainte quant à ces mesures de développement de l'employabilité en ce qui regarde les conditions de travail des prestataires qui participent à ces mesures.

Il me semble qu'il ne serait pas difficile de la part du ministre de dire: Oui, écoutez, je veux être rassuré. Il me semble qu'être assuré de faire "une bonne job" et pouvoir inviter les gens à vivre avec ce nouveau projet de loi serait une des conditions que le ministre devrait rechercher. Il me semble que le ministre devrait rechercher l'aval - condition, je pense, tout à fait normale pour un ministre - de la part de la Commission des droits de la personne, son soutien, son appui. Il me semble que le ministre à ce moment-là serait plus sûr de lui et pourrait, j'en suis assuré, être invité à procéder aussi bien par les bénéficiaires de l'aide sociale que par les membres de l'Opposition. C'est cela qu'on cherche et je suis assuré que le ministre comprend bien la recherche que nous avons ce matin de l'inviter à se faire appuyer par un organisme aussi important que la Commission des droits de la personne.

On dit, la commission répète que, si la commission estime valable l'objectif d'intégration au travail, elle considère cependant que la réalisation de cet objectif demeure tributaire de la disponibilité d'emplois stables et convenables. Vous savez: dans le contexte actuel, si cela se maintenait. Je lisais dans le journal ce matin une comparaison quant à l'emploi, malgré la crise de 1981, 1982, 1983 - on s'en souvient - que la différence était de 2 % ou de 3 % par rapport à ce qu'elle est actuellement au Québec par rapport

à l'Ontario. On est à 4,4 %, même 5 % presque dans certains cas, de l'emploi au Québec et de l'emploi en Ontario, alors que c'est près du triple de chômeurs dans la ville de Montréal par rapport à celle de Toronto. Quand on regarde cela bien comme il faut, on dit: On vous propose un plan où vous allez trouver de l'emploi. Mais, des emplois qui sont Inaccessibles, des emplois qui n'existent pas, des emplois qu'on ne crée pas! Nous sommes dans une ère de prospérité, nous dit-on de part et d'autre et le ministre des Finances se plaît à nous le rappeler. Les entrées de fonds sont bonnes, dit le ministre des Finances appuqué en cela par le ministre du Revenu qui va recueillir les fonds. Oui, cela va bien, dit-on. Il y a pourtant trois fois plus de chômeurs à Montréal qu'à Toronto. Il y a près de deux fois plus de chômeurs au Québec qu'en Ontario, quand on considère qu'il y a une différence de 10 % à 5 % quant à l'emploi au Québec. On va venir nous dire: Parce que nous mettons des mesures d'employabilité, c'est maintenant le paradis qu'on vous offre, l'emploi va être là. Cela n'a pas de bon sens.

On en arrive finalement à se demander ce qui se passe. Où le ministre vit-il pour en arriver à proposer une telle discussion? Il dit: Parce que je suis ministre responsable, parce que j'amende le projet de loi, demain matin les emplois vont être là, ne vous inquiétez pas! On dit à ce moment-là quasiment à l'employé: Je t'oblige à aller travailler, mais je ne te garantis pas qu'il y a un emploi et s'il n'y en a pas et si tu ne veux pas travailler, je vais couper tes bénéfices d'aide sociale. On donne des emplois inaccessibles, des emplois qui n'existent pas. Le taux de chômage actuel vient donc à faire en sorte qu'on est Incapables, au gouvernement de leur garantir des emplois.

(11 h 30)

Pour ce faire, on va même jusqu'à leur dire: Écoutez, nous avons mis un programme sur pied. Ma collègue, la députée de Maisonneuve, l'a décrié et je l'appuie. On a devant nous un programme APPORT qui doit tenir compte de l'ensemble et, finalement, ce programme ne répond pas aux besoins des personnes assistées sociales et des familles vivant de l'aide sociale. On vient nous dire que, parce qu'on propose un tel projet de loi, on n'a pas à s'inquiéter et que tout va être réglé. Non, ce n'est pas vrai.

Si on me faisait la preuve que l'on recherche le plein emploi, qu'on met des mesures pour créer le plein emploi, je comprendrais et je suis sûr que la Commission des droits de la personne viendrait applaudir un vaste programme de création d'emplois allant vers ce qu'on appelle le plein emploi. On n'aurait peut-être même pas besoin d'un projet de loi amendé comme il l'est là pour en arriver à ce que les gens puissent trouver un emploi. On a mis en place, avec le fédéral, un programme qui remplace l'ancien programme d'aide à l'adaptation des travailleurs, le PAAT, qui était généreux et qui permettait,

dans certains secteurs ou zones difficiles, à des personnes âgées de prendre leur retraite dans les meilleures conditions: une forme de préretraite après une année d'assurance-chômage.

Aujourd'hui, avec un programme d'adaptation des travailleurs âgés, on vient diminuer la tarte et augmenter le nombre de gens par le fait même. Le ministre le disait lui-même, à la fin de l'interpellation du vendredi, à des journalistes qui ont montré cela à la télévision, que, oui, il était vrai qu'il y avait moins d'argent pour tout le monde parce que plus de monde y participait (Drôle de phénomène) Au lieu d'ajouter plus d'argent, d'agrandir la tarte parce qu'on augmente le monde, on a diminué la tarte et, en plus, on a augmenté le monde à l'intérieur de telle sorte que beaucoup plus de monde a beaucoup moins de choses et, là, il répartit. C'est la façon sociale-démocrate du ministre de répartir la richesse collective. C'est ça en fait le programme PATA, M. le Président. Le ministre a beau sourire, il ne peut pas dire le contraire. J'ai même mis le député de Trois-Rivières au défi de venir avec moi rencontrer les gens de la Philips qui ont été mis à pied il y a maintenant près de deux ans et qui se retrouvent actuellement sans aucune autre ressource que l'aide sociale. Ce n'est pas drôle pour eux, particulièrement pour les femmes qui se retrouvent dans ces conditions.

Or, le ministre veut nous faire croire que le projet de loi va apporter des emplois comme ça. Là encore, on connaît, dit la Commission des droits de la personne, dans la société actuelle, une discrimination systématique jouant à rencontre notamment des femmes, des personnes handicapées et des membres des minorités ethniques lorsqu'ils veulent accéder au marché du travail. La commission s'interroge même sur les effets du projet de loi et dit s'inquiéter d'un éventuel accroissement de la pauvreté et de l'indigence chez les personnes visées par ce projet. Elle termine en disant qu'il lui apparaît essentiel de rappeler que l'exercice des droits fondamentaux est lié à des conditions de vie qui assurent aux individus un minimum matériel suffisant pour échapper aux menaces quotidiennes de la pauvreté. Avec une telle conclusion, M. le Président, il me semble, malgré les amendements que le ministre a l'intention d'apporter, qu'il a dit au monde qu'il nous donnerait ici à cette commission, qu'on devrait avoir la chance de les discuter. Je vous rappelle, M. le Président, étant donné qu'il nous dit, selon lui, que ce sont des amendements majeurs qui viennent corriger des irritants du projet de loi, qu'à ce moment-là il fasse comme le ministre de l'Éducation et qu'il entende la Commission des droits de la personne et le Front commun des personnes assistées sociales du Québec et d'autres groupes si nécessaire, à la suite d'une entente qu'on aura avec lui concernant des consultations particulières.

M. le Président, j'insiste à nouveau auprès du ministre. J'espère qu'il entendra la voix de la

raison et la voix des gens qui veulent l'aider à bonifier son projet de loi au profit de l'ensemble des personnes qui doivent vivre de l'aide sociale. Je termine en sachant que d'autres interviendront dans le sens d'appeler le ministre à la raison. Merci, M. le Président

Le Président (M. Bélanger): Du côté ministériel, non? Mme la députée de Maisonneuve.

Mme Louise Harel

Mme Harel: M. le Président, je crois comprendre que j'ai une possibilité d'intervention de dix minutes sur la motion de mon collègue. J'aimerais à ce moment-ci rappeler l'importance que revêt la Commission des droits de la personne en regard des travaux que nous allons entreprendre, soit l'examen article par article du projet de loi 37. Je rappelle que la Commission des droits de la personne a d'ailleurs le mandat dans sa loi constitutive, en vertu de l'article 67, d'analyser les lois du Québec qui pourraient être contraires à la charte et de faire au gouvernement les recommandations appropriées. La Charte des droits et libertés du Québec - dont nous sommes si fiers à juste titre - donne à la commission le mandat de promouvoir par toutes les mesures appropriées les principes contenus dans la charte, ceux de non-discrimination, en vertu des motifs que nous connaissons - et que je vous rappelle, M. le Président - de la race, de la couleur, du sexe, de la grossesse, de l'orientation sexuelle, de l'état civil, de l'âge sauf dans la mesure prévue par la loi, de la religion, des convictions politiques, de la langue, de l'origine ethnique ou nationale et - j'insiste - de la condition sociale et du handicap.

Simplement pour illustrer combien pourrait être utile pour nos travaux que nous entendions à nouveau la Commission des droits de la personne, je rappelle qu'elle a cru bon, non seulement de déposer un mémoire - que nous avons déjà entendu en commission parlementaire le printemps passé - mais de plus qu'elle a jugé nécessaire de publier, à la suite du dépôt du projet de loi 37, des commentaires supplémentaires sur le projet de loi sur la sécurité du revenu. S'il y avait lieu de trouver une illustration pour justifier la nécessité de reprendre les travaux sur le projet de loi 37 - contrairement à la prétention que certains peuvent avoir à cette commission que les travaux sont complétés parce que nous avons siégé au printemps passé, nous n'avons pas siégé sur le projet de loi, la preuve, c'est que la commission dépose des commentaires supplémentaires en invoquant justement ne pas avoir pu se faire entendre sur le projet de loi 37, puisqu'il n'était pas déposé au moment de nos travaux.

Que nous dit la commission? Évidemment, je vais simplement mentionner quelques-unes des modifications que réclame la commission à l'égard du projet de loi 37. Je ne pourrai pas les

énumérer toutes, j'ai trop peu de temps. Mais, cela va certainement vous justifier combien il serait important d'entendre la Commission des droits de la personne qui, je vous le rappelle, a ce mandat de promouvoir par toutes les mesures appropriées les principes. Ce n'est pas parce que les personnes sont pauvres qu'elles ont moins de droits dans notre société. Voici ce que la commission nous dit du projet de loi 37, je vous lis exactement ses termes: La perspective individualiste et culpabilisante qu'adopte la réforme à l'égard de l'intégration des prestataires au marché du travail. La commission souligne l'aspect irréaliste de l'orientation retenue par le projet de loi, étant donné la situation économique générale et le taux de chômage élevé, et rappelle que pour certains groupes cette difficulté à accéder au travail rémunéré est d'autant plus grande qu'ils subissent les effets de la discrimination.

M. le Président, il serait certainement extrêmement important de vérifier avec la Commission des droits de la personne pourquoi elle a acquiescé à la demande que je lui ai transmise il y a maintenant dix jours de procéder à un examen en profondeur des mesures de vérification actuellement utilisées auprès des bénéficiaires de l'aide sociale. Me Jacques Lachapelle, président de la Commission des droits de la personne, me faisait parvenir une lettre datée du 22 novembre dernier dans laquelle il m'avisait du fait que la commission avait l'intention de procéder, en collaboration avec le Protecteur du citoyen, à cet examen que je lui demandais à la suite du dépôt du manuel d'exercices d'espionnage et d'inquisition du ministère à l'égard des personnes assistées sociales. Je vous rappelle cette évaluation de la conformité réelle qui fait que, à partir d'un échantillonnage sélectionné au hasard de bénéficiaires présumés coupables uniquement par le fait d'être bénéficiaires, le ministère procède à une première vérification qui, lorsqu'elle ne donne lieu à aucun soupçon ni indice de fraude ou d'abus, enclenche malgré tout le processus d'investigation qui amène les agents Investigateurs, et je cite les ternies mêmes du manuel, "à initier des contacts avec des tiers, à recueillir des informations auprès des commerces et des employeurs passés ou présumés passés." Je vous rappelle que ce processus a lieu aveuglément, contrairement aux jugements de cour qui ont toujours banni l'usage de procédés pour ciller à la pêche à l'information sans que ces dossiers ne comportent d'aucune façon, préalablement au moment où ils sont sélectionnés, d'indices de fraude ou de présomption appuyée par des indices.

Alors, M. le Président, je pense qu'il serait d'autant plus important d'entendre ce que la commission a à nous dire sur le droit au respect de la vie privée. Je vous rappelle les commentaires de la commission au mois de juin dernier disant que l'application de plusieurs dispositions du projet de loi risquent d'entraîner des ingéren-

ces indues dans la vie privée des prestataires; ces dernières pourraient se produire particulièrement lors de la vérification des situations de vie maritale visées par le projet de loi. A défaut d'inquiéter le ministre qui a l'air de ne s'inquiéter de rien, cela devrait inquiéter, en tout cas, ses collaborateurs et ses collègues ministériels que la commission puisse être aussi sévère sur le projet de loi.

Je rappelle également les commentaires que la commission faisait en regard du projet de loi 37 sur les principes d'équité procédurale. La commission disait ceci et je cite: Le projet de loi prévoit l'exécution provisoire de toutes les décisions rendues dans une première étape par l'administration sans garantir aux personnes visées l'occasion de faire connaître leur version des faits. Il y aurait lieu d'ajouter au projet de loi, dit la commission, des dispositions permettant au prestataire de faire valoir ses représentations avant que la première décision exécutoire ne soit prise à son sujet.

M. le Président, je rappelle le commentaire, je dirais le plus virulent à l'égard du projet de loi 37 de la commission des droits, connue pour son approche professionnelle de ces questions, quand elle disait: Nous soulignons la nécessité d'insérer dans le projet de loi une disposition "antidiscriminatoire" de portée générale et nous insistons notamment sur les dangers reliés à la généralisation du recours à la contribution parentale pour limiter l'accès des personnes à la sécurité du revenu.

En conclusion, M. le Président il nous faut certainement entendre, comme groupe parlementaire, ce que la commission a à nous dire sur sa déclaration que les dispositions du projet de loi sont difficilement conciliates avec les droits garantis par la charte, notamment le droit à la liberté d'association, le droit des conditions de travail justes et raisonnables et le droit de recevoir, sans discrimination fondée sur la condition sociale, un salaire égal pour un travail équivalent

Le Président (M. Bélanger): En conclusion, s'il vous plaît

Mme Harel: En conclusion, M. le Président, ce serait vraiment ignorer la dictature aveugle de la ligne du parti qui pourrait justifier que les députés ministériels refusent d'entendre ce que la Commission des droits de la personne du Québec prétend avoir à leur dire.

Le Président (M. Bélanger): Je vous remercie. M. le ministre.  
(11 h45)

M. André Bourbeau

M. Bourbeau: M. le Président, sans vouloir retarder davantage la commission, j'aimerais dire à la députée de Maisonneuve et à l'Opposition que nous avons pris connaissance, nous aussi, de

ce que la Commission d'accès à l'Information a dit au cours des dernières semaines, des derniers mois. Nous ne sommes pas sourds ni aveugles, nous savons lire. Nous avons l'intention de modifier le projet de loi à certains égards. Je ne dis pas que nous allons nous rendre à toutes et à chacune des demandes de l'Opposition, mais nous avons préparé un certain nombre d'amendements qui tiennent compte des points de vue de l'Opposition officielle et de la Commission d'accès à l'information. Si la députée de Maisonneuve veut bien procéder, si tant est que cela peut être son bon plaisir un de ces jours, à l'étude article par article du projet de loi, elle pourra prendre connaissance des modifications que nous entendons apporter au projet de loi.

Tout à l'heure, elle traitait de l'équité procédurale dont parle la Commission des droits de la personne. Je m'excuse, tout à l'heure, je disais la Commission d'accès à l'information, je parlais bien sûr de la Commission des droits de la personne. Alors, nous avons l'intention de déposer une proposition d'amendement au projet de loi concernant justement ce point de l'équité procédurale. Ce que je dis à l'Opposition, c'est: Procédons le plus rapidement possible à l'étude de l'article 1 du projet de loi et aux articles suivants et, à mesure que nous arriverons à ces articles, la députée de Maisonneuve pourra prendre connaissance des modifications que nous proposons. Maintenant, si elle a des propositions pour bonifier les articles ou les modifications que nous-mêmes pourrions apporter, c'est à ce moment-là que les discussions pourront avoir lieu. Je peux l'assurer que nous allons considérer avec beaucoup d'intérêt toutes et chacune des modifications et des propositions qu'elle-même ou quelques-uns ou quelques-unes de ses collègues voudraient bien apporter. Nous ne sommes pas fermés, au contraire, notre objectif est d'avoir un projet de loi qui soit le meilleur possible et nous ne reculons devant absolument aucune proposition, ni aucun effort pour tenter de bonifier le projet de loi si tant est qu'il peut être encore bonifié. Merci.

Mme Harel: M. le Président, est-ce que le ministre accepterait de répondre à une question?

Le Président (M. Bélanger): M. le ministre, s'il y a consentement.

M. Bourbeau: Je peux bien répondre à une question, oui.

Mme Harel: Est-ce que le ministre va déposer les études juridiques qui ont été réalisées par le contentieux de son ministère et portant sur la conformité de la réforme de l'aide sociale avec la Charte des droits de la personne?

M. Bourbeau: M. le Président, je vais prendre avis de la question de la députée de Maisonneuve et consulter les conseillers juridi-

ques sur l'opportunité ou non de rendre publics ces documents. Js ne voudrais pas m'engager aujourd'hui à rendre publics des documents qui pourraient être de nature confidentielle. Je ne veux pas fermer la porte à cette possibilité. Nous allons regarder cela attentivement et je pourrai lui donner une réponse dans les prochains jours.

Mme Harel: Est-ce qu'on peut espérer une réponse...

M. Bourbeau: Dans les meilleurs délais.

Mme Harel: Dans les meilleurs délais, est-ce à dire pour cet après-midi?

M. Bourbeau: Je ne peux pas garantir pour cet après-midi, parce qu'on n'a pas beaucoup de temps pour se rencontrer. Vous savez...

Mme Harel: Demain matin, à dix heures.

M. Bourbeau: ...que les périodes de consultation sont rares, étant donné les horaires très chargés que nous avons, mais aussitôt que j'aurai eu l'occasion d'en traiter avec nos gens je pourrai rendre la décision.

Mme Harel: Est-ce que le ministre s'engage à en traiter dans les plus brefs délais?

M. Bourbeau: Oui, c'est ce que j'ai dit tout à l'heure, les meilleurs délais.

Mme Harel: Alors, on va...

M. Bourbeau: Je peux changer les mots les meilleurs" par les mots "les plus brefs".

Mme Harel: ...pouvoir évaluer ce que sont les meilleurs délais pour le ministre.

Le Président (M. Bélanger): Mme la députée de Johnson.

Mme Carmen Juneau

Mme Juneau: Merci beaucoup, M. le Président. Je voudrais m'associer et appuyer la motion de mon collègue de Laviolette, celle que font leur la députée de Maisonneuve et la députée de Marie-Victorin qui prendra certainement la parole après moi, soit de pouvoir entendre la Commission des droits de la personne.

Dans les commentaires de la Commission des droits de la personne sur le projet de loi sur la sécurité du revenu, plusieurs inquiétudes sont parvenues, j'espère, à ébranler le ministre. Tout à l'heure, le ministre, dans sa réponse à ma collègue, la députée de Maisonneuve, disait: Nous allons faire notre possible pour que - je répète - le projet de loi soit le meilleur possible. Si tant est qu'il puisse être bonifié, nous le ferons. Je pense que ce n'est pas une question de

bonification, c'est l'ensemble du projet de loi qui ne fonctionne pas. Il faudrait qu'on recommence à zéro, qu'on efface tout et qu'on recommence complètement. Il y a assez de gens qui l'ont dit, redit et reredit. Je pense que, si le ministre avait une ouverture d'esprit comparable au nombre de personnes et d'associations qui ont fait la demande d'une révision totale et complète du projet de loi 37, à ce moment-là on pourrait parler d'un projet de loi égal à l'attente des gens qui le souhaitent. On pourrait même, ensemble, travailler tel que je le disais jeudi dernier, travailler ensemble et revoir ce que ce projet de loi qui comporte des pans de murs complets qui vont à rencontre des droits et libertés des personnes qui sont obligées, je dis bien qui sont obligées, aujourd'hui, de vivre sous le seuil de la pauvreté non pas par choix, mais par obligation.

M. le Président, la Commission des droits de la personne croit d'abord important de situer la réforme dans son contexte social et économique. De l'avis de la commission, il est impossible d'aborder l'étude des problèmes reliés à la sécurité du revenu sans tenir compte des conditions socio-économiques qui les influencent. Deux facteurs structurels sont déterminants à cet égard. Le premier tient à la situation actuelle de l'emploi. Le ministre peut-il nous dire aujourd'hui que tous ceux et celles qui se cherchent de l'emploi, parce qu'ils sont bénéficiaires de l'aide sociale et parce qu'ils sont obligés s'ils ne veulent pas être coupés de leurs prestations de se trouver un emploi, le ministre peut-il me confirmer aujourd'hui même que toute personne qui va tenter de se trouver un emploi aura un emploi aujourd'hui même?

M. le Président, je pense qu'on pourra, à ce moment-là, regarder ensemble et voir si cette possibilité est respectée. On pourra regarder cela ensemble pour voir si c'est correct ou si ça ne l'est pas. Mais, s'il n'est pas capable de nous prouver aujourd'hui même que chaque personne qui tentera de se trouver un emploi en trouvera ou plutôt si le ministre peut le garantir, à ce moment-là il n'y a pas de problème, on ira plus loin. Je ne pense pas que le ministre puisse nous confirmer aujourd'hui même qu'il y aura un emploi pour chacun et chacune de ceux qui aujourd'hui partagent cette pauvreté. S'il n'est pas capable de prouver ça, qu'il nous prouve donc qu'il est capable d'avancer dans le projet de loi et d'avancer du bon côté.

L'un des axes fondamentaux, disait la commission, de la réforme envisagée consiste à favoriser l'intégration et la réintégration des bénéficiaires au marché du travail. C'est un objectif valable, bien sûr, mais dont la réalisation demeure tributaire de la disponibilité d'emplois stables et convenables. Comme le reconnaît le document d'orientation ministériel, la création d'emplois demeurera toujours le meilleur moyen pour permettre aux bénéficiaires de l'aide sociale d'accéder au marché du travail.



et d'y revenir quand 8s ont perdu un emploi. Mais, il faut qu'il y en ait des emplois. Le chômage affecte actuellement une personne active sur dix au Québec. Je ne pense pas que ni le ministre ni son ministère ni son gouvernement puissent nier cela.

Les statistiques sont là. Une grande partie des emplois nouvellement créés est de nature précaire ou à temps partiel. Prétendre faire de l'intégration au marché du travail une responsabilité purement individuelle nous paraît faire abstraction de cette triste réalité. Pour les groupes tels les femmes, les personnes handicapées, les membres des minorités, le problème de l'intégration au marché du travail est encore plus aigu du fait d'un second facteur structurel, la discrimination. On sait l'attitude de méfiance sinon l'hostilité de certains face aux personnes appartenant à ces groupes. Je pense qu'on ne fera pas le monde, M. le Président. Il y aura toujours des inégalités et ce n'est pas en essayant de faire un projet de loi pareil pour tout le monde qu'on va arriver à une solution meilleure pour une vie meilleure des gens qui forment le Québec d'aujourd'hui.

Au-delà de ces manifestations individuelles, d'ignorance ou d'intolérance, il existe aussi sur le marché du travail un ensemble complet des comportements et de règles en interaction qui donnent à la discrimination un caractère systématique dont font état de nombreuses études gouvernementales et privées. Ces études mettent en lumière la situation déplorable de certains groupes sur le marché du travail qui tient à des facteurs complets, davantage d'ordre global que de quelconques choix individuels. Face à ces problèmes malheureusement bien réels, le projet de loi adopte une perspective essentiellement individualiste: viser le développement de l'employabilité est fort louable, mais cette employabilité n'aura de sens que si elle permet de déboucher sur des emplois existants et accessibles. Voilà la question. Existe-t-il des emplois au moment où on se parle et sont-ils accessibles à tous ceux et celles qui souhaiteraient avoir un emploi et vivre avec fierté d'un salaire qui arrive au bout de la semaine et vivre avec fierté d'avoir du pain et du beurre sur la table pour ceux qui sont sous leur responsabilité? Existents-ils aujourd'hui ces emplois multiples, ces emplois accessibles? Voilà le gros point d'interrogation. Si cela n'existe pas. M. le Président, il faut pour un gouvernement responsable faire en sorte que ces emplois existent et qu'ils soient accessibles pour ceux et celles qui sont en mesure de remplir des fonctions ou un travail qui leur apportera la fierté des leurs et pour eux-mêmes.

Une politique de sécurité du revenu ne peut rejeter l'entière responsabilité de l'intégration au marché du travail sur les individus, sans s'attaquer en même temps aux causes profondes de la rareté et de l'inaccessibilité des emplois. Aussi, la perspective individualiste et culpabilisante - c'est un mot qu'il faudrait peut-être que le

ministre réapprenne - adoptée par le projet de loi 37 nous paraît-elle insatisfaisante, car faussée? C'est en gardant à l'esprit cette critique que nous analyserons maintenant le projet de loi à la lumière des principes de la charte.

M. le Président, la Commission des droits de la personne s'inquiète de plusieurs dispositions et elle en a fait état très clairement et à plusieurs reprises. Le projet de loi sur la sécurité du revenu que nous étudions présentement a des iniquités terribles et de façon très importante par rapport aux gens qui sont bénéficiaires de l'aide sociale. Au chapitre des droits à l'égalité, la commission estime que, dans sa forme actuelle, le projet de loi perpétuera indirectement la discrimination à l'égard des jeunes. D'une part, note la commission, la parité promise ne sera effective qu'au 1er janvier 1990. Est-ce la date à laquelle on fera une autre élection sur le dos des jeunes, en leur promettant l'égalité des prestations et en ne leur donnant pas, après avoir été élus, ce qu'on leur avait promis avant l'élection? D'autre part et surtout, l'application automatique d'une contribution parentale privera une grande majorité de ces jeunes des prestations entières.

Le Président (M. Bélanger): En conclusion, s'il vous plaît, madame.

Mme Juneau: Merci beaucoup, M. le Président. Je n'avais pas remarqué que j'avais terminé mes dix minutes, mais je reviendrai, j'ai beaucoup de choses à dire. Je vous remercie.

Le Président (M. Bélanger): Je vous remercie, Mme la députée. Mme la députée de Marie-Victoria

Mme Vermette: Oui, M. le Président.

Le Président (M. Bélanger): Excusez. En vertu de la règle d'alternance, M. le député de Chambly, auparavant. Je l'avais en note, mais je l'avais oublié, excusez-moi.

M. Gérard Latulippe

M. Lafulippe: Sur la motion, M. le Président, vendredi dernier, j'ai écouté avec attention les propos de Mme la députée de Maisonneuve et avec intérêt aussi sur sa motion qui a été aujourd'hui amendée par le député de Laviolette pour ajouter la Commission des droits de la personne dans la liste des personnes à être entendues. Vendredi dernier, non seulement je l'ai écoutée avec intérêt, mais je dois vous dire, à ce moment-là, avec une certaine ouverture. J'ai effectivement noté personnellement tous les motifs qui ont porté Mme la députée de Maisonneuve à faire cette motion pour demander que le Front commun, en particulier, soit entendu et qu'il y ait des consultations particulières mais publiques. Une fois que l'on regarde l'ensemble

des motifs qu'a soulevés Mme la députée de Maisonneuve, on se rend compte à la fin qu'il y a un certain piège, pour ne pas dire un piège certain, dans sa motion, parce qu'aucun des motifs qu'elle nous apporte ne tient véritablement parce qu'au fond de tout ce qu'elle recherche, c'est purement et simplement le retrait du projet de loi actuel et au fond, l'Opposition et certains groupes en particulier sont contre les principes de base sous-jacents au projet de loi. Or, à partir de ce moment-là, il devient tout à fait impossible de tomber dans le piège de Mme la députée de Maisonneuve, (12 heures)

Je voudrais reprendre les différents arguments qu'elle nous a apportés vendredi dernier et les sujets sur lesquels elle nous a dit qu'elle espérait avoir des auditions publiques. Elle nous a parlé de la politique de plein emploi. Je pense qu'il est souhaitable que, socialement, on ait un débat public, un jour, sur le plein emploi de notre société et sur les mesures susceptibles d'accroître l'emploi et de réduire le chômage, qui est assurément une tare avec laquelle on vit depuis de nombreuses années. Il est évident que ce sont là les raisons d'être de nos partis politiques respectifs. Ces débats se feront dans les mois qui viendront, se feront même sûrement durant la prochaine campagne électorale. Mais de vouloir débattre ce sujet-là, lors d'auditions spécifiques et particulières sur le projet de loi, je pense que c'est une autre tribune qui est appropriée. D'autant plus qu'au moment où il y a eu des consultations particulières au printemps dernier, ces sujets-là ont déjà été débattus en commission parlementaire.

Le deuxième point qu'a soulevé Mme la députée de Maisonneuve, c'est qu'il devrait y avoir des consultations particulières sur les différents articles du projet de loi et, en particulier, sur les principes qui sont sous-jacents au projet de loi. Or, cela nous prouve d'une façon claire et nette qu'elle est contre le projet de loi comme tel et cela nous prouve que, au fond de tout, ce qu'elle recherche, c'est purement et simplement une mesure dilatoire parce qu'elle cherche à s'attaquer spécifiquement aux objectifs du projet de loi et non aux amendements qui ont pu être apportés par le ministre, la semaine dernière, sur le projet de loi. Cela aurait été une chose tout à fait différente.

D'ailleurs, Mme la députée de Johnson vient purement et simplement réitérer, cette même objection fondamentale visant les objectifs du projet de loi en nous disant tout à l'heure que c'est l'ensemble du projet de loi qui ne fonctionne pas. Donc, encore là, c'est une objection de principe et non pas une objection sur les différents articles du projet de loi parce que, si c'était sur les différents articles du projet de loi, il est évident que l'audition en commission parlementaire permettrait à l'Opposition d'apporter ou de suggérer les amendements requis sur les différents articles.

Le troisième argument de Mme la députée de Maisonneuve, c'est le programme de subventions salariales. Je vous avoue qu'elle a fortement développé ce sujet sur les programmes d'intégration sur le marché du travail. Encore là, techniquement, ce n'est pas un programme qui est inclus dans la loi, c'est un programme qui s'ajoutera dans les mois qui suivront. Je n'ai aucun doute que le débat visant l'ensemble des mesures qui seraient les plus appropriées, y compris celles présentées par le ministre, pour faciliter l'intégration des assistés sociaux sur le marché du travail pourra se faire sur plusieurs tribunes. Mais au printemps dernier, les intervenants en ont parlé dans plusieurs de leurs mémoires; il ne s'agit pas là d'une mesure qui est introduite dans la loi elle-même, mais c'est une mesure qui suit la loi, qui la complète, qui lui donne sa crédibilité. Encore là, cela nous prouve que l'Opposition est contre le principe même, les bases mêmes du projet de loi et que ce n'est pas une audition sur des articles en particulier du projet de loi qui va faire changer l'idée de l'Opposition sur les principes fondamentaux de la loi.

Donc, compte tenu du fait que ce que recherche l'Opposition est purement et simplement de remettre à plus tard le projet de loi et non pas tenter de le bonifier, de l'améliorer, je pense, M. le Président, que, dans un tel cadre, il n'est pas souhaitable à cause de cela, et uniquement à cause de cela, quant à moi, de tenir des consultations particulières sur les différents articles du projet de loi. J'ajoute que la demande ne porte pas sur les amendements, mais elle constitue une opposition de principe au projet de loi, finalement. Les députés du parti ministériel, qui ont quand même travaillé depuis longtemps sur le projet de loi, ont toujours dit qu'ils étaient d'accord avec le principe, mais qu'ils souhaitaient des amendements sur plusieurs modalités, ce que nous avons obtenu. À la suite de cela, nous sommes satisfaits des amendements majeurs qui bonifient le projet de loi. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Bélanger): Merci. Mme la députée de Marie-Victorin.

Mme Cécile Vermette

Mme Vermette: M. le Président, j'aimerais reprendre un peu... Un certain grand philosophe de l'époque, qui s'appelait Alexandre Dumas, disait que le génie a ses limites, mais que la bêtise n'en a pas. Effectivement, si nous devons refaire nos devoirs, c'est parce que nous sommes très conscients que le génie peut avoir ses limites. Peu importent les personnes qui sont en place ou en présence, il faut faire en sorte que la consultation apporte un éclairage toujours des plus intéressants et nous permette, à certains égards, de restreindre cet élément de bêtise qui pourrait très souvent apparaître au cours de certaines orientations ou discussions. Je vais

dans le même sens que mes collègues qui ont pris la parole, afin que le ministre soit plus éclairé - puisque dans le nouveau projet de loi il fera beaucoup de nouveaux amendements - et apporte une dimension nouvelle ou certaines orientations par la réforme proposée et sur lesquelles les gens sont en droit de s'interroger à savoir si cela répond le plus adéquatement possible à leurs besoins. C'est cette façon de faire les choses toujours dans un sens unilatéral qui fait que les gens sont toujours laissés pour compte, qu'ils sont un peu révoltés et qu'ils veulent se faire entendre. Ils manifestent leur mécontentement et sont obligés de descendre dans la rue pour se faire entendre. Ce n'est pas à la gloire des gouvernements lorsque, dans la rue, il y a des manifestations pour dénoncer des attitudes.

Si on revient à la grande manifestation du 15 octobre 1988, au parc Lafontaine, je pense qu'il y avait plusieurs personnes, à ce moment-là, qui auraient aimé se faire entendre ou, en tout cas, pouvoir apprécier le ministre lors d'un échange de vues, puisqu'ils n'avaient pas pu mettre à profit cet échange important au moment de l'apport d'un nouveau projet de loi. Justement, il aurait été intéressant de voir comment il s'aligne par rapport à ces perspectives, à ces amendements qu'il apporte et de connaître sa pensée en profondeur. C'est dans une discussion qu'on peut vraiment connaître l'orientation d'une personne, ses motifs et ses motivations les plus profondes. Cela ne ment pas, le ton, le rythme. Il y a des éléments qui ne mentent pas dans un échange de vues ou dans une conversation. Cela aurait été intéressant pour ces gens qui devront subir et supporter ces réformes de vérifier les motifs profonds qui font que le ministre avait peut-être raison ou avait peut-être tort. Encore là, nous sommes obligés de dire qu'on a convenu qu'il était préférable d'aller dans un sens seulement et de faire fi de l'opinion publique ou, en tout cas, de la bonne majorité de gens qui se sentent pris à partie à l'intérieur de ce projet de loi.

Tantôt on parlait de la Ligue des droits et libertés. Ce n'est pas pour rien que cette association a eu le besoin de mettre sur pied un numéro spécial uniquement sur la réforme de l'aide sociale, le projet de loi 37. Les gens aussi avaient décelé à l'intérieur de ce projet de loi que cela allait un peu trop loin en ce qui a trait aux droits de la personne et que cela mettait en cause des droits individuels, notamment en ce qui concerne les femmes. On considère que la nouvelle réforme mettra les femmes sous tutelle. Les gens ont dénoncé avec véhémence le nouveau projet de loi 37. Et, même dans les propositions d'amendement qui seront déposées incessamment, eux non plus n'ont pas tout à fait la même opinion que le ministre sur son approche; ils considèrent que des articles sont très discriminatoires et lèsent les gens dans leurs droits les plus fondamentaux, c'est-à-dire les droits de la

personne. Ces gens devront maintenant vivre dans un état totalitaire puisque ce seront des contrôles présents partout qui mettront en relation la vie des couples et regarderont les allées et venues en laissant supposer que les gens sont plus des voleurs et des fraudeurs que de bons citoyens. C'est dommage, dans une société, de développer une telle attitude. Cela a des effets pervers parce que les individus deviennent désabusés de leur système, de leurs institutions et développent effectivement des comportements de délinquants. C'est tout le monde qui doit faire les frais de telles attitudes à la suite de ces orientations.

Il y a aussi les avocats de l'aide juridique qui ont joint leur voix à cette association pour dire que les modifications que réclame la majeure partie des gens au projet de loi sur la sécurité du revenu, devraient être entendues. Il devrait encore faire l'objet d'auditions publiques et permettre au ministre de reprendre sa réflexion, d'en dégager des préoccupations qui correspondent vraiment aux besoins des gens les plus démunis et qui sont aussi les plus indirectement touchés par ce projet de loi 37.

C'est pour aider à mieux comprendre, en fait, les enjeux du projet de loi 37 qu'on demande des consultations particulières avec certains groupes. Ce sont des enjeux qui demeureront assez fondamentaux pour notre société et dont les effets se feront sentir à long terme. Ce ne sont pas uniquement des choses sur lesquelles nous devons reprendre les devoirs. On croit que pour certains reprendre ses devoirs, c'est exiger des autres ce qu'ils devraient faire et non pas se donner comme mandat de faire eux-mêmes leurs propres devoirs. Comme nous connaissons le temps qui nous est imparti pour débattre ce projet de loi, il n'est dans l'intérêt de personne, finalement, au bout de trois ans de refaire, encore une fois, l'ensemble des activités et des consultations pour constater l'échec, tout simplement et tout bonnement. Donc, c'est dans ce sens que nous demandons au ministre de pouvoir reprendre... Vous savez, quand on change le titulaire d'un poste, il apporte toujours ses particularités, sa vision des choses. Chacun fait référence à ses propres valeurs et assez particulières. C'est important à ce moment de pouvoir jongler avec ses valeurs et de les mettre en présence des différentes personnes.

On me fait signe qu'il ne me reste que deux minutes sur le sous-amendement présenté par mon collègue qui trouvait important qu'on tienne compte des demandes formulées par la ligue des droits et libertés et aussi des mises en garde qu'avait fait valoir cette même association. À ce moment-ci, M. le Président, j'aimerais vous apporter un amendement qui se lirait comme suit: "La motion est amendée par l'addition à la fin des mots "et le Conseil du statut de la femme". C'est un sous-amendement, cela?

Une voix: Oui.

Une voix: Bien.

M. Bourbeau: Moi, j'avais gagé sur autre chose. Je ne pensais pas...

Le Président (M. Bélanger): Est-ce qu'on devrait disposer de l'autre avant de recevoir celui-là?

Mme Vermette: Vous voyez comme on pourrait s'entendre.

Le Président (M. Bélanger): Excusez, Mme la députée de Marie-Victorin, est-ce un sous-amendement que vous proposez ou un amendement?

Mme Vermette: C'est un sous-amendement

Une voix: C'est un amendement à l'amendement

Le Président (M. Bélanger): Si c'est un amendement à l'amendement, on va d'abord disposer de l'autre amendement avant de recevoir celui-là parce que là, on va avoir une collision dans le système.  
(12 h 15)

L'amendement à la motion de Mme la députée de Maisonneuve disait: La motion est amendée par l'addition, à la fin, des mots et la Commission des droits de la personne". Est-ce que cet amendement est adopté?

M. Bourbeau: Non, il n'est pas adopté, M. le Président.

Mme Harel: Est-ce qu'on peut prendre le vote, M. le Président.

M. Jolivet: On va demander un vote nominal.

Le Président (M. Bélanger): Vous demandez un vote, oui. C'est sur la proposition d'amendement qui avait été proposée par le député de Laviolette, si ma mémoire est bonne. Sur cette proposition, M. le ministre... Bourbeau, de Laporte. Je cherchais le comté, excusez.

M. Bourbeau: Je me demandais s'il y en avait un autre.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bourbeau: Je suis contre, M. le Président

Le Président (M. Bélanger): M. Bélanger (Laval-des-Rapides). Contre. M. Gervais (L'Assomption). Il n'est pas ici.

Une voix: Absent

Le Président (M. Bélanger): M. Joly (Fabre).

M. Joly: Contre.

Le Président (M. Bélanger): M. Laporte (Ste-Marie). Non.

Une voix: Il n'est pas là.

U Président (M. Bélanger): M. Latulippe (Chambly).

M. Latulippe: Contre.

Le Président p. Bélanger): M. Lecierc (Taschereau),

M. Lecierc: Contre.

Le Président (M. Bélanger): Mme Legault (Deux-Montagnes).

Mme Legault: Contre.

Le Président (M. Bélanger): M. Sirros (Laurier).

M. Sirros: Contre.

Le Président (M. Bélanger): M. Thuringer (Notre-Dame-de-Grâce).

M. Thuringer: Contre.

Le Président (M. Bélanger): M. Jolivet (Laviolette).

M. Jolivet: Pour,

Le Président (M., Bélanger): Mme Harel (Maisonneuve).

Mme Harel: Pour.

Le Président (M. Bélanger): Mme Vermette (Marie-Victorin).

Mme Vermette: Pour.

Le Président (M. Bélanger): Madame... Ah! i y avait trois votes. Donc, l'amendement est rejeté et nous recevons...

Mme Harel: C'est fin encore.

Le Président (M. Bélanger): Il y a trois votes. Vous parlerez de cela à vos leaders qui ont..

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Bélanger): ...ou à M. Jolivet qui, à l'époque, a fait la réforme et qui nous a imposé cela.

M. Jolivet: Non. Je m'excuse, M. le Président...

Le Président (M. Bélanger): Excusez-moi, on est hors d'ordre.

M. Jolivet: Oui, parce que cela c'est une décision de l'année passée et je n'étais pas sur la réforme.

Motion demandant de convoquer le  
Conseil du statut de la femme

Le Président (M. Bélanger): Nous recevons donc un amendement de Mme la députée de Marie-Victorin qui se lit comme suit: La motion est amendée par - excusez, je ne lis pas ma sténo comme vous - l'addition, à la fin, des mots "et le Conseil du statut de la femme". C'est recevable.

M. Jolivet: M. le Président juste avant qu'on commence, vu que nous devons suspendre à 12 h 30, je pense, étant donné qu'il serait peut-être possible de ne pas couper l'intervention de 30 minutes qui est due à ma collègue, est-ce qu'on pourrait suspendre à ce moment-ci, jusqu'après la période de questions comme l'est prévu normalement?

Le Président (M. Bélanger): S'il y a consentement Est-ce qu'il y a consentement sur la proposition de M. le député de Laviolette? Consentement Alors, la commission suspend ses travaux sine die puisqu'on recevra de nouveaux ordres de la Chambre tout à l'heure.

(Suspension de la séance à 12 h 18)

(Reprise à 15 h 34)

Le Président (M. Bélanger): Si chacun veut bien reprendre sa place... La commission des affaires sociales se réunit afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 37, c'est-à-dire la Loi sur la sécurité du revenu.

Nous en étions à une proposition d'amendement par Mme la députée de Marie-Victorin, qui se lisait comme ceci:

La motion est amendée par l'addition, à la fin, des mots et le Conseil du statut de la femme.

Mme Cécile Vermette

Mme Vermette: M. le Président, je vous disais donc qu'il est important d'apporter cet amendement parce que le Conseil du statut de la femme, vous le savez fort bien, est une instance très reconnue et très prisee par bon nombre d'organismes comme étant une source de renseignements des plus au fait des problèmes de la

femme en général et aussi de l'évolution de nos sociétés.

Il est donc important que nous reflétions un peu ce que veulent penser ou ce que pensent ces gens du Conseil du statut de la femme, qui sont en mesure de nous donner une expertise très importante et très appréciable dans le dossier qui nous concerne à l'heure actuelle, car les femmes sont fortement prises à partie, à l'intérieur de ce projet de loi, comme on a pu le constater. Lorsqu'on parle de tous les contrôles concernant l'état marital du couple, c'est toujours la femme qui doit faire les frais de cette vérification; lorsqu'on parle aussi des mères chefs de famille monoparentale qui... L'égalité des chances pour retourner dans le milieu de travail, ce sont encore les femmes qui sont les plus pénalisées. Aussi, au niveau d'emplois intéressants et bien rémunérés, ce sont toujours les femmes qui n'ont pas tout à fait ce qu'il faut pour répondre aux nouvelles exigences du marché du travail; très souvent. 9 leur manque aussi une formation adéquate ou les supports nécessaires pour réintégrer le monde de l'emploi.

C'est pour ces raisons, qui nous semblent très importantes, qu'il aurait été essentiel de pouvoir répondre à ce groupe; mais encore une fois, cela fait partie des décisions du gouvernement et du ministre aussi, de passer outre et de continuer l'étude de son projet de loi. Indépendamment des parties qui ont demandé à être entendues. Ce qui ne nous empêche pas, quant à nous, de faire valoir leurs principaux points de vue, de faire valoir leurs réactions face aux nouveaux amendements qui ont été apportés dans ce projet de loi.

C'est avec intérêt que je vais essayer de démontrer les préoccupations que ces groupes ont manifestées à l'intérieur de leur mémoire. Elles ont fait la lecture, elles ont repris, quant à elles, les femmes qui composent le Conseil du statut de la femme, la lecture du projet de loi, avec les modifications qui étaient apportées. Elles ont apporté de nouvelles orientations. Elles ont apporté aussi de nouveaux points d'interrogation sur lesquels elles voulaient qu'on s'attarde davantage parce que cela ne semblait pas clair, en tout cas, quant au devenir des femmes qui vivent de l'aide sociale et qui sont en recherche d'emploi, ou qui voudraient sortir un peu de cette trappe de pauvreté et qui voudraient bien, finalement, ne pas être considérées comme des personnes vivant à temps plein de l'aide sociale, mais plutôt comme des femmes à temps plein en recherche d'emploi.

La diminution des personnes dépendantes de l'aide sociale demande une politique dynamique de création d'emploi. C'est surtout cet aspect qu'il est très important de faire ressortir. Évidemment, on peut bien avoir des programmes, on peut bien inciter les gens au retour au travail, mais finalement s'il n'y a pas d'emploi, ce sont de vains espoirs que l'on suscite chez ces personnes. C'est du découragement. Encore

une fois, ces gens demeurent un peu une partie prenante de tous les différents objectifs qu'on peut mettre de l'avant. Par contre, ils restent toujours un peu en retrait et ne peuvent pas participer au véritable motif, c'est-à-dire avoir un emploi décent qui répond à leurs véritables besoins.

Donc, le Conseil du statut de la femme a demandé que la politique d'aide sociale de l'État comporte une garantie de ressources suffisantes. Ce seraient des questions intéressantes à poser au ministre si elles pouvaient être entendues mais, évidemment, elles ne pourront pas être entendues. Donc, savoir écouter... C'est bien beau tout cela, mais la compétence des gens qui seront là, combien y aura-t-il de personnes capables d'orienter, de diriger et de mettre en marche des mesures qui favorisent la réintégration au monde de l'emploi et qui permettent d'apporter, le support aussi important pour répondre aux nouvelles exigences du marché du travail? Des encouragements positifs à un emploi parce que, encore là, on se pose des questions. C'est bien beau de dire: Écoutez, il faut aller travailler, mais pour beaucoup de gens, ce n'est pas le manque de volonté qui fait défaut. C'est peut-être parce qu'ils n'ont pas découvert en eux leurs ressources ou leurs différentes habiletés ou aptitudes pour te! ou tel emploi plutôt que pour un autre. Ces gens ont besoin d'être encouragés et encadrés. Ce qui leur permet, dans la mesure de leurs moyens, de pouvoir accomplir un travail des plus positifs et des plus rémunérateurs aussi pour elles. Ce sont encore des questions pour lesquelles on est sans réponse parce qu'on n'a pas pu avoir de discussion à ce niveau.

On s'en tient encore à des grands éléments de principe, à de bonnes intentions, à des vœux pieux mais encore là, cela reste au niveau des intentions. Chez moi, les enfants disent souvent: l'enfer est peuplé de gens de bonnes intentions\*. J'ai l'impression que du côté du gouvernement, il y en a qui vont avoir chaud longtemps parce qu'en fin de compte, on rencontre beaucoup plus de bonnes intentions qu'on retrouve, dans les faits concrets, de véritables mesures qui favorisent des objectifs supérieurs, c'est-à-dire la création d'emplois et une politique dynamique pouvant créer de nouveaux emplois, une juste prise en compte de travail, de formation de garde d'enfants. Il est bien sûr que si on est pour l'autonomie financière des femmes, les femmes devront de plus en plus s'absenter de la maison et elles devront avoir un réseau de garde bien structuré. Est-ce qu'elles auront la promesse, auront-elles aussi des avantages qui leur permettront de bénéficier d'un système de garde adéquat qui leur permettra de pouvoir travailler, sans être trop préoccupées de l'état de leurs enfants, de leur santé? On a beau dire que lorsqu'on est au travail, il faut mettre de côté ses préoccupations d'ordre familial mais quand on a la responsabilité, l'éducation des enfants et que

nous sommes chefs de famille monoparentale, je pense que cette responsabilité est deux fois plus lourde et c'est difficile de s'en dissocier complètement et de ne pas être préoccupées. C'est là que rentrent en ligne de compte les garanties de qualité de services qui remettent en cause bien des attitudes. Il faudrait savoir aussi les possibilités réelles de formation et de recyclage parce que tout cela est resté flou, ambigu. On ne sait pas exactement sous quelle perspective tout cela prendra... On est pour la vertu, bien sûr - et tout le monde est vertueux quand c'est le temps de parler de la vertu - mais comment appliquer cette même vertu? Cela c'est une autre chose.

Là encore, on est sans réponse et il aurait été intéressant d'entendre au moins des indications de la part du ministre. Quelle façon prendrait cette formation, les possibilités de formation et de recyclage? Jusqu'à quel point tout cela est-il possible? Si je regarde, il y a plein d'organismes communautaires dont l'une des principales fonctions, est au niveau des SEMO, c'est organiser des gens qui ont des problèmes d'intégration au niveau de différents milieux d'emplois et qui devront être pris d'une façon plus particulière. Ces mêmes organismes ont de la difficulté, ils sont remis en cause très souvent et même, ils ne répondent plus aux besoins réels. On déverse nos responsabilités vers les groupes communautaires, par contre, on ne leur donne aucun support, aucun soutien financier. Au contraire, on augmente leurs charges de travail et on leur demande de faire "mer et monde" avec très peu. Alors, les gens disent: Écoutez, quelles sont les garanties de succès de cette entreprise parce que cela semble vouloir aller "à la va comme je te pousse"? Ce n'est pas nécessairement un gage de succès d'une façon comme une autre d'envisager une telle réforme.

Souvent, lorsque les gens sont mis de côté du monde de l'emploi, la réintégration peut apporter une certaine appréhension, et souvent les gens ont tendance à se déprécier par rapport à leur valeur, parce qu'on connaît très bien notre société qui valorise énormément les individus par rapport à leur statut social, par rapport à l'emploi qu'ils occupent et très souvent, beaucoup de gens ont tendance à se dépersonnaliser ou, en tous les cas, à se donner une vision moins bonne d'eux-mêmes à cause de ces tendances sociales. Alors, on dit que c'est plus que du soutien technique dont ces gens auraient besoin dans bien des cas. Ils auraient besoin d'un soutien moral. Ces ressources qui auront à s'occuper, qui devront prendre en main les personnes, auront aussi ce souci de faire en sorte qu'il y ait une approche psychologique importante qui fait que la personne se sente valorisée, reprenne suffisamment confiance en elle pour soulever les défis que comportent l'adaptation et la réintégration au monde de l'emploi.

(15 h 45)

Le Conseil du statut de la femme demande

que les mesures de réinsertion sociale soient mises rapidement à la disposition des femmes bénéficiaires de l'aide sociale, et cela sans discrimination d'âge, de statut civil et de région de résidence. Vous savez fort bien, avec notre société d'aujourd'hui qui favorise davantage des comportements d'adulte alors que ce ne sont encore que de jeunes adolescentes qui se considèrent presque comme des femmes, il arrive malheureusement que, très Jeunes, des femmes se voient bénéficier de l'aide sociale pour bien des raisons, qui ne sont très souvent que la résultante de notre société. Ces Jeunes femmes ont besoin d'être prises rapidement en main, d'être aidées, et qu'on puisse donner toutes les chances possibles à ces catégories, indépendamment de l'âge, d'être réinsérées socialement et que ces gens puissent bénéficier... Qu'on ne fasse pas de discrimination arbitraire envers les gens qui sont plus susceptibles que d'autres d'être intégrés au marché du travail. Il arriverait peut-être que certaines femmes, rendues dans la cinquantaine ou la quarantaine, pourraient se trouver en difficulté parce qu'on sait que, très souvent, on recherche davantage des jeunes que des personnes d'un certain âge. Cela fait peur à bien des groupes de femmes, que de dire: Écoutez, les femmes qui sont restées depuis longtemps à la maison, qui n'ont jamais eu de responsabilités, et qui se retrouvent soit veuves, soit divorcées et qui veulent réintégrer le marché du travail, ce sont des femmes qui n'ont pas été habituées à être autonomes au plan financier, il faut leur apprendre et ce n'est pas facile parce qu'il y a une Insécurité qui s'est installée. Défier cette insécurité n'est pas toujours chose très facile.

Donc, il y a autant de besoins, quels que soient les groupes d'âge. Chaque groupe a ses besoins particuliers et ils sont tous aussi prioritaires les uns que les autres. Quand on regarde actuellement dans notre société le sort que l'on réserve aux femmes âgées, c'est triste de considérer que, après avoir donné tant d'années à l'intérieur de la société pour s'occuper soit de leur famille, de leurs enfants ou de bénévolat, elles se retrouvent au troisième âge sans ressources, pratiquement abandonnées par la société et sans aucun moyen pour se trouver un emploi convenable qui leur permettrait de respirer et de penser à avoir des vieux jours heureux. Je pense donc que c'est très important de considérer tous ces aspects, que ce soient des jeunes parce qu'elles ont eu trop rapidement à vivre des situations d'adulte, ou parce que ce sont des gens, à l'autre extrême, plus âgés. Je pense que chacune, selon son âge, ses besoins, devrait être prise en considération et que toutes ces femmes puissent bénéficier de mesures, de dispositions qui leur permettraient une réinsertion sociale le plus rapidement possible. Il faut aussi bien tenir compte qu'il y a des régions au Québec plus favorables à la réinsertion au travail que d'autres. Je pense que tous les efforts devraient être mis, indépendamment de la région. Cela aussi, à

mon avis, me semble important. Il faudrait tenir compte de tous ces différents aspects qui font que les femmes puissent compter sur une souplesse importante dans la réforme, tout en leur assurant un certain soutien financier, ce qui permettrait de les inciter à participer à différents programmes.

On pense aussi à une reconnaissance que des encouragements positifs à l'emploi s'imposent, que la réduction de la prestation prévue en cas d'emploi soit moins élevée pour inciter vraiment au travail. Je pense que ce qui arrive, d'une part, c'est qu'on dit aux gens: Écoutez, essayez de vous trouver de l'emploi. D'autre part, on devient tellement restrictifs une fois qu'ils se sont trouvés un emploi et ce sont des salaires si peu rémunérés que cela devient pratiquement une incitation à quitter son emploi et à rester sur le bien-être social. Donc, je pense qu'il faudrait être un peu plus cohérents avec nos mesures d'encouragement et non pas tout simplement encourager du bout des lèvres, sachant pertinemment que, de toute façon, peu importent les modifications et les mesures qui seraient prises par les principaux concernés, il n'y aurait aucune issue, si ce n'est le découragement et retourner, encore une fois, à l'aide sociale pour arriver à boucler son budget.

Que la vocation des Services extérieurs de main-d'oeuvre, des SEMO, j'en pariais tantôt, soit confirmée auprès des femmes éprouvant des difficultés particulières d'intégration au marché du travail, je trouve cela très important. Mais la tendance actuelle est que les SEMO tendent à diminuer de plus en plus ou, en tout cas, sont exclusivement des fonctions très spécifiques, ne serait-ce que pour les personnes ayant un handicap intellectuel ou physique ou de gros problèmes d'adaptation. Quant au reste, les SEMO ont de la difficulté. On leur coupe leurs ressources. On leur demande d'être plus productifs dans de plus courts délais, mais, on leur coupe leurs ressources. Essayez de comprendre quelque chose à ce sujet. Je trouve très difficile de comprendre la raison qui sous-tend, en tout cas, cette action de couper des postes à l'intérieur des SEMO alors qu'on leur demande d'être plus efficaces et de trouver davantage d'emplois à plus de gens qui leur sont référés. Il ne sera pas facile de trouver un mécanisme si, dans la volonté du ministre d'essayer de faire des économies sur le dos des plus démunis, en fait, ce n'est finalement qu'un discours du bout des lèvres qu'on entend, M. le Président. Il n'y a pas de véritable volonté.

Je reviens aux SEMO parce que c'était une façon d'apporter un service particulier aux gens qui éprouvent vraiment des problèmes d'un autre ordre, des problèmes d'intégration au marché du travail, soit, mais à cause d'un vécu qui a été des plus traumatisants. Qu'on regarde particulièrement le rôle qu'on veut faire jouer aux organismes communautaires, j'en suis, mais il faudrait aussi leur donner des ressources suf-

fisantes pour qu'ils puissent jouer pleinement leur rôle ou qu'on développe suffisamment de ces ressources ou de ces organismes pour qu'ils puissent répondre véritablement aux besoins de cette nouvelle réforme. Évidemment, comme on fera miroiter à plusieurs que l'emploi est possible pour tous, qu'il s'agit d'avoir la volonté de travailler pour travailler, donc, je pense qu'il serait important qu'on y mette l'effort nécessaire pour que ces gens ne soient pas non plus très déçus face à ce nouveau concept de notre société qu'avec de la bonne volonté, on peut tout. J'ai l'impression que c'est presque une phrase magique maintenant. C'est comme si on se croise les deux bras et qu'on attend que tout aille de soi, qu'il s'agit d'avoir de la bonne volonté et que tout va bien se passer.

Que les parents inscrits aux mesures de réinsertion sociale puissent bénéficier de services de garde accessibles sans frais ou à coût minime. M. le Président, sur cela, j'en ai fait la remarque parce qu'évidemment, quand on est rendu à payer plus cher en frais de garderie que les salaires qu'on fait par semaine, ce n'est pas une incitation des plus intéressantes pour les jeunes femmes et pour les mères de famille à retourner sur le marché du travail. C'est ce qui se passe à l'heure actuelle pour plusieurs femmes. Il leur en coûte beaucoup plus cher par semaine en frais de garde que le salaire qu'elles sont capables de garder pour elles-mêmes et pour voir aux différentes dépenses de la maison. Tout cela, c'est dans un cadre rationnel.

Quand on fait une réforme, il y a évidemment toujours une interrelation d'une action à une autre. On a l'impression que, dans la réforme, on n'a pas regardé tous ces différents aspects-là, qu'on est arrivés à dire: Oui, si cela existe, ce sont des problèmes qui pourront exister en cours de route mais, finalement, on verra à l'usage comment on pourra s'organiser avec tout cela et on verra comment on apportera certaines modifications. On s'ajustera en cours de route, tout simplement. C'est facile de s'ajuster quand on a juste à jouer avec des blocs qu'on peut déplacer ou avec des jetons, mais quand on est rendu à travailler avec des êtres humains, ce n'est pas tout à fait de la même façon. Il y a des impacts importants et des suites considérables. Cela peut avoir des effets à long terme, dévastateurs tant sur le plan de la personne elle-même, sur l'estime qu'elle peut avoir d'elle que sur le respect que les gens peuvent avoir envers leurs institutions et leur gouvernement.

Je pense qu'il ne faut jamais s'improviser. Dans certains cas, l'improvisation est dangereuse. Il vaut mieux prendre plus de temps mais arriver à mettre sur pied un projet de loi qui réponde davantage aux besoins et aussi à la capacité de s'adapter une fois qu'on est convaincu que toutes les mesures sont appropriées, qu'elles fonctionneront convenablement, qu'elles seront en quantité suffisante et que les ressources auront

reçu la formation nécessaire pour permettre cette politique dynamique d'intégration au monde de l'emploi et au marché du travail.

Je pense qu'il y a beaucoup de choses qui sont restées en suspens, si Je regarde les recommandations que fait le Conseil du statut de la femme. Il y en a une bonne douzaine, M. le Président, toutes aussi intéressantes les unes que les autres, toutes aussi pleines de points d'interrogation et qui remettent en question, en tout cas, l'ensemble du projet de loi puisque ce sont des questions qui sont restées sans réponse et dont on ne sait pas l'application de ces différentes mesures qui sont mises de l'avant mais pour lesquelles on n'a aucune réponse en ce qui concerne l'application.

On demande aussi, et c'est le Conseil du statut de la femme qui, tout de même, est un organisme important dans notre société, reconnu, on le considère toujours comme des gens qui apportent un éclairage important, qui suit favorablement l'évolution de nos sociétés pluralistes. Bien que le conseil ait été mis de l'avant pour permettre aux femmes de prendre une place active dans notre société, je pense qu'elles n'en demeurent pas moins ouvertes à l'ensemble des problèmes de notre société québécoise. Un autre sujet de préoccupation pour ce groupe de femmes est que, lorsque les programmes s'adressent au conjoint, que la prestation de base soit partagée entre eux à part égale. Je pense que cela va de soi, quant à moi. Je ne vois pas pourquoi elle ne serait pas partagée d'une façon égale. Je ne vois pas pourquoi l'un aurait un qui aurait moins et l'autre plus. Je pense que, quand on forme un couple et que, de toute façon, les deux partagent d'égal à égal, les relations de couple devraient être toujours faites à part égale. Ce serait beaucoup mieux sur le plan de l'harmonie, en tout cas, d'ensemble des couples. Ce serait peut-être le temps de démontrer, par votre gouvernement, votre réelle intention de faire en sorte de respecter le couple et ce principe d'égalité des chances entre les différents partenaires.

(16 heures)

Dans la politique d'aide sociale, on couvre de façon satisfaisante les besoins de base ainsi que les besoins particuliers occasionnés par une grossesse afin qu'une prestataire n'encoure pas de réduction de prestations en raison de sa grossesse. Je sais que certaines améliorations ont été prévues. Au point de départ, ce n'était pas tellement reluisant pour un gouvernement qui se targue de mettre de l'avant une politique familiale. Les mesures qui étaient mises de l'avant étaient vraiment en contradiction dans la première copie, dans le premier jet. Mais l'un n'en demeure pas moins aussi que, pour avoir fait une tournée dans certaines régions plus défavorisées que d'autres, vous constatez à quel point, effectivement, la pauvreté a un lien direct avec le poids des bébés prématurés, les malformations et aussi les problèmes à la naissance. C'est



vraiment prouvé hors de tout doute que, lorsqu'on est en gestation. Il est important d'avoir une alimentation des plus équilibrées pour faire en sorte que ni l'enfant ni la mère n'aient de problèmes. Il devient très difficile à la mère de se relever de son accouchement et son état de santé est déficient. Il devient plus difficile pour elle de reprendre le dessus effectivement, aussi, je pense qu'il est difficile à ce moment-là de penser à retourner ou intégrer le marché du travail quand on sait qu'une grossesse mal supportée peut entraîner énormément de problèmes.

Vivant dans un comté où il y a beaucoup de personnes sur le bien-être social, particulièrement dans un coin où il y a beaucoup de pauvreté, je voudrais aussi vous dire qu'il y a un lien direct entre la pauvreté et la délinquance. Le conseil des services sociaux de notre région a soulevé, par une étude des plus intéressantes, ce lien direct en démontrant hors de tout doute que les gens qui vivent dans la pauvreté ont beaucoup plus tendance à des attitudes et des gestes de délinquance, parce qu'ils sont trop démotivés et qu'ils n'ont plus aucune estime d'eux et plus rien à perdre.

Compte tenu de ces circonstances, je pense qu'il est important...

Le Président (M. Bélanger): Votre conclusion, Mme la députée de Marie-Victorin.

Mme Vermette: ...qu'on intervienne auprès de tous ces gens avec respect et diligence, M. le Président. Il aurait été heureux aussi qu'on puisse les entendre. Ils auraient eu encore fort à dire sur le sujet.

Le Président (M. Bélanger): Je vous remercie, Mme la députée de Marie-Victorin.

Mme la députée de Maisonneuve.

Mme Louise Harel

Mme Harel: M. le Président, je ne sais pas que la décision est encore prise. Je pense que la commission peut encore statuer sur l'opportunité d'entendre le Conseil du statut de la femme. J'aimerais, M. le Président, rappeler au ministre que les motifs qu'il invoquait ce matin pour accélérer l'adoption du projet de loi sont complètement puérils. Si tant est qu'il était vrai que la loi était nécessaire pour améliorer le sort de certains de nos concitoyens et concitoyennes, ils seraient nombreux à la réclamer. M. le Président, à part la Chambre de commerce du Québec et le Conseil du patronat, qui d'autre avez-vous entendu réclamer l'adoption de ce projet de loi 37 avant Noël?

M. le Président, de toute évidence, c'est un gouvernement qui est très isolé. Je mets le ministre au défi, d'ici à la fin de cette commission, de me citer dix organismes ou associations qui sont venus parmi les 112 présenter des

mémoires en commission parlementaire et qui, publiquement vont lui réclamer l'adoption du projet de loi 37. Mais ce que le ministre écarte, ce sont les 55 organismes qui ont demandé, eux, d'être entendus en commission. Et le député de Chambly, ce matin a fait un bel effort, cet après-midi, je pense, plutôt ce matin, a fait un bel effort, mais un effort assez futile. Ce n'est pas pour me faire plaisir à moi, la députée de Maisonneuve, qu'il doit entendre des organismes. Il sait très bien que ce que je prône, c'est le retrait du projet de loi 37. Les organismes, ce n'est pas pour me faire plaisir qu'on doit les entendre dans un Parlement c'est parce qu'ils ont des choses à dire et qu'ils sont représentatifs de courants d'opinion. Le Conseil du statut de la femme, le ministre ne le sait peut-être pas, cela ne m'étonne pas, j'ai l'impression que le ministre ne sait pas grand-chose sur son dossier. J'aurai l'occasion de lui rappeler, à 22 heures, des passages du rapport du Protecteur du citoyen qu'il a oubliés, ceux qu'il n'a pas cités immédiatement après ceux qu'il a lus. J'aimerais lui rappeler que si le Conseil du statut de la femme a déposé un très volumineux mémoire en commission parlementaire, ce que nous avons eu l'occasion d'examiner de près, il s'est aussi senti obligé, au mois de septembre, de déposer un avis supplémentaire. En septembre 1988. Il n'y a aucun membre de cette commission, je pense, qui en a pris connaissance. Pourtant, j'aimerais bien interroger le ministre sur ce qu'il pense des recommandations du Conseil du statut de la femme que nous n'avons jamais examinées en regard du projet de loi 37. Nous ne les avons jamais examinées, malheureusement. J'ai bien l'impression que la ligne de parti qui encercle les députés ministériels va nous empêcher, en commission parlementaire, d'aller plus loin avec les représentantes du Conseil du statut de la femme en regard de l'étude article par article du projet de loi 37. La meilleure façon de mener une étude article par article, c'est d'aller chercher ce que les gens qui ont l'expertise ont à nous dire.

Alors, M. le Président, cela va me permettre de rappeler que le Conseil du statut de la femme énonçait que de nouveaux commentaires devaient être apportés à la proposition initiale, compte tenu du projet de loi 37. Parmi ces commentaires, le Conseil du statut de la femme se disait en désaccord, en règle générale, avec des mesures coercitives ou punitives. Le ministre a beau dire que je ne lui lis que des extraits des documents, il va se rendre compte ce soir que l'extrait qu'il a lu n'était pas très conforme à l'opinion du Protecteur du citoyen. Le conseil continue. À défaut d'avoir l'intérêt du ministre, j'aimerais bien avoir celui de ses collègues ministériels. Le conseil donne l'exemple suivant: En comptant les allocations et les crédits d'impôt reçus pour son enfant, une responsable de famille monoparentale, ayant un enfant de six à onze ans, ne consacrant que 275 \$ par mois - vous

imaginez, ne consacrant que cela et donc étant en deçà de la générosité que le ministre s'apprête à accorder au chef de famille qui consacre plus de 300 \$ - au poste logement, devra se satisfaire, pour elle-même et son enfant de six à onze ans, donc à l'école, de 14,50 \$ par jour pour combler tous les autres besoins: nourriture, vêtements, soins personnels, entretien domestique, transport, lecture, loisirs, réparations, remplacement des appareils électroménagers, mobilier, etc. Si, pour arriver à joindre les deux bouts, ces deux femmes partagent leur logement, le chèque mensuel de chacune d'elles sera amputé de 85 \$ par mois. C'est toujours devant une telle réalité que nous sommes à cette date de fin novembre 1988. C'est à des dispositions d'un projet de loi qui donne des résultats semblables que le ministre nous invite.

Si le ministre était sérieux, l'allocation de logement ne va pas jouer pour un logement de 275 \$ par mois. Si le ministre était sérieux, d'abord 9 commencerait par déposer les amendements qu'il veut introduire au projet de loi 37. Il a très confusément et vaguement parlé de modifications, mais il n'a même pas le courage de déposer les amendements qui vont suivre. On apprend cela bribe par bribe. Aujourd'hui, dans le fond, quand il a fait son intervention, il nous en a appris une nouvelle, c'est la suivante: La prestation de base serait donc de 420 \$ par mois, la modification généreuse consistant à accorder 67 \$ simplement pour équivaloir à la prestation actuelle dans le cas des bénéficiaires qui disent: Je veux, j'attends, proposez-moi quelque chose, et son gouvernement ne le fera pas. C'était, certains se le rappelleront, la salle d'attente de ces mesures d'employabilité. Mais encore là, la nouvelle, c'est que si on vote le projet de loi, j'ai cru comprendre, ce matin, que la prestation sera augmentée d'un montant de 100 \$ lorsqu'à y a participation à une mesure. Présentement, la participation à une mesure augmente le barème de base d'un montant de 100 \$.

Même une personne de moins de 30 ans qui n'a pas d'enfant - il faut bien se rappeler que toutes celles qui en ont bénéficient de la pleine parité - et qui participe à une mesure comme les travaux communautaires, obtient le plein barème plus la participation au titre des besoins spéciaux de 100 \$, donc 587 \$ au minimum pour les travaux communautaires et les stages en entreprise.

Et le ministre, ce matin, nous a indiqué que le montant de 100 \$ - j'attire l'attention de toutes les personnes, ici - le montant d'allocation de 100 \$ sera versé sur les 420 \$ de base et non plus sur les 487 \$. C'est donc une prestation de 520 \$ non plus de 587 \$ dont va bénéficier un prestataire qui participe à une mesure. Alors, ce sont là les propos exacts que le ministre a tenus devant la commission parlementaire et je le mets au défi de clarifier cette question maintenant.

M. le Président, bien d'autres aspects ont retenu l'attention du Conseil du statut de la

femme. Évidemment, il va m'être impossible, dans le laps de temps qui m'est imparti, d'en parler, il faudrait l'entendre, il faudrait l'écouter et notamment sur ce qu'il a à dire quant aux femmes enceintes durant les premiers mois de la grossesse, quant aux recommandations qu'il a à faire pour que, dès la production d'un certificat médical attestant leur état les femmes enceintes bénéficient d'une couverture adéquate de leurs besoins de base comme de leurs besoins spéciaux. Et c'est là, certainement, un amendement important de manière à reconnaître comme monoparentale ou comme ayant la responsabilité d'un enfant, une personne qui le porte, avant même sa naissance, pour lui permettre d'aller chercher les suppléments vitaminiques qui vont rendre possible de mener cet enfant à terme.

Il y a d'autres dispositions. M. le Président C'est au-delà de 30 pages de recommandations, article par article, que le Conseil du statut de la femme souhaite voir apporter comme modifications au projet de loi. Évidemment, je note les dispositions du projet de loi 37 extrêmement critiquées concernant la pertinence de retenir la résidence dans un logement subventionné comme facteur pouvant influencer le montant de la prestation.

Le Président (M. Bélanger): En conclusion, Mme la députée de...

Mme Harel: Le ministre va avoir à s'expliquer sur cet article 90, alinéa 5. Va-t-il y avoir des diminutions des prestations des bénéficiaires qui ont la possibilité d'habiter un logement coopératif ou un logement à loyer modique. Le ministre n'a encore apporté aucun éclaircissement sur cette question.

En conclusion, M. le Président, il me paraît évident que refuser d'entendre le Conseil du statut de la femme ne peut venir que d'une vision omnipotente du travail qu'on peut faire ici, ou tout simplement d'une vision aveugle de la ligne du parti.

Le Président (M. Bélanger): Je vous remercie. D'autres intervenants? M. le député de Laviotette?

M. Jean-Pierre Jolivet

M. Jolivet: Oui, M. le Président Je vous remercie de m'accorder cette occasion de dire les raisons pour lesquelles on devrait appuyer la motion faite par ma collègue, la députée de Marie-Victorin, à l'effet d'entendre le Conseil du statut de la femme.

Vous savez, ma collègue, la députée de Maisonneuve, faisait mention d'un mémoire que le Conseil du statut de la femme avait présenté à la commission des affaires sociales sur le document qui avait fait l'objet de cette politique qui est devant nous, la sécurité du revenu.

C'était le document qui datait de février

1988. Depuis, on vous en a (ait mention, il y a eu des commentaires additionnels qui ont été donnés par le Conseil du statut de la femme. Vous vous souviendrez, M. le Président, de la présidente d'alors, Mme Franchie McKenzie, qui nous a quittés et qui a été remplacée par une personne du nom de Marie Lavigne, qui représente le Conseil du statut de la femme et qui, J'en suis assuré, serait à même, ici, de venir dire aux membres de la commission que l'opinion du conseil sur des parties essentielles du projet de loi, n'a aucunement changé, étant donné que, comme on le disait tout à l'heure, on ne connaît pas les amendements, sauf les principes que le ministre a annoncés, disant, dans une déclaration, qu'il avait l'intention de faire tel et tel changement.

(16 h 15)

En réalité, on n'a pas devant nous les amendements que le ministre aurait pu déposer, nous permettant de faire une étude attentive du projet de loi. D'ailleurs, Je vous rappellerai la différence entre le ministre qui est devant nous et le ministre de l'Éducation qui a déposé en vrac tous les amendements qu'il avait l'intention de faire adopter, en ce qui concerne les projets de loi 106 et 107. Je vous dirai même que le ministre de l'Éducation est allé plus loin en acceptant une proposition de l'Opposition, à savoir d'entendre certains organismes dans une consultation particulière. Or, il me semble qu'il aurait été logique que les gens du Conseil du statut de la femme, avec leur nouvelle présidente, Mme Marie Lavigne, puissent venir exprimer au ministre les raisons pour lesquelles ils voudraient qu'on apporte des amendements majeurs au projet de loi, s'il devait être adopté, dans le but, donc, de le rendre plus conforme aux droits et aux intentions que les femmes sont en droit d'attendre d'un gouvernement qui veut les protéger.

Qu'est-ce qu'on disait dans le document présenté en février dernier? C'était ceci: 17 recommandations qui nous rappellent les cinq éléments essentiels d'une politique d'aide sociale, qui doivent être conservés, assurés. On doit surtout s'assurer que les règlements, dont on ne connaît pas encore la teneur, ne viennent pas faire des changements tels que le projet de loi ne veuille plus rien dire. Donc, je vous rappelle les cinq éléments: Premièrement, une garantie de ressources suffisantes; deuxièmement, des encouragements positifs à l'emploi... Regardez, ici, M. le Président, cela fait référence à ce que je disais ce matin, quand je parlais de la motion que j'avais présentée qui disait la même chose, c'est-à-dire que cela ne sert à rien de mettre en vigueur un projet de loi comme celui-là si on n'a pas des encouragements positifs à l'emploi, comme on en a au Massachusetts avec le programme EX Choice qui présente le travail de façon positive et non pas de façon négative. Le troisième élément que la nouvelle présidente pourrait nous dire mieux que moi, j'en suis

sûr, c'est une juste prise en considération des coûts en ce qui concerne le travail, la formation et la garde des enfants. Combien de fois, dans nos milieux, avons-nous eu des représentations pour des gens - femmes, en particulier - qui, ayant été sur le marché du travail, ont fait un retour aux études et qui ont été pris avec des problèmes de coûts additionnels non comblés. Il me semble qu'on devrait, dans une politique revalorisant le travail, encourager de façon positive les femmes à l'emploi. Dans bien des cas, ce sont des femmes seules s'occupant d'un enfant, donc composant une famille monoparentale, qui rencontrent des difficultés lorsqu'elles tentent de sortir du vieux cercle vicieux qui est: Pas d'expérience, pas de travail; pas de travail, pas d'expérience, ou encore: Difficulté de retourner sur le marché du travail, donc, par le fait même, difficulté de sortir de l'aide sociale. Dans bien des cas, ça signifie tout simplement: aide sociale, assurance-chômage, aide sociale, assurance-chômage, aide sociale, assurance-chômage. Le quatrième élément qui devrait exister dans cette politique d'aide sociale, c'est une réelle possibilité de formation et de recyclage, pas quelque chose de bidon, pas une formation qui ne permette pas une réinsertion sur le marché du travail.

Enfin, comme dernier élément de cette politique d'aide sociale, un soutien technique aussi bien que moral. Combien de fois on s'aperçoit finalement qu'une petite aide devient importante au point d'en arriver à permettre à la personne de se sentir moralement sûre de la décision qu'elle prend et surtout rassurée par le soutien qu'on accorde! Vous le savez, M. le Président, je suis sûr que vous avez la même chose dans vos bureaux de comté. Des gens arrivent à votre bureau en disant: J'ai un gros problème. Quand vous l'analysez, dans le fond, vous êtes tellement habitué d'en voir en tant que député que, pour vous, c'est peut être un petit problème mais il faut le prendre comme la personne le vit, essayer de lui donner les meilleurs conseils possible et, finalement, par un petit conseil, à cause de l'habitude que vous avez de régler certains cas, vous pouvez rendre énormément service à une personne. Donc, un soutien technique aussi bien que moral pour des personnes qui ne demandent pas de vivre de l'aide sociale, au contraire, elles demandent de vivre dans des meilleures conditions et, en conséquence, avoir un moral qui se tient bien et un moral qui leur permette de passer à travers les difficultés que la vie parsème devant elles.

Pour le Conseil du statut de la femme, la réforme devrait de plus s'inscrire dans une politique plus imaginative de création d'emplois dynamiques, et briser le cycle de pauvreté qui engouffre bien des femmes. La présidente de l'époque voyait, dans la réduction des abris fiscaux et la mise en place d'un impôt progressif épargnant les gagne-petit, une façon intéressante d'assumer les frais de la réforme de même qu'une

valeur d'équité susceptible d'inciter à l'emploi et à la productivité. Je suis assuré que la présidente actuelle pourrait nous le redire avec beaucoup d'insistance et beaucoup d'exemples qui permettraient, à ce moment, de nous assurer que la loi soit la meilleur® possible. Donc, comme elle le disait, le dépôt du projet de loi le 11 mai dernier ainsi que l'annonce par le ministre responsable d'alors, M. Pierre Paradis, des modifications apportées à la proposition initiale appellent donc de nouveaux commentaires. Et je terminerai sur ces commentaires, M. le Président, en vous disant: Sans revenir, dit le Conseil du statut de la femme, sur toutes les dimensions de la politique, notre analyse portera sur trois thèmes: la garantie des ressources suffisantes, les mesures favorisant la réinsertion sociale et le respect des droits. En nous référant, notamment, aux recommandations déjà élaborées, nous signalerons les améliorations qui ont été apportées à la première version du projet..

Ls Président (M. Bélanger): En conclusion, M. le député de Laviolette,

M. Jolivet: ...nous ferons état des points qui demeurent, selon nous, problématiques et nous suggérerons des modifications. Voilà donc les raisons pour lesquelles j'insiste auprès des collègues du côté ministériel pour qu'on entende le Conseil du statut de la femme.

Le Président (M. Bélanger): Du côté ministériel? Non. Alors, je reconnais Mme la députée de Johnson.

Mme Carmen Juneau

Mme Juneau: Merci beaucoup, M. le Président. Je suis sûre que vous avez deviné que je vais aller dans le même sens que mes collègues. Il est approprié pour moi de vous dire que ce qu'a apporté comme amendement ma collègue, la députée de Marie-Victorin, je l'endosse moi aussi, tout comme les deux autres membres de ma formation politique. Je suis sûre, M. le Président, qu'après avoir fait mon intervention, vous allez demander le vote et que le ministre va accéder à notre demande. Ce seront des éléments convaincants que je vais vous donner aujourd'hui. Je vais même vous dire, si cela peut vous ébranler, que, même en ce qui concerne l'Université Laval, on est en train de mettre en place l'ouverture d'un bureau étudiant pour la condition féminine. Aussi, ils n'attendent pas que cela leur "claque dans la face", une histoire comme on est en train de discuter aujourd'hui, ils veulent se prendre en main. D'ailleurs les étudiants d'aujourd'hui, c'est très connu, sont très à l'écoute de ce qui se passe et veulent que la génération montante ait le maximum pour les aider à faire de leur vie une vie agréable.

Il est important, M. le Président, de noter que, si nous avons le privilège d'entendre le

Conseil du statut de la femme ici en ce qui concerne les interventions qu'il y aura à faire, je pense qu'il est important autant pour notre génération qui commence, une génération de cheveux gris comme moi... et la génération qui nous suivra, M. le Président, qu'elle ne soit pas aux prises avec des problèmes aussi fondamentaux qu'est la qualité de la vie des femmes.

Vous savez, M. le Président, ma génération a eu des difficultés avec des familles peut-être plus nombreuses que celles qui sont aujourd'hui. On n'avait peut-être pas la possibilité d'avoir certaines prestations, même si des fois, on en aurait eu bien besoin; mais, les prestations aujourd'hui existent, les femmes dans le besoin existent et il y a, heureusement, le Conseil du statut de la femme pour défendre les intérêts soit des femmes seules, chefs de famille monoparentales, soit de toutes les personnes, la gente féminine, qui en ont besoin. Il est heureux, M. le Président, que nous puissions nous fier au Conseil du statut de la femme, et 1 serait drôlement important, pour les 52 % de la population que nous formons, nous les femmes du Québec, que nous puissions avoir la possibilité d'entendre le Conseil du statut de la femme venir publiquement définir, devant les membres de la commission parlementaire des affaires sociales, ce qu'il a proclamé haut et fort depuis que le projet de loi 37 a été mis de l'avant.

M, le Président, il y a plusieurs recommandations qui ont été faites; dans un premier temps, lors de la première présentation du projet de loi 37, et loin d'abandonner le sujet ou le dossier en question, le Conseil du statut de la femme a reformulé avec beaucoup d'autorité - reformulé, dis-je, M. le Président - les recommandations qu'il souhaiterait que le ministre parrain puisse apporter à la loi qui est devant nous, sinon la changer tout à fait, S'IL y a des possibilités. Mais il a des recommandations fort importantes et il me semble important d'en faire état ici, en commission parlementaire.

Dans un premier temps, le Conseil du statut de la femme souhaiterait qu'une garantie de ressources suffisantes soit apportée à la politique de l'aide sociale; des encouragements positifs à l'emploi, une juste prise en compte des coûts de travail, de formation et de garde d'enfants, des possibilités de formation réelle et de recyclage, un soutien technique aussi bien que moral soient apportés aux femmes responsables, chefs de famille monoparentale.

M. le Président, avez-vous songé un instant comment une femme seule avec deux, trois enfants peut retourner sur le marché du travail si elle n'a pas l'appui nécessaire en termes de soutien technique, de formation réelle, de garde d'enfants? Qu'est-ce qu'elle fera avec ses enfants? Est-ce que ce sont les bureaux de l'aide sociale qui prendront en charge les enfants pendant qu'elle ira se chercher du travail? Il faut absolument, M. le Président, qu'on se mette à la place de ces femmes. Comment vont-elles

réagir si elles n'ont pas l'aide et le soutien nécessaires pour se trouver un emploi, pour simplement ne pas avoir de diminution de ce maigre revenu - si on peut appeler cela revenu - du maigre chèque qui lui parvient une fois par mois pour essayer de joindre les deux bouts, étirer une piastre pour qu'elle en fasse deux au bout de la ligne, raccommodez le linge des enfants pour qu'il dure plus longtemps?

Comment pouvons-nous réellement, en tant que représentants des gens qui nous ont donné leur confiance, comment pouvons-nous, M. le Président, voter une chose comme celle-là? Comment pouvons-nous oser imposer à ces femmes dans le besoin des contraintes aussi importantes pour les porter au découragement? Quand tu as deux ou trois enfants et que tu es tout seul pour réagir devant tout ce qui peut se passer dans les journées, les semaines où elles ont à s'occuper des enfants, et avec une maigre ressource, tu ne sais pas, à la journée même, ce qui t'arrivera, avec deux ou trois enfants.

M. le Président, je trouve Inacceptable, et en tant que femme députée, cela me touche encore plus... et je souhaiterais ardemment que le Conseil du statut de la femme soit ici pour nous aider à trouver un moyen pertinent, un moyen qui serait adapté aux besoins réels des femmes, qui pourrait les aider à ce que le quotidien soit meilleur que pire. Je pense que c'est important de comprendre la situation. Quand on n'a jamais vécu dans le besoin, c'est difficile de se mettre dans la peau de ces gens et d'essayer de comprendre ce qu'ils peuvent vivre quotidiennement, avec tous leurs besoins quotidiens.

(16 h 30)

M. le Président, je souhaite ardemment que le ministre accepte de nous laisser entendre, à nous les membres de la commission parlementaire, les revendications ou les recommandations du Conseil du statut de la femme qui a fait ses devoirs et qui est prêt à venir exposer publiquement ce qu'il souhaiterait voir se passer pour toutes les femmes du Québec. J'espère, M. le Président, que nous aurons la possibilité de l'entendre.

Comme deuxième recommandation, que les mesures de réinsertion sociale soient mises rapidement à la disposition des femmes bénéficiaires de la politique d'aide sociale et cela, M. le Président, sans discrimination quant à l'âge, au statut civil, à la région et à la résidence.

M. le Président, avant que ne se termine le temps qui m'est alloué pour faire état que je veux que le Conseil du statut de la femme soit entendu. Je voudrais faire un amendement... M. le Président, il me dérange, là.

Le Président (M. Bélanger): Si vous permettez, Mme la députée de Johnson, il y a déjà un amendement sur la table. Alors, il faut d'abord disposer de l'amendement avant de recevoir le vôtre.

Mme Juneau: Je m'excuse, M. le Président. Je ne suis pas aussi habile que vous pour...

M. Jolivet: Elle peut l'annoncer.

Le Président (M. Bélanger): Oui, oui. Elle l'annonce maintenant comme on l'a fait ce matin. Nous allons disposer de l'autre amendement et nous vous reviendrons, si vous n'avez pas d'objection. D'accord?

Mme Juneau: Je m'excuse, M. le Président. Je vous remercie de me ramener à l'ordre, j'avais oublié de quelle façon...

Le Président (M. Bélanger): Il y a tellement de procédure dans tout ça.

Mme Juneau: Je vous annonce donc, M. le Président, que, lorsque nous aurons voté l'amendement de ma collègue de Marie-Victorin, j'aurai un amendement à apporter. Je vous remercie.

Le Président (M. Bélanger): Je vous remercie, Mme la députée de Johnson. Est-ce qu'il y a d'autres intervenants sur l'amendement de Mme la députée de Marie-Victorin?

M. Jolivet: La députée de Deux-Montagnes.

Le Président (M. Bélanger): Est-ce que cet amendement est adopté?

M. Jolivet: M. le Président, le vote.

Mme Juneau: Un vote.

Le Président (M. Bélanger): Vote nominal? Bien, j'appelle le vote. M. Bourbeau (Laporte)?

M. Bourbeau: Contre, M. le Président.

Le Président (M. Bélanger): M. Bélanger (Laval-des-Rapides)? Contre. M. Laporte (Sainte-Marie)?

M. Laporte: Contre.

Le Président (M. Bélanger): M. Latulippe (Chambly)?

M. Latulippe: Contre.

Le Président (M. Bélanger): M. Leclerc (Taschereau)?

M. Leclerc: Contre.

Le Président (M. Bélanger): M. Sirros (Laurier)?

M. Sirros: Contre.

Le Président (M. Bélanger): M. Thuringer

(Notre-Dame-de-Grâce)?

M. Thüringen Contre.

Le Président (M. Bélanger): M. Jolivet (Laviolette)?

m. Jolivet: Je suis pour.

U Président (M. Bélanger): Mme Hare (Maisonneuve)?

Mm» Harel: Pour.

Le Président (M. Bélanger): Mme Juneau (Johnson)?

Mme Juneau: Je suis pour, certainement

Le Président (M. Bélanger): Alors, on aurait trois droits de vote de votre côté. Donc, l'amendement est rejeté.

Mme la députée de Johnson, vous aviez manifesté l'intention de déposer un amendement, alors nous vous écoutons là-dessus.

Motion demandant de convoquer  
l'Assemblée des évêques du Québec

Mme Carmen Juneau

Mme Juneau: Je vous remercie, M. le Président. La motion est amendée par l'addition, à la fin, des mots "et l'Assemblée des évêques du Québec".

Le Président (M. Bélanger): Bien. Alors, c'est recevable. Vous avez trente minutes pour nous présenter votre motion. Je vous en prie!

Mme Juneau:...

Le Président (M. Bélanger): C'est le prix qui va avec, madame.

Mme Juneau: Je suis la chanceuse. M. le Président, ça me fait plaisir de vous présenter cette motion et je suis sûre qu'elle sera partagée par mes collègues, d'autant plus, M. le Président, que j'ai le très grand honneur d'avoir dans ma famille un prêtre, qui est aussi vicaire général du diocèse de Sherbrooke, avec qui je parle souvent de la prise de position des évêques dans le dossier que nous discutons aujourd'hui. Si le ministre accepte de recevoir éventuellement les évêques du Québec, j'aurai le grand honneur de dire à mon frère que le ministre a été très réceptif et que ce sont des hommes fort importants qui ont évalué le dossier sérieusement. Ce sera avec plaisir que je pourrai dire en régions que le ministre a été très réceptif à mon amendement et qu'il acceptera avec plaisir de recevoir les évêques du Québec pour venir intervenir en faveur, je dis bien, M. le Président, en faveur

des assistés sociaux.

Je lisais un livre aujourd'hui dans lequel, entre autres, le cardinal De Reims déclare: Descendre jusqu'aux petits est le plus sûr moyen d'égaliser les grands. Je pense, M. le Président, que ce livre parte par lui-même. Les riches et les puissants croient que les pauvres sont humbles alors qu'ils ne sont qu'humiliés et ceci, c'est Jules Renard qui l'a dit. M. le Président, vous comprendrez, que si nous avons le privilège d'avoir au niveau du Québec cet éclairage, de l'Assemblée des évêques du Québec qui, dans un premier manifeste, a déclaré une dignité menacée, j'en suis, M. le Président, parce qu'on vient au monde tous égaux finalement; on vient au monde tous pareils, des hommes et des femmes tous pareils, mais ce n'est pas long que la vie nous donne des leçons. Dès qu'on commence à prendre de l'âge un petit peu, on reçoit des leçons qui nous marquent pour le reste de nos jours, et tout humain qu'on soit, on ne choisit pas d'être pauvres ou bien nantis. Notre père est venu au monde avant nous, comme on dit, donc on a les moyens beaucoup plus que d'autres personnes qui, comme nous, sont venues au monde croyant être égales, et qui se retrouvent finalement dans la dèche, sans un sou en poche et doivent recourir à l'aide des autres pour avoir simplement leur pitance pour eux et leur famille, leurs enfants, leurs conjoints, avoir la dignité de recevoir le fruit de ce qu'est une journée de travail. Ce n'est pas possible.

Donc, M. le Président je pense que ce qu'on est en train de discuter aujourd'hui, comme le disent les évêques, c'est une dignité menacée puisqu'on essaie, encore aujourd'hui, de les priver de l'essentiel c'est-à-dire de leur enlever ce dont ils ont besoin pour vivre décemment. La dignité menacée, tel que le dit l'Assemblée des évêques du Québec, se lit comme suit: Les assistés sociaux sont déjà des citoyens humiliés - tel que je vous l'ai dit tout à l'heure - et on n'a pas décemment le droit de les blâmer et de les harceler par surcroît. Le comité des affaires sociales de l'Assemblée des évêques du Québec refait siennes aujourd'hui, ces paroles prononcées en juin 1986 par son regretté président Mgr Adolphe Proulx. Nous réitérons notre solidarité avec les personnes assistées sociales qui sont, pour la plupart, d'ex-travailleurs et travailleuses à la recherche d'emplois.

M. le Président, ils sont à la recherche d'emploi parce qu'il n'y a pas suffisamment d'emplois. Est-ce qu'on va le dire assez souvent et assez de fois pour que le ministre comprenne qu'on n'a pas le droit de les obliger à se trouver de l'emploi, sinon on leur coupe leur chèque d'aide sociale. On n'a pas le droit de faire cela en tant que personnes responsables. Il y en a pas d'emplois. Je l'ai dit plus tôt à cette commission parlementaire. Si le ministre est capable de nous prouver aujourd'hui même qu'il faut trouver du travail à chacun et à chacune, nous allons l'aider plutôt que d'essayer de trouver autre chose. Je

pense que si on trouve des emplois pour tout le monde, on va avoir fait notre devoir de personnes responsables. Nos sœurs et nos frères font face au projet de réforme de l'aide sociale actuellement débattu, à un nouvel épisode qui transforme les victimes du système économique en présumés coupables. Est-ce que le ministre a bien saisi ce que j'ai dit? il transforme les victimes du système économique en présumés coupables parce qu'il n'y a pas de travail, parce qu'elles ne sont pas capables de se trouver du travail, parce que ce sont des gens qui, sans que cela soit leur faute, sont sur l'aide sociale. Ce ne sont pas des victimes, ce sont des coupables.

Je trouve inacceptable que nous, des gens qui avons reçu la confiance de nos pairs puisque nous sommes ici pour les représenter, nous puissions penser qu'une telle chose soit acceptable au point de vue humain. Ce projet appelé "Pour une politique de sécurité du revenu" s'inscrit dans une longue suite de mesures et de coupures qui ont eu pour effet d'éroder les conditions de vie de ces personnes et de les placer dans une grande insécurité. Surtout, il transforme radicalement les fondements mêmes de l'aide sociale. En effet, en accord avec la recommandation du rapport Boucher de 1963, l'aide sociale a été considérée depuis 1969 comme un droit pour toute personne démunie, quelle que soit la cause de son indigence. C'est ce qu'écrivait l'Assemblée des évêques du Québec, M. le Président. Notre société reconnaissait alors implicitement que la pauvreté avait des causes économiques et sociales.

Le nouveau projet substitue aux critères du besoin la vieille distinction entre les aptes et les inaptes et s'articule tout entier autour de l'incitation au travail qui se révèle, en fait, de la coercition, réduisant l'indigence à un simple problème individuel. Sonne-t-il l'heure où l'État ne se reconnaît plus de responsabilité sociale? C'est la question que les évêques se posent et que nous nous posons aussi, cela au moment même où, dans un contexte de concurrence internationale et de rareté d'emploi, les personnes ont moins de prise sur les décisions qui affectent leurs conditions de vie. Nous voyons là, une menace de régression sociale aux conséquences insoupçonnées.

Avec la quasi-totalité des groupes qui sont intervenus en commission parlementaire déjà, nous voyons dans ce projet un enjeu social et éthique décisif. Cette politique n'affectera pas seulement les personnes assistées sociales, mais elle aura un impact sur l'ensemble du monde travail. Par ailleurs, n'importe qui peut être touché demain. Cela peut être quelqu'un de votre parenté. Cela peut être quelqu'un dans votre famille. Cela peut être quelqu'un de vos voisins, de vos connaissances. Est-ce que vous allez avoir la même dureté pour traiter ces personnes? Ces voisins, ces amis, ou ces parents qui vivent aujourd'hui de l'aide sociale avaient souvent, hier, un emploi stable et bien payé. Aujourd'hui,

ils se retrouvent sur le pavé, sans que cela soit nécessairement leur faute. Est-ce qu'on va les accabler davantage? C'est cela la question. Est-ce qu'on va les accabler davantage avec un projet de loi qui ne correspond pas du tout aux attentes et aux besoins de cette catégorie de personnes qui vivent sous le seuil de la pauvreté?

Un choix de société s'évalue d'après le sort fait aux plus pauvres. Les personnes ne valent pas seulement par leur utilité économique. J'espère que le ministre partage l'avis des évêques. Notre foi chrétienne, en tout cas, ne saurait s'accommoder d'une telle conception. Si nous avons remarqué certaines mesures, à premiers vue, positives dans le projet gouvernemental, celles-ci sont bien souvent noyées dans une dynamique qui engendrera, dans l'ensemble, un appauvrissement et des contrôles accrus. Par exemple, toutes les personnes assistées sociales verront leur prestation de base diminuée tant qu'elles n'auront pas fait la preuve de leur inaptitude. Les femmes, en particulier, seront les plus touchées, puisqu'elles forment la majorité des personnes assistées sociales. La réforme ne reconnaît pas le travail domestique, ni l'éducation des enfants, comme un travail véritable. Cela me fait penser à l'autre engagement de ce même gouvernement qui disait que les travailleuses au foyer seraient participantes à la Régie des rentes du Québec. C'est encore un autre engagement qui est laissé sur le carreau.

Je reviens au projet de loi. Ce gouvernement, M. le Président, a pris des engagements vis-à-vis du peuple du Québec et, après l'élection, il se désengage. C'est ce qu'il a fait auprès des femmes du Québec et ce qu'il fait auprès des assistés sociaux. Mais je pense que le peuple va juger aussi. Aux élections générales c'est lui qui a le tout dernier mot. On va voir ce que cela va faire.

(16 h 45)

La réforme ne reconnaît pas le travail domestique, je l'ai bien dit tout à l'heure, ni l'éducation des enfants comme un travail véritable. Pourtant, M. le Président, moi qui ai eu plusieurs enfants, je pourrais vous dire que j'ai travaillé jusqu'à 20 heures par jour sans rémunération pendant que j'étais à la maison avec les enfants. Je peux vous dire que le travail d'infirmière, d'éducatrice, de gardienne, le travail quotidien que j'ai fait auprès de mes enfants n'a jamais été reconnu comme travail ayant de la valeur, comme un travail véritable. Pourtant, je travaillais autant, sinon plus que ceux qui sont à l'extérieur de leur maison, sur le marché du travail. C'est vrai que c'était mon choix. C'est vrai. Mais c'est un choix qui coûte cher aussi. Je veux dire que tu élèves les enfants, tu ne reçois rien en retour et tu n'as même pas la reconnaissance de ce que tu fais.

Ainsi, pour revenir au document des évêques, dès que l'enfant atteint l'âge de deux ans, la mère est forcée par des coupures de

prestations de se trouver un emploi avec des frais tels que bon nombre d'entre elles s'appauvriront au lieu de s'aider. Dès qu'elles vont aller chercher à l'extérieur un petit montant d'argent, on va le leur couper sur les prestations d'aide sociale.

Le projet accorde, en théorie, la parité aux jeunes de moins de 30 ans, mais dans les faits diverses mesures, telles la contribution alimentaire des parents, la pénalité pour le partage du logement, viennent chercher par la porte d'en arrière ce qu'ils donnent par la porte d'en avant. C'est comme quelqu'un qui ne sait pas ce que sa main droite fait pendant que la main gauche fait autre chose. Il n'est pas au courant de ce qui se passe.

La société est une. Le sort des personnes les plus démunies est étroitement tributaire de l'ensemble des politiques sociales, économiques et fiscales et du traitement accordé aux autres secteurs de la société. Par exemple, les contraintes budgétaires qu'on invoque à l'appui du projet de réforme s'expliquent, au moins en partie, par diverses formes de transfert des richesses collectives aux secteurs plus fortunés: certains abris fiscaux inutiles, des évasions fiscales de grande échelle, certaines subventions discutables. Ces régimes cachés d'assistance sociale empêchent de récupérer des sommes importantes qu'on pourrait affecter aux politiques sociales. Par ailleurs, la déréglementation qui tend à retirer graduellement du monde des affaires tout contrôle social et étatique, contraste singulièrement avec le poids des contrôles qu'on veut imposer aux personnes assistées sociales. Je pense que les personnes qui ont des entreprises, n'importe quoi, une industrie, ont des abris fiscaux et elles sont capables de se sortir du trou, comme on dit. Par contre, les gens qui bénéficient de l'aide sociale n'ont aucune possibilité de faire certaines évasions fiscales ou quoi que ce soit du genre. Dès qu'ils travaillent un peu, on leur coupe leurs prestations. Donc, ils n'ont aucune espèce d'encouragement pour essayer de se trouver quelque chose. En plus de cela, s'ils ne se trouvent rien, c'est sûr qu'ils vont être coupés encore plus. Je trouve cela inacceptable. De tels faits sont révélateurs d'une orientation de l'économie qui a pour nom néo-libéralisme. Le projet de réforme sociale se situe nettement dans cette direction.

Dans le projet de réforme, on fait appel à des valeurs qui ont des résonances chez un grand nombre d'entre nous. On y parle de travail, de responsabilité et même d'équité pour les plus pauvres. Mais il ne suffit pas d'en parler pour que le bien commun soit atteint. On parle d'inciter les pauvres au travail, alors qu'on sait bien que le nombre d'emplois existants n'est pas suffisant. On parle de l'épanouissement que procurera le travail, mais sans se préoccuper des conditions concrètes du marché de l'emploi. Voyez-vous l'incohérence? L'incitation au travail devient ainsi abstraite, coupée de la réalité. Elle

ne peut profiter qu'à certaines compagnies qui seront trop heureuses d'avoir une main-d'oeuvre à bon marché.

Ne pensez-vous pas que des personnes qui ont des entreprises ou des industries, M. le Président, ne verront pas venir ces pauvres assistés sociaux qui sont obligés de se trouver un emploi? Ils vont les voir venir d'avance et ils vont dire: Ou tu prends cela et tu le prends au prix qu'on va te payer, sinon tu vas être dénoncé et coupé sur ton chèque d'aide sociale. M. le Président, cela n'a pas de bon sens. On les oblige à rester au salaire de base en les traitant de cette façon et on les oblige à accepter n'importe quoi à n'importe quel coût.

On parle aussi de responsabilité. Nous croyons que chaque personne est responsable de ses actes devant sa conscience et devant Dieu, mais quand on se sert de ces termes pour rendre coupables les personnes qui ne trouvent pas de travail, on risque de tromper la population. L'individu, si libre soit-il, ne peut porter à lui seul la responsabilité de toute notre société. L'équité n'est pas l'enrichissement des uns au détriment des autres, ni l'effort de nivellement par le bas.

Je pense que j'ai le goût de relire cette petite phrase car M. le ministre était en train de parler avec un proche collaborateur. Je ne lui en veux pas et je pense que c'est bien correct, mais j'ai peur qu'il n'ait pas compris, M. le Président, et je trouve que cette phrase-là est tellement importante: l'équité n'est pas l'enrichissement des uns au détriment des autres, ni l'effort de nivellement par le bas. Pour nous, l'équité consiste d'abord et avant tout à aider les personnes dans le besoin. Dans cette perspective, nous voulons rappeler, avec de nombreux témoins du milieu québécois, que les personnes exclues de notre société, celles que l'on classe facilement parmi les perdantes, nous permettent de voir autrement l'avenir de notre société. Ces femmes et ces hommes demeurent nos soeurs et nos frères. Par leur lutte et leurs efforts quotidiens, ils dénoncent une organisation économique et sociale qui voudrait en faire des objets interchangeables. Ils refusent ce que nous devons tous et toutes refuser, à savoir l'érosion de notre dignité et de notre liberté d'enfants de Dieu.

Nous affirmons donc que la promotion concrète des droits des personnes assistées sociales doit se faire sur d'autres bases. Le travail, si important soit-il pour assurer sa subsistance et sa reconnaissance sociale, n'est pas un absolu. Il doit respecter et développer la dignité des personnes. La responsabilité devient une leurre si elle ne permet pas à la liberté de s'exercer et à la personne de prendre des initiatives. L'équité n'est pas une excuse pour appauvrir un plus grand nombre de personnes. Elle est une mesure qui fait de la poursuite des droits humains une priorité. En prenant au sérieux la parabole du bon Samaritain, 9 devient



clair qu'a nous appartient de nous faire proches de ceux et celles qui sont parmi les plus pauvres de notre milieu. Mais comme ce voyageur de Samarie, il nous faut aussi accepter d'en payer le prix. Heureux êtes-vous, disait déjà Jésus de Nazareth, à propos du service et de la justice, si vous mettez cela en pratique. M. le Président, une société juste assure la meilleure distribution possible des richesses dans les limites des ressources disponibles et fournit à tous ses membres, sans exception, les moyens de mener une vie empreinte de dignité et caractérisée par l'autonomie, la liberté et la responsabilité.

Si nous analysons la situation à partir de la perspective des personnes les plus démunies, une conclusion s'impose: la nécessité de retirer l'actuel projet de réforme de l'aide sociale. Est-ce que c'est clair cela? Une véritable politique de sécurité du revenu appelle une reprise de la question sur d'autres bases. Nous avons retenu, entre autres, certains éléments déjà formulés par de nombreux groupes en commission parlementaire. Premièrement, une politique réelle et créatrice de plein emploi qui devrait conduire à réévaluer les choix économiques et technologiques opérés depuis quelques années. Deuxièmement, des programmes de formation de l'ensemble de la main-d'œuvre pour faire face aux nouvelles méthodes de travail. Troisièmement, une réforme de la fiscalité qui avantage les familles et les personnes à faible revenu. Pour un gouvernement, M. le Président, qui se targue d'aider les jeunes familles, je pense qu'il serait important qu'il mette en application cette troisième résolution: une réforme de la fiscalité qui avantage les familles et les personnes à faible revenu. Quatrièmement, une réforme de l'aide sociale basée sur les besoins réels des personnes et définie en fonction d'un seuil reconnu de pauvreté.

Des groupes ont dénoncé le fait que le gouvernement applique déjà certains éléments du projet de réforme qui, pourtant n'en est un qu'au stade de l'étude. Vous comprendrez, M. le Président, qu'on fait référence aux boubous macoutes qui font la damnation des personnes qui se présentent un peu partout, qui font des fouilles et qui apeurent des gens qui reçoivent des prestations. Une telle pratique est évidemment inacceptable. Avant toute réglementation, l'adoption d'une loi s'impose.

Les communautés chrétiennes ont une longue tradition de service et d'engagement pour la justice. Mais nous devons reconnaître que nous nourissons trop souvent des préjugés à l'égard des personnes assistées sociales. M. le Président, je vais faire un arrêt dans l'intervention que je suis en train de faire. Je vais vous demander en tout honneur, combien d'entre nous, combien de personnes n'ont pas pensé, à un moment ou à un autre, que les assistés sociaux sont des gens incapables de faire quoi que ce soit. On entend des interventions à la légère comme cela, lesquelles, à mon point de vue, sont

courantes et ne devraient pas exister. Souvent, on passe aux paroles beaucoup trop vite. On ne connaît pas véritablement ce que vivent ces personnes-là. Je trouve, M. le Président, qu'on a facilement la critique négative pour en arriver à blâmer ces personnes-là. Je pense que chacun de nous doit faire un examen de conscience en ce sens. On prétend qu'elles vivent aux dépens de l'État alors que, pour la plupart, elles sont victimes d'un régime économique et social qui n'est pas tendre pour les plus faibles et les plus petits. Un Samaritain de l'Évangile nous invite à modifier nos attitudes et nos comportements. Engageons-nous avec ceux et celles qui s'efforcent de transformer notre société pour la rendre plus humaine. A cet égard, nous tenons à souligner le travail positif et indispensable accompli par les divers groupes qui oeuvrent à la défense et à la promotion des droits des personnes démunies. M. le Président, est-ce que je peux vous demander combien il me reste de temps, s'il vous plaît?

Le Président (M. Bélanger): Sept minutes.

Mme Juneau: Sept minutes. Merci beaucoup.

M. Bourbeau: C'est très intéressant de toute façon.

Mme Juneau: Oui. Je vous remercie, M. le Président. Ensemble acceptons de nous faire proches des personnes assistées sociales. Essayons de mieux comprendre les difficultés auxquelles elles sont confrontées, souvent malgré elles, et appuyons-les de toutes les façons possibles. N'est-ce pas là emprunter la voie déjà tracée par le bon Samaritain? Voilà, je vous ai lu le manifeste, le message du comité des affaires sociales de l'Assemblée des évêques du Québec. M. le Président, s'ils ont l'occasion de venir nous éclairer sur leur évaluation du projet de loi, je suis sûre, qu'en plus de ce message que je viens de vous livrer qui provient de l'Assemblée des évêques du Québec, je suis persuadée, M. le Président, dans cette dignité qui est recherchée par les évêques du Québec depuis qu'ils ont publié ce message, qu'ils auront d'autres arguments fort valables et pertinents pour apporter un éclairage supplémentaire sur ce que nous sommes en train d'étudier. Je souhaiterais, M. le Président, que le ministre parrain puisse écouter ce que le message des évêques vient de nous traduire par mon humble représentation. J'espère que lui et son gouvernement accepteront d'emblée de recevoir et d'écouter l'Assemblée des évêques du Québec pour éclairer les membres de la commission parlementaire. J'espère qu'ils vont leur permettre de venir ici faire état de leur considération pour les plus démunis de la société. Je vous remercie beaucoup, M. le Président.

Le Président (M. Bélanger): Je vous remer-

tie, Mme la députée de Johnson. Mme la députée de Maisonneuve. Excusez.

Mme Louise Harel

Mme Harel: Merci, M. le Président. Je pense que ma collègue, la députée de Johnson, a proposé d'entendre un organisme, en fait un groupe de personnes connues pour leurs propos généralement modérés sur les problèmes de notre société, mais qui ont, au cours des dernières années, à quelques reprises, fermement défendu les plus démunis de notre société. Je me rappelle, entre autres, qu'à l'égard du premier ministre Trudeau, il y a quelques années, au moment d'un message de Noël, l'Assemblée des évêques avait assez sévèrement critiqué les mesures qu'il entendait prendre au moment de la crise économique. Évidemment, il faut tout simplement se rappeler la récente prise de position sur la question des heures d'ouverture le dimanche pour constater qu'ils sont présents dans la problématique de notre société.

(17 heures)

Le ministre avait pourtant cru bon de rencontrer, dans sa stratégie qui consistait à faire croire que des rencontres privées suffisaient pour lui donner un éclairage - à lui personnellement - il a rencontré deux représentants des évêques catholiques et le ministre prétend maintenant que ce n'est plus nécessaire de le faire. Cependant, à cette occasion, les représentants des évêques qu'il a rencontrés avaient une position très ferme et ont fait entendre au ministre qu'il devait tenir une commission parlementaire pour écouter les points de vue de toutes les régions du Québec et de tous les milieux. Ils l'appelaient à une meilleure considération, à une nouvelle vision à l'égard des problèmes de ceux qui sont en difficulté dans notre société. Que le ministre ait pensé les rencontrer en privé, en «abstenant maintenant de les rencontrer en public, nous indique bien à quelle sorte d'opération il procède présentement. Ce qu'on fait présentement en commission parlementaire est un moindre mal pour le ministre. Les travaux qu'on poursuit sont un moindre mal.

Finalement, le ministre pense qu'il va éviter un débat public en refusant d'aller chercher l'éclairage que des gens ont concernant son projet de loi. Il s'imagine, comme une autruche qui se met la tête dans le sable, qu'il peut se mettre la tête dans nos motions en oubliant que partout sur le territoire du Québec, il y a des groupes et des associations représentatives qui ont de l'influence, qui sont écoutés et qui lui disent, comme c'est le cas des évêques. M. le ministre, votre projet de loi, c'est un brouillon, repensez-le donc, recommencez-le en fonction de nouveaux principes. Avec ceux-là, on ne va pas jouer à la cachette, on va vous les énoncer.

Il y a un aspect sur lequel je vais beaucoup insister, c'est celui que révèle cette déclaration

des évêques à savoir que la politique prévue par le gouvernement n'affectera pas seulement les personnes assistées sociales, mais elle aura un impact sur l'ensemble du monde du travail. Les évêques reviennent assez fréquemment sur cette façon de voir les choses. Incidemment, les évêques disaient que l'incitation au travail prévue dans le projet de loi 37 devient ainsi abstraite, coupée de la réalité. Je le cite: "Elle ne peut profiter qu'à certaines compagnies qui seront trop heureuses d'avoir une main-d'oeuvre à bon marché."

C'est évident que le ministre, lorsqu'il a été nommé au poste qu'il occupe maintenant, avait à se dépêtrer des scénarios qui avaient été démontrés irréalistes par les études mêmes du ministère à l'égard de l'élargissement des mesures d'employabilité. Il faut se rappeler qu'au printemps dernier, c'était d'un coup de baguette magique que son prédécesseur allait faire bénéficier 230 000 ménages de ses programmes. Les propos que tenait son prédécesseur étaient très flatteurs quant au succès qu'allait remporter le programme APPORT, pour justement soutenir l'effort de réinsertion à l'emploi des personnes pauvres et en difficulté qui ont des charges familiales et dont le salaire minimum n'est pas suffisant par rapport à l'ensemble des coûts auxquels ils ont à faire face. Cela allait tout seul, APPORT allait tout régler pour les chargés de famille qui retournaient sur le marché, et les mesures d'employabilité, cela allait régler la situation de tout le monde.

Quand le ministre est arrivé à son poste, il s'est rendu compte que continuer ce discours-là, c'était passer pour Peter Pan, comme son prédécesseur avait passé. Là, il s'est mis à la recherche, auprès de ses fonctionnaires - peut-être pas les hauts, les hauts ont moins d'imagination que les moins hauts - d'un nouveau gadget, et c'est ça qu'il a trouvé: l'aide à l'emploi; c'est ça, le nouveau gadget. C'est le nouvel abracadabra, celui qu'on n'explique pas, mais qui réglera tous les problèmes. Mais ce nouveau gadget, à était déjà prévu dans le document Paradis, à peine énoncé, évidemment sous le titre de "Grant Diversion" américain, jusqu'à ce qu'après on apprenne qu'il y avait 27 États qui, déjà, avaient mis en place ce programme du gouvernement fédéral de l'administration Reagan; et que ce programme du gouvernement fédéral de l'administration Reagan, est celui qui est tant critiqué.

Quand les évêques disent que ça aura un impact, je pense à Carole, qui a appelé à l'émission, dimanche, à laquelle participait le député de Chambly.

Finalement, ce dont on se rend compte, c'est l'absence de vision, et c'est ce qui déçoit le plus. C'est que finalement, ce ministère-là n'est pas capable d'accoucher d'autre chose que d'une souris, en matière de formation et en matière d'emploi et de main-d'oeuvre. C'est un ministère qui se révèle incapable de faire autre

chose que de jouer avec des ordinateurs pour contrôler les gens. Parce que de quoi ont-Us accouché? D'un programme qui, au mieux, fera en sorte que des personnes verront convertir leur prestation en subvention à l'entreprise. Mais au pire, qu'est-ce que ça aura comme conséquence? Les travailleurs et les travailleuses non subventionnés, qui bénéficient de l'assurance-chômage, qui cherchent un emploi, qui sont à la maison parce qu'ils viennent de terminer d'élever leur famille ou parce qu'ils sortent des écoles, comment vont-ils pouvoir se qualifier, en regard de ceux et celles qui seront livrés comme une sorte de cheptel de main-d'oeuvre à des entreprises, par la conversion de la prestation en subvention? Sinon, quelle efficacité aura ce programme-là?

Je fais référence à un programme qui est performant, dont on vous a donné l'extrait du bilan ce matin, qui est celui du Massachusetts. Sur quoi repose-t-il? Je vous lis textuellement ce que les professionnels qui sont allés le vérifier sur place en disent. On y valorise énormément la clientèle à se sortir de l'aide sociale, et lui faisant croire à son potentiel et en sa capacité de réussir, on met en évidence la capacité d'autonomie de la clientèle. La publicité est essentiellement orientée vers le développement par le client d'une perception de gagnant, écrivent les auteurs du rapport. Pensez-vous que c'est vers ça qu'on s'achemine avec le projet de loi 37, après trois années de démagogie, de propagande sur la fraude?

Le Président (M. Bélanger): En conclusion, Mme la députée de Maisonneuve.

Mme Harel: En conclusion, M. le Président, c'est certainement légitime que le ministre ne refuse pas, cette fois-ci, d'entendre la conférence de l'Assemblée des évêques du Québec, étant donné qu'il a sollicité leur point de vue et que ces derniers lui ont répondu que c'était en commission parlementaire qu'ils aimeraient lui parler.

Le Président (M. Bélanger): Je vous remercie. M. le ministre, en vertu de la règle de l'alternance.

M. Bourbeau: Permettez que je dise quelques mots, M. le Président.

Le Président (M. Bélanger): Je vous en prie.

M. André Bourbeau

M. Bourbeau: La députée de Maisonneuve a souligné avec exactitude et justesse le fait que j'ai rencontré de très nombreux groupes, dès ma nomination à titre de responsable, de ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu. Je n'ai pas tenté de m'esquiver ou de m'acquitter de mes responsabilités en me cachant derrière un

bureau et en m'emmurant à l'intérieur du ministère. Je n'ai pas hésité à sortir dans la rue, à aller prendre mon bâton de pèlerin et à aller rencontrer tous ceux qui avaient quelque chose à dire. J'ai même eu le bonheur de discuter, à un moment donné, avec la députée de Maisonneuve elle-même, et nous avons eu des échanges intéressants. Tout ça dans le but, bien sûr, de me permettre de parfaire, d'améliorer et de bonifier la réforme de l'aide sociale.

Messeigneurs les évêques, je les ai rencontrés à mon bureau de comté. Nous avons discuté pendant une bonne heure et demie et je dois dire que cette rencontre, aussi, a été extrêmement intéressante et je n'irais certainement pas pousser l'indélicatesse jusqu'à rendre public le contenu des discussions que j'ai eues avec nosseigneurs les évêques.

Il arrive, bien sûr, que des divergences de vues peuvent se faire jour sur certains aspects des décisions que nous prenons ou des projets que nous avons, mais cela ne veut pas dire que, d'une façon générale, tous les gens que j'ai rencontrés, que ce soient les évêques, les dirigeants du mouvement syndical ou les dirigeants de la ville de Montréal, étaient en désaccord avec l'ensemble de toutes les propositions que nous avons faites.

Et depuis ce temps, comme vous le savez, nous avons singulièrement amélioré le projet de la réforme de l'aide sociale, de sorte que plusieurs des objections qu'on nous faisait valoir auparavant ont maintenant été repoussées et à titre d'exemple, les objections que nous faisions ou que nous font peut-être, à l'occasion, encore les familles monoparentales. La députée de Maisonneuve, tout à l'heure, parlait des familles monoparentales et je dois dire que, dans la réforme telle qu'elle est maintenant conçue, nous avons un bilan extrêmement favorable envers les familles monoparentales et nous améliorons sensiblement leurs conditions par rapport à ce que nous propositions auparavant.

Vous savez que le nouveau barème de non-disponibilité qui met à l'abri les personnes non disponibles, qui les met à l'abri d'avoir à participer à des mesures d'employabilité ou d'avoir à se réinsérer dans l'emploi, ce barème est disponible aux femmes enceintes, par exemple. Il est disponible également aux mères d'enfants de moins de six ans. Elles peuvent rester chez elles sans craindre quoi que ce soit puisqu'elles seront considérées, si elles le veulent bien, comme étant non disponibles et auront droit au barème indexé en 1989.

Nous avons également, toujours pour les femmes et les chefs de famille monoparentale, le programme de retour aux études postsecondaires pour les chefs de famille monoparentale. C'est le seul cas, d'ailleurs, dans le système actuel, et cela sera reconduit, avec la réforme, où l'on peut participer à des mesures d'employabilité même si on a plus de 30 ans. Et dans ces programmes, on prend soin des frais de garde, on

les subventionne jusqu'à un maximum de 10 \$ par jour.

Si les chefs de famille monoparentale décident de retourner sur le marché du travail avec de vrais emplois, ils deviennent éligibles au programme APPORT et là encore, nous prenons soin des frais de garde en remboursant 50 % des frais de garde si ces personnes décident de retourner travailler. Et enfin, en ce qui concerne la question du logement nous avons annoncé l'intention du gouvernement de mettre sur pied le programme d'allocation-logement qui fera bénéficier au-delà de 51 000 familles québécoises parmi les plus démunies, d'une allocation leur permettant de mieux se loger ou de défrayer une partie des coûts du logement.

Dans ce cas, il a été estimé que 70 % des bénéficiaires seront encore des familles monoparentales dirigées par des femmes, dans la plupart des cas. Voilà tout un ensemble de mesures visant à améliorer le sort de cette catégorie de la population que sont les familles monoparentales, que ce soit lors de la grossesse, que ce soit lorsque les enfants ont moins de six ans, que ce soit lorsque ces personnes décident de participer à des mesures d'employabilité où l'on rembourse les frais de garde jusqu'à 10 \$ par jour ou que ce soit lorsqu'elles décident de travailler alors qu'elles deviennent admissibles au programme APPORT et au remboursement de 50 % des frais de garde.

Je pense qu'on a couvert, avec cela, l'éventail de toutes les situations dans lesquelles peuvent se retrouver les chefs de famille monoparentale: la possibilité de se déclarer non disponibles, de participer au programme de rattrapage, de retour aux études post-secondaires. Je pense qu'on peut dire d'une façon générale que le gouvernement se préoccupe au plus haut point de cette catégorie de citoyens. Bref, M. le Président, il m'apparaît que la proposition de la députée, qui veut qu'on convoque nosseigneurs les évêques, pour l'instant, ne nous semble pas indiquée puisque nous les avons déjà rencontrés et que nous connaissons l'essentiel de ce qu'ils pourraient venir nous dire en commission parlementaire.

(17 h 15)

Le Président (M. Bélanger): Merci, M. le ministre. Mme la députée de Marie-Victoria

Mme Cécile Vermette

Mme Vermette: Oui, M. le Président, il me fait aussi plaisir de prendre la parole et d'apporter des arguments additionnels à l'amendement que ma collègue de Johnson a présenté tantôt. Elle a prononcé, en tout cas, un discours important. Les personnes qui sont exclues de notre société ont besoin de se faire entendre.

Traditionnellement, dans notre société, le conseil des évêques a souvent mené des luttes pour cette catégorie de notre population, parce qu'il est, comme on le considère, bon pasteur. Il

prend sous son aile l'ensemble de ses brebis, peu important leurs problèmes. Évidemment, ces personnes un petit peu plus exclues ont besoin de se faire entendre des personnes qui ont une visibilité et pour qui il est peut-être plus facile d'échanger des vues non pas avec des hauts fonctionnaires, mais avec des membres d'un gouvernement, car nous vivons dans une société à divers paliers de gouvernement. Je pense que le conseil des évêques est une forme de gouvernement, si vous me permettez l'expression, beaucoup plus à caractère apostolique, mais il n'en demeure pas moins qu'il a un pouvoir direct dans notre société et qu'il a aussi été longtemps celui qui a orienté les décisions et les destinées du peuple québécois.

Donc, à beaucoup d'égards et en raison du rôle qu'ont joué les évêques dans notre société québécoise, je pense qu'il aurait été important de travailler non pas dans la clandestinité, comme le fait le ministre avec les différents groupes, mais d'une façon vraiment très ouverte, à ciel ouvert. Il aurait été important de pouvoir participer à cet échange d'idées car, vous le savez, c'est grâce à ces échanges qu'on arrive toujours à formuler des idées qui tendent le plus vers la vérité. C'est dommage, parce qu'en fait le ministre nous prive de certains renseignements ou de certaines orientations qui peut-être auraient mis un terme à une partie de nos discussions, n'eût été cet entêtement à ne pas nous faire participer aux discussions qui se sont déroulées. Donc, c'est à mots couverts qu'il nous a laissé entendre que les groupes étaient de commune entente avec le ministre et que tout semble baigner dans l'huile avec cette réforme tant annoncée, tant proposée.

J'écoutais tantôt le ministre, lors de son exposé, qui voulait resituer pour les femmes les modifications qu'il avait apportées. En fait le ministre aurait dû, au lieu de nous faire une démonstration de bonification de son projet de loi, nous dire simplement que c'était le retour à ce qui existait déjà. Il n'apporte vraiment aucune nouvelle substance. On remet tout simplement en place ce qui avait été annoncé. Donc, ce n'est absolument rien de majeur. La façon dont on avait pris les décisions était tellement odieuse et grotesque qu'y n'avait d'autre choix que de reprendre simplement l'exercice et de revenir en arrière, au départ. C'est un peu l'attitude que le ministre tend à défendre actuellement en nous laissant croire que c'est tout ce qu'il peut apporter à cette réforme.

C'est pourquoi, tantôt, on faisait valoir qu'il aurait été important que les groupes de femmes puissent se faire entendre, notamment par l'intermédiaire du Conseil du statut de la femme, et aujourd'hui aussi par le conseil des évêques lequel, très souvent, doit affronter les misères que doivent subir certains de nos frères et soeurs parce qu'ils n'ont pas pu, à cause de leur vécu, apprendre à vivre dans notre société de travail et qu'ils n'ont pu s'adapter à ces

nouvelles exigences du monde de l'emploi. Par contre, ces gens ont toujours maintenu une dignité qui leur est propre et c'est cette dignité qu'on nous demande de reconnaître, avant d'aller plus loin dans cette réforme, laquelle est vraiment, à quelques égards, odieuse à l'endroit de ces personnes. Alors, le conseil des évêques fait un appel pressant au ministre en lui disant: M. le ministre, refaites vos devoirs, tenez compte des dispositions d'humanité, de dignité, dans votre réforme, dans vos amendements, envers des êtres humains qui n'ont pas demandé, pas plus que d'autres à naître et à vivre une mauvaise fortune, mais qui doivent malheureusement subir et affronter la société dans laquelle ils vivent, avec tout ce que cela comporte. Donc, nous disons qu'il est important d'entendre un groupe aussi responsabilisé dans notre société et nous croyons, en toute conscience, que ce groupe aurait pu apporter ces éléments importants qu'on a trop tendance à oublier lorsqu'on fait partie de gouvernements. Malheureusement, comme on le dit, gouverner c'est peut-être l'art du possible, mais très souvent le possible fait abstraction des notions de spiritualité ou d'équité qui passent par la préoccupation des moins bien nantis qui sont nos frères et soeurs dans notre société.

Donc, c'est important de voir les formes que pourraient prendre leurs recommandations et à quel point ils sont prêts à accepter la réforme proposée. Ils auraient peut-être apporté des ajustements importants. Il ne faut pas décrier qu'on aurait passé à côté; tout simplement, on ne peut pas toujours tout voir et être au courant de tout ce qui se passe. Il y a quelquefois des choses qui nous échappent et c'est important de se les faire rappeler et d'avoir l'humilité d'accepter les choses qui nous dépassent ou qu'on n'a pu, à cause de nos préoccupations, reconnaître le contexte dans lequel ces gens doivent vivre. Je pense qu'actuellement, ce qui ressort un petit peu du texte des évêques, c'est que les droits des personnes risquent d'être exclus. Pire encore, on risque aussi de mettre en opposition le monde du travail, c'est-à-dire de soulever les gagne-petits les uns contre les autres. À mon avis, c'est très dangereux parce que justement c'est de l'improvisation, et une improvisation mal orchestrée peut avoir des effets de cacophonie inestimables, laquelle amènerait en quelque sorte les uns contre les autres et ce n'est pas là le plus heureux des mondes.

Donc, des gens à petit salaire pourraient se sentir un peu menacés par ce qu'on apporte en disant que les gens dans l'industrie vont préférer transiger davantage avec une main-d'œuvre qui ne coûtera pas cher, presque subventionnée par l'État, plutôt que de prendre une autre main-d'œuvre payée au salaire minimum ou un petit peu plus que le salaire minimum. Cela maintiendra aussi les salaires plus bas et entraînera donc un retard aussi en ce qui concerne l'augmentation du salaire minimum, parce que cela va avoir des conséquences à long terme. Ce n'est

pas juste pour demain matin; cela aura des effets à plus long terme et je trouve incompréhensible qu'on ne s'attaque pas à la question la plus fondamentale, c'est-à-dire à une stratégie de développement de l'emploi. C'est cela le véritable problème. Trouver le moyen de créer de l'emploi et non pas trouver le moyen qui répond le mieux à une forme d'assistance sociale, ce qui ferait que les gens, plutôt que de prendre une part active dans notre société, se sentiraient coupables et seraient maintenus dans un état de dépendance. C'est plutôt cette attitude qui est développée actuellement en disant: Comme bon gouvernement, comme un bon père de famille, on s'occupe de nos plus démunis, mais H ne faudrait pas qu'on aille trop loin. On va leur donner une chance relative de s'en sortir de sorte que ça fasse notre affaire et que ça fasse l'affaire d'autres personnes, c'est-à-dire de celles qui sont habituées à s'enrichir sur le dos des petits. Je vous remercie, M. le Président.

Le Président (M. Bélanger): Je vous remercie Mme la députée. Est-ce qu'il y a d'autres interventions? M. le député de Laviolette?

M. Jean-Pierre Jolivet

M. Jolivet: Vous auriez pu dire de Joliette, ou député de Clova. Écoutez, je suis un peu dans une drôle de position parce qu'au moment où je vous parle, M. le Président, j'essaie de me placer dans la peau des députés de l'autre côté et je me dis: Sapristi, qu'est-ce qui se passe? Le ministre vient de nous dire: Vous n'avez pas à vous inquiéter, vous les députés ministériels, mes collègues à l'Assemblée nationale, j'ai vu le monde. Je les ai vus et cela suffit, croyez-moi. Vous avez dit que vous aviez rencontré les évêques en privé à votre bureau, et pour vous, cela vous suffit. En fin de compte, les députés ministériels se sont fait dire par le ministre: Comme je les ai rencontrés, on n'a pas besoin de faire ici, à l'Assemblée nationale, une commission parlementaire dans le but de dire ouvertement, publiquement, ce qui a été discuté avec le ministre, de connaître la réaction du ministre, de savoir s'il est sensible à ce que représente au Québec, l'Assemblée des évêques, surtout son comité, le Comité des affaires sociales de l'Assemblée des évêques.

D'un autre côté, le ministre dit: Ils sont venus à mon bureau; ils sont venus me dire cela, je les ai écoutés. Après cela, ils avaient l'air d'être contents. Je ne comprends pas, car à la sortie de son bureau, d'après les renseignements publics que nous avons, les gens qui représentaient l'Assemblée des évêques ont demandé une commission parlementaire. Ils ont dit: Il faudrait que le ministre vienne nous dire cela en commission parlementaire. Il faudrait que le ministre vienne écouter ce qu'on a à dire pour que la discussion soit faite ouvertement, surtout en regard de ce que les évêques ont fait, de ce que

le clergé a fait dans l'histoire du Québec.

On disait, à l'époque, que les deux personnages importants d'une municipalité étaient le curé et l'avocat. Ce n'était pas un notaire, c'était un avocat qui était important. Il y a une chose certaine, c'est que l'histoire du Québec est parsemée de ces décisions qui ont été prises et qui ont fait l'objet de réflexions de la part des curés du Québec. Or, tes curés font part à leurs évêques des difficultés que vivent leurs ouailles. Je peux dire cela avec beaucoup d'à-propos compte tenu que dans ma région, dans la municipalité de Shawinigan, en particulier, il y a ce qu'on appelle des prêtres qui sont voués au travail auprès de la population la plus démunie avec le Regroupement pour la défense des droits des assistés sociaux, le RODAS, comme on l'appelle chez nous. Ces gens, comme curés, ont fait valoir auprès de leurs évêques, auprès du Comité des affaires sociales de l'Assemblée des évêques, leurs propos permettant de dire que les assistés sociaux sont - et je le rappelle comme ils le disaient à l'époque - déjà des citoyens humiliés et qu'on n'a pas décemment le droit de blâmer et de harceler. Nous avons donc devant nous des gens qui en voient de toutes les sortes. Ce sont des personnes qui, comme évêques, reçoivent de la part de leurs curés, leurs vicaires, leurs abbés, en fait, les gens qui se trouvent aussi bien dans les écoles ou ailleurs, peu importe où ils se trouvent des revendications au nom des plus démunis.

Le ministre nous dit tout bonnement: Écoutez, je ne veux pas les entendre. Après s'être fait dire par le ministre: Je les ai entendus. Cela suffit. Laissez-moi tranquille avec cela. Il faut procéder, il faut faire adopter la loi, les députés ministériels ne disent pas un traître mot ne se rebiffent même pas pour dire au ministre qu'il leur semble qu'on devrait prendre une position différente cet après-midi. Comme députés ministériels, ils devraient dire au ministre: Un instant! Nous croyons que nous avons le droit comme vous d'être informés, de connaître, par la bouche même des évêques, de façon précise, l'avis du Comité des affaires sociales de l'Assemblée des évêques, qu'ils puissent venir ici nous dire ouvertement ce qu'ils pensent de la loi qui est devant nous et de leur poser des questions. Surtout qu'à la fin de la réunion avec le ministre, ils ont dit: Il faudrait qu'il y ait une commission parlementaire. Il faudrait que le monde s'exprime. Il faudrait qu'on ait la chance de faire valoir nos points de vue. Le ministre viendrait nous dire: Non, ce n'est pas nécessaire. J'ai la vérité. Comme on s'amuserait peut-être à le dire en termes bibliques: "Je suis la voie, la vérité et la vie." Avec moi, vous n'avez pas à vous inquiéter. Vous allez voir, les gens vont avoir mieux. Il parlait de familles monoparentales. Cela me fait rire, parce que l'expression que j'ai employée chez moi, c'est qu'après avoir tout retiré, on redonne ce qu'on avait avant et on a l'impression d'en avoir donné

plus.

(17 h 30)

Un exemple bien typique qui s'est passé chez nous. Je vous donne l'exemple du ministre du Tourisme, à l'époque, le député de Maskinongé, qui est actuellement ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. Ce ministre vient chez moi, après avoir pris le pouvoir, et décrète que, dans la ville de Grand-Mère, il n'est pas question d'avoir de kiosque touristique. Donc, *i* ne donne pas d'argent. Pourtant, c'était installé, cela fonctionnait et *8* y avait une aide du ministère du Tourisme. Après un an de sacrifices, de difficultés, voilà que le ministre s'amène à la Chambre de commerce de Grand-Mère en grande pompe, avec faste - comme on le connaît - et annonce, applaudi à tout rompre par le monde, qu'il accordait un financement à ce kiosque touristique de Grand-Mère. Les gens ne se souvenaient pas que, un an avant, c'était lui qui avait coupé le programme. Un an après, il se faisait applaudir.

C'est à peu près la même chose. Le ministre vient dire: Dans les amendements que j'apporte, de la façon que je les présente, il va y avoir plus. Je comprends. Après avoir fait peur au monde, après leur avoir enlevé des choses, il leur dit maintenant: Je vous remets ce que vous aviez avant. Ce n'est pas un beau geste. Il y a des gens qui voudraient venir lui dire que même cela n'est pas suffisant, qu'ils devraient avoir mieux. Pourtant le ministre dit: Non, je ne veux pas voir ces gens. Je les ai vus, je les ai assez vus. Ils m'ont dit ce qu'ils pensaient. Cela a été cordial. Je ne vous révélerai pas ici le contenu de la discussion.

D'ailleurs, ce n'est pas cela qu'on lui demande. On lui demande que les évêques viennent faire part du contenu de la discussion. Ils ajoutent même que si le ministre avait l'amabilité - pour ne pas dire autre chose; ils ne voulaient pas dire la décence, mais l'amabilité - de leur transmettre les amendements, peut-être que les députés du côté ministériel auraient la chance de faire valoir leur point de vue, auraient la chance de parler. Maintenant, *9s* ne parlent pas. Ils ne disent rien des possibilités qu'on a d'écouter les gens. Il me semble que s'il les dévoilait, les évêques, les autres groupes dont on a parié tout à l'heure, le Conseil du statut de la femme, celui que j'ai présenté, tous auraient la chance de faire valoir leur point de vue sur toutes les motions qu'on a présentées jusqu'à maintenant.

*M*, le Président, le ministre nous dit: Non, *9* n'en est pas question. C'est moi, moi seul qui vais les rencontrer, moi seul qui vais décider et moi seul qui vais défendre le projet de loi. Je ne veux plus en entendre parler. On en a assez parié. Je veux aboutir au plus vite. Je voudrais que, dans les mois qui viennent, on puisse donner les bonbons, bien enrobés, et dans un an, on donnera la partie intérieure du bonbon enrobé qui sera comme de l'huile de ricin, qui ne sera

pas bon à digérer. Les gens n'aimeront pas cela. C'est un peu ce qu'il est en train de nous proposer.

Je sais que nous sommes à la fin de nos discussions. Vous allez fort probablement demander qu'on en arrive à voter sur la motion. Je tiendrais cependant, M. le Président, à vous rappeler que, quand vous aurez passé cette motion au vote, à moins qu'un député du côté ministériel ait l'intention de parler, j'aurai un amendement à vous proposer.

Le Président (M. Bélanger): Bien. M. le député de Laviolette. Sur la motion d'amendement présentée par Mme la députée de Johnson, est-ce qu'il y a d'autres intervenants?

M. Jolivet: Mme la députée de Deux-Montagnes m'a dit qu'elle voulait parler.

Le Président (M. Bélanger): Est-ce que cet amendement est adopté?

M. Bourbeau: Rejeté, M. le Président.

M. Jolivet: On va passer au vote.

Le Président (M. Bélanger): J'appelle donc le vote nominal. M. Bourbeau (Laporte)?

M. Bourbeau: Contre, M. le Président.

Le Président (M. Bélanger): M. Bélanger (Laval-des-Rapides), contre.

M. Laporte (Sainte-Marie)?

M. Laporte: Contre.

Le Président (M. Bélanger): M. Latulippe (Chambly)?

M. Laflamme: Contre.

Le Président (M. Bélanger): M. Leclerc (Taschereau)?

M. Leclerc: Contre.

Le Président (M. Bélanger): Mme Legault (Deux-Montagnes)?

Mme Legault: Contre.

Le Président (M. Bélanger): M. Sirros (Laurier)?

M. Sirros: Contre.

Le Président (M. Bélanger): M. Thuringer (Notre-Dame-de-Grâce)?

M. Thuringer: Contre.

Le Président (M. Bélanger): M. Jolivet

(Laviolette)?

M. Jolivet: Il faut que je sois pour. Un pour.

Le Président (M. Bélanger): Mme Harel (Maisonnette)?

Mme Harel: Pour.

Le Président (M. Bélanger): Mme Juneau (Johnson)?

Mme Juneau: Pour.

Le Président (M. Bélanger): Mme Vermette (Marie-Victorin)? On en comptera trois...

Mme Vermette: Tout à fait pour.

Le Président (M. Bélanger): ...par décence, pour les laisser s'exprimer.

Mme Vermette: Merci!

Le Président (M. Bélanger): Alors, l'amendement est rejeté. Je reconnais M. le député de Laviolette, qui veut nous proposer un autre amendement

Motion demandant de convoquer le  
Syndicat des fonctionnaires du Québec

M. Jean-Pierre Jolivet

M. Jolivet: Oui, M. le Président. Ma motion aurait pour effet d'amender la motion principale par l'addition à la fin des mots "et le Syndicat des fonctionnaires du Québec."

Le Président (M. Bélanger): La motion est recevable. Vous avez 30 minutes pour parler sur le fond de votre motion.

M. Jolivet: M. le Président, je suis sûr que les députés du côté gouvernemental ont reçu la même lettre que moi puisqu'elle était adressée à chacun des députés. Elle dit: M. Jean-Pierre Jolivet, député de Laviolette, Assemblée nationale. Objet: Réforme de l'aide sociale. C'est une lettre récente; elle est du 17 novembre 1988. Elle se lit comme suit - j'en fais mention, M. le Président, parce qu'il me semble important de l'examiner:

"M. le député, vous aurez incessamment à vous prononcer sur le projet de réforme de l'aide sociale soumis par le gouvernement. Nous tenons à vous faire part de notre position à l'égard d'un tel projet et vous faisons parvenir sous ce pli la position adoptée par nos instances syndicales à cet égard. Compte tenu que nous représentons les travailleurs - écoutez bien cela, M. le Président, je pense que c'est important - et les travailleuses qui auront charge d'appliquer une

telle réforme, nous estimons qu'il est donc tout naturel que le gouvernement tienne compte de leurs aspirations. Espérant le tout à votre entière satisfaction et souhaitant que vous en teniez compte lors de vos délibérations, tout en étant à votre entière disposition pour toute information additionnelle, je vous prie d'agréer, M. le député, l'expression de mes sentiments les meilleurs." C'est signé par le président général, M. Jean-Louis Harguindeguy.

Le texte qui nous est envoyé est une position du Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec et a trait, comme je le disais, à toute la question de la réforme de l'aide sociale. Donc, s'il y a quelqu'un qui est bien au fait des difficultés d'application d'un tel projet de loi, c'est bien le syndicat. Ces gens du syndicat, je pense qu'ils seraient plus en mesure que moi de venir vous l'exprimer de meilleure façon, mais je vais essayer, comme ils le disaient, d'en tenir compte dans nos délibérations. Je vais essayer d'être leur porte-parole, en espérant que le ministre et ses collègues accepteront que les personnes viennent le dire ici avec beaucoup d'à-propos, en apportant aussi beaucoup d'exemples de la vie quotidienne des gens responsables de l'application de la loi une fois qu'elle est adoptée.

Il dit: 'Le Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec représentant, entre autres, les travailleurs et travailleuses qui auront charge d'appliquer la réforme de l'aide sociale, considère que le gouvernement, sur cette question, doit revoir sérieusement ses orientations. - Ce n'est pas le député de Lavolette qui parle, M. le Président, c'est le syndicat des fonctionnaires. - Cette révision devrait se faire en respectant le principe fondamental de la Loi sur l'aide sociale de 1969 voulant qu'une aide soit fournie à toute personne dans le besoin, quelle que soit la cause du besoin."

A ce moment-ci je regarderais le texte des évêques, M. le Président, juste pour vous en faire mention, ils disaient eux aussi: "Ce projet, appelé 'Pour une politique de sécurité du revenu', s'inscrit dans une longue suite de mesures et de coupures qui ont eu pour effet, depuis 1973, d'éroder les conditions de vie de ces personnes et de les placer dans une grande insécurité. Surtout, il transforme radicalement les fondements mêmes de l'aide sociale. En effet en accord avec la recommandation du rapport Boucher de 1963, l'aide sociale a été considérée depuis 1969 comme un droit pour toute personne démunie, quelle que soit la cause de son indigence. Notre société reconnaissait alors, implicitement, que la pauvreté avait des causes économiques et sociales."

Ce sont les évêques qui parlent et ils disent la même chose que les fonctionnaires au niveau de l'orientation de cette loi de 1969. Le syndicat fait d'ailleurs siennes certaines critiques apportées contre cette réforme par d'autres groupes, notamment à l'égard du respect des droits de la

personne, du niveau des différents barèmes en regard des clientèles visées et surtout du caractère Inéquitable de la réforme pour certains groupes, tels que les femmes, les familles monoparentales et les Jeunes.

Il me semble que cela n'a pas de bon sens de ne pas les entendre, M. le Président. Ce sont eux qui tous les jours auront à la faire valoir cette politique que le ministre veut faire adopter. "À toutes fins utiles - dit le document du syndicat - l'application d'une telle réforme ne fait que renforcer le statut de dépendance des femmes, dépendance tant économique en appliquant le critère de vie maritale après douze mois de vie commune, que Juridique en donnant le droit au ministre de se substituer aux bénéficiaires, principalement des femmes dans ces cas, pour la détermination de pensions alimentaires."

Ce n'est pas un texte qui date de la discussion qu'on a eue au mois de février ou au cours de l'été. C'est un texte daté du 17 novembre 1983, qui parle d'aujourd'hui. Donc, c'est à Jour. Ces gens-là se sont aperçus que, malgré tous les amendements qu'on aurait pu y apporter, toutes les idées qu'on a pu formuler, il y a encore des changements importants à y faire.

On dit dans le texte "qu'il s'agit là, dans le cas de la représentation à la cour par le ministre pour déterminer la pension alimentaire, d'une atteinte directe à la capacité juridique des individus et aussi d'une atteinte aux principes de l'autonomie du système judiciaire". Voilà dans le cas des femmes. Dans le cas des familles monoparentales, le document dit: "Elles seront fortement pénalisées par la réforme proposée, non seulement au point de vue financier mais aussi à travers les difficultés que pose l'application de certaines mesures d'employabilité qui les contraignent, à toutes fins utiles, à une situation misérable. Nous citons, à titre d'exemple, la faiblesse des frais octroyés pour participer aux mesures, le peu de services de garde de qualité ou la limite de temps permise pour le retour aux études post-secondaires, ainsi que les critères d'admissibilité à ces mesures."

Ce n'est pas n'importe quoi qu'on pose. On pose de ces difficultés pour les personnes qui devront utiliser certaines mesures d'employabilité, qu'elles devraient se retrouver quasiment dans des courses à obstacles. Pour des personnes qui ne sauront pas si, au prochain tournant, l'obstacle ne sera pas le précipice, si l'obstacle ne sera pas une dépendance additionnelle, si l'obstacle ne sera pas des conditions telles que finalement, le refusant, elles se verront coupées de l'aide apportée.

'Le syndicat dénonce aussi - dit le document - la prétendue parité aux jeunes octroyée par cette réforme, car l'Institut... - oh! c'est dur à dire "l'institutionnalisation"; c'est la même chose qu'avec la "désinstitutionnalisation"..."

Une voix:...



**M. Jolivet:** Oui, c'est cela.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est juste l'inverse.

M. Jolivet: C'est l'Inverse. Désinstitutionnalisation? Vous trouvez que ce n'est pas long, vous? ...car l'institutionnalisation de la dépendance à travers le principe de la contribution parentale ne fait que les ramener à un statut de mineur, sans aucune autre reconnaissance de leur droit à l'autonomie financière. Tout cela pour vous dire que finalement, cela constitue en fait un partage de la pauvreté et ne fait qu'alourdir le fardeau parental d'une partie de la population elle-même souvent peu nantie".

Ce qu'on dit finalement, c'est qu'au lieu d'avoir un partage de la richesse, un partage équitable de ce qu'on disait à l'époque de Trudeau - une société juste - on en fait plutôt un partage équitable, mais de la pauvreté, un partage qui amène les gens de plus en plus à devenir dépendants de l'État et de moins en moins nantis. Ce que l'on dit depuis le début, ce gouvernement, M. le Président - d'autres le disent aussi; le syndicat le dit aussi - a un parti pris favorable envers les plus nantis.  
(17 h 45)

"La disparité entre les revenus - continue le document - selon les mesures - rattrapage scolaire versus travaux communautaires et stages - demeurera présente malgré la réforme". Les jeunes qui participent aux mesures de travaux communautaires ou de stages en milieu de travail reçoivent un certain montant de leur employeur, duquel les jeunes qui retournent aux études sont privés. Il ne semble pas que la réforme corrige cet état de choses, qui s'appliquera vraisemblablement à toutes et tous les aptes et qui entraîne une disparité de revenus selon le type de mesure. On aurait pu ajouter que par la mesure que le ministre voulait mettre en place, à cause, de ce qu'ils ont fait comme promesse électorale, ce qu'ils ont dit pendant la campagne électorale, ce qu'on est en train de faire, c'est qu'on applique cette mesure-là à des gens de 18 à 65 ans. On va, par le fait même, en arriver à mettre en difficulté certaines personnes.

En fait, au plan social, le Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec soutient que c'est le sens même de la réforme qui doit être changé en misant sur une réelle politique de sécurité du revenu qui assurerait la reconnaissance du principe du droit de tous les individus à leur autonomie financière et à un revenu minimum décent Écoutez, c'est fort. Ce sont des gens qui, comme organisation syndicale, ont à mettre en place quotidiennement la politique du ministre, qui ont à appliquer quotidiennement des décisions sur des demandes faites par des individus, hommes ou femmes. Le syndicat continue en disant que, comme organisation, il reconnaît l'importance du travail pour l'autono-

mie financière des individus et il condamne cependant sans équivoque la direction prise par la réforme en regard de l'incitation au travail et des mesures de développement de l'employabilité, et ceci à plusieurs niveaux D'une part, comme beaucoup l'ont pressenti et dans une certaine mesure vérifiée, les stages en milieu de travail, comme les travaux communautaires, ne mènent qu'au développement d'un bassin de main-d'oeuvre à bon marché, et cela au détriment du respect des lois du travail existantes et du principe fondamental de la charte des droits, qui dit: A travail équivalent, salaire égal.

M. le Président, pour faire comprendre et pour essayer de faire comprendre aux députés ministériels qui auront à voter sur cette motion que finalement, dans le fond, ils font fausse route, le syndicat est en train de leur dire qu'ils font fausse route et qu'ils devraient - 9 est encore temps - changer leur fusil d'épaule et vraiment faire en sorte que, en bout de course, on soit plus équitables et surtout que l'on vienne vraiment en aide à des gens qui en ont énormément besoin. Comment, dit le document, le gouvernement veut-il nous faire croire que ces mesures seront efficaces après la réforme alors que déjà, aujourd'hui, à peine 17 % des jeunes y participent et que seulement 50 % de ceux-ci arrivent à se trouver un emploi à la fin de leur stage? De plus, diverses enquêtes démontrent que non seulement les mesures ne sont pas accessibles à beaucoup de prestataires, mais qu'en plus le contenu de formation est faible ou inexistant.

Si je lis le texte, c'est parce que je crains que le syndicat ne puisse avoir le choix ou le droit de venir nous le dire. Mais, cela me rappelle les paroles de ma collègue la députée de Maisonneuve dans bien des argumentations qu'elle a apportées pour essayer de faire changer le ministre antérieur, le ministre actuel et les députés ministériels. À un moment donné, on a pensé qu'on avait quasiment réussi quand certains députés avaient pris la file et avaient essayé de faire comprendre des choses au ministre précédent. On s'est aperçus finalement que, en bout de course, de bonne foi qu'ils étaient, de bonne foi qu'ils sont encore, je l'espère, ils se sont laissés un peu embarquer. On a eu quasiment l'impression qu'ils ont voulu, pour montrer qu'il y avait un gouvernement qui écoutait le monde, faire l'opposition à l'Intérieur du pouvoir, un peu comme s'ils avaient un gouvernement à 100 % de leur côté, un peu comme le connaît le Nouveau-Brunswick où 50 députés sur 50 s'y trouvent. C'est un peu comme si les députés disaient: Écoutez, on va la faire l'Opposition et on va donner l'impression qu'on veut des changements. Mais, dans le fond, le document continue en disant: Comment le ministre veut-il nous faire croire à sa bonne foi alors que les ministères et organismes gouvernementaux, dont le ministère de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu, sont les premiers à puiser parmi les stagiaires pour combler leurs besoins de main-d'oeuvre à

moindre coût, qu'ils ne leur donnent, pour la plupart aucune formation et qu'ils les intègrent rarement à leur personnel après la fin des stages quand ils ne les congédient pas purement et simplement s'ils ne répondent pas aux critères de rendement des employé(e)s réguliers ou régulière-s?

Certains ministères et organismes vont jusqu'à mettre à pied ou enlever les postes des employés occasionnels rémunérés selon les conventions pour les remplacer par des stagiaires. Là, si! le député de Taschereau, que j'ai le plaisir d'appeler "mon ineffable député", m'écou-tait, au lieu de faire des soupers comme i le fait, je vais lui donner des exem-ples typiques: REXFOR - ce n'est pas vieux, ça, REXFOR - durant l'été, a engagé, dans un plan avec le ministère de la main-d'oeuvre, des gens pour aller peindre les bâtiments dans la Pépinière des Grandes-Pies. Qu'est-ce qui est arrivé? J'avais un monsieur de 56 ans qui a été mis à pied. Il ne lui restait même pas suffisam-ment de timbres, comme le disent ces gens, pour avoir droit à l'assurance-chômage. Il a fallu que j'appelle au ministère. J'ai même écrit au mi-nistre délégué aux Forêts pour lui donner cette indication. Je n'ai point réussi à faire com-prendre le bon sens parce qu'on m'a dit: Écou-tez, c'est un programme spécial de REXFOR. Et pourtant, ce qu'on a fait, c'est qu'on a pris des occasionnels sur la liste de rappel: on les a mis à pied pour engager des gens de l'aide sociale. Je ne parle pas à travers mon chapeau et le syndicat ne parle pas à travers son chapeau; c'est ce dont on parle!

On met à pied des gens, on oblige cette personne de 58 ans à réclamer l'aide sociale, alors que, durant toute sa vie, elle ne l'a jamais fait. 58 ans! Il lui reste deux ans pour prendre une retraite anticipée, une préretraite, comme on dit. Puis, là, on va me faire croire que ce n'est pas vrai? Je vais vous Semmener, le cas, si! vous voulez, je vais lui demander la permission de vous donner son nom, si vous voulez. Il a fallu que je fasse des pieds et des mains, et j'ai finalement réussi à le faire engager pour deux autres semaines parce que ça n'avait pas de bon sens, tout le monde le disait, même le directeur du centre responsable du ministère délégué aux Forêts. Cela n'a pas de bon sens, c'est la réalité, ça, puis le syndicat nous le dit!

Bien, c'est ça. On nous parle de la politique de la forêt, c'est ça. Ce qui est arrivé, c'est qu'on a engagé du personnel dans un programme qu'on dit "spécial". REXFOR mettait tant d'ar-gent et, à partir de ça, on engageait du monde pour l'envoyer à l'intérieur des pépinières gouvernementales! On les a fait travailler à la place des gens qui étaient des occasionnels sur la liste de rappel. Puis on a dit à ces gens: Il n'y a pas d'ouvrage. Voyons donc! Les gens sont venus me voir à mon bureau, ils m'ont dit: M. Jolivet, ça n'a pas de bon sens! On est là et ils font la job qu'on pourrait faire: peindre,

réparer des meubles, réparer des établis, repiquer des choses. On pouvait faire ça, nous autres. Ils ont fait un programme spécialement pour les gens de l'aide sociale pour nous dire ensuite que ce sont des emplois stables, des emplois per-manents. Voyons donc! Puis, après ça, on disait: Le chômage diminue. Ce n'est pas vrai, le chômage ne diminue pas, on a juste changé les gens de case.

Donc, le document, à la page 3, indique: L'absence de politique de sécurité de revenu crédible et surtout l'inexistence d'une politique de plein emploi font de la réforme de l'aide sociale proposée un pis-aller visant à colmater les brèches et à diminuer les coûts pour l'État, sans égard aux conséquences sur les conditions de vie d'une partie importante de la population. Il faut aussi comprendre qu'à long terme une telle réforme aura des impacts sur les salariés, particulièrement dans les secteurs non spéciali-sés, par la pression à la baisse exercée sur les salaires. Et ça, M. le Président, ce que je viens de vous lire, du mot "absence" Jusqu'au mot "salaires", c'est écrit en gras, en grosses lettres, avec un caractère différent, pour indiquer justement qu'ils ne parlent pas, eux, à travers leur chapeau et ça vaudrait la peine qu'ils viennent nous le dire Ici. Je le dis souvent à des gens de ville et, quand je regarde autour de moi, plusieurs sont de la ville de Montréal ou de la ville de Québec, quelques-uns sont de l'extérieur, dans des régions; je le dis, vous allez rester "monovalents". Nous, dans les régions, on va devenir polyvalents. Tous les problèmes, on les a. Un des problèmes dont je fais mention, je l'ai vécu pas plus tard qu'aux mois de septembre et octobre derniers. Je pense qu'il faut être cons-cients de cela. Ce ne sont pas des gens qui vivent sur la planète Mars, ils vivent dans nos villes à nous.

Le document ajoute une autre chose: Ces différents exemples montrent assez bien, même s'il ne s'agit pas d'une analyse exhaustive des aspects administratifs de la réforme, les nom-breux problèmes qui risquent d'être posés dans le cadre de son application. Là, dans les pages précédentes, on faisait justement mention de tout l'ensemble des problèmes qui vont être apportés. On dit: On constate aussi que la réforme propo-sée n'apporte strictement aucun remède à la lourdeur administrative et aux possibilités d'arbitraire inhérentes à certaines mesures, mais qu'au contraire, elles les augmentent notamment, par la contribution parentale, le partage du logement, les notions de "apte" et "inapte", "disponible", "non disponible", "vie maritale", "employabilité", etc. Il dit: Somme toute, le Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec constate que les objectifs d'équité et d'incitation réelle au travail ne sont qu'un discours et qu'ils ne pourront être atteints que par une réforme majeure du projet de réforme. Encore une fois, du mot "Somme" au mot "réfor-me", c'est en grosses lettres, en caractères gras.

Cela indique au ministre qu'a aurait intérêt que ces gens viennent nous le dire ici et nous donner des exemples concrets des difficultés qu'ils vivent tous les jours.

Vous savez comment une personne est prise à prendre des décisions quotidiennement dans le travail qu'elle a à faire. Je parle souvent avec des gens dans mon milieu, qui travaillent au centre Travail-Québec local, au sujet des difficultés qu'ils éprouvent. Ils ont des décisions à prendre et, compte tenu de l'ambiguïté du règlement ils refusent de les prendre pour ne pas être accusés de tomber dans l'arbitraire. Ils laissent la décision à une autre personne. Que fait l'individu qui a fait une demande? Il doit aller en appel, en révision au niveau régional. Les gens du niveau régional se réunissent, regardent le dossier et doivent dire si la décision prise par le fonctionnaire est bonne ou pas. Dans la majorité des cas, il dit: Oui, elle est bonne. Et là, on est obligés de dire à nos gens: Allez devant la Commission des affaires sociales pour faire valoir votre point de vue, ce qui entraînera un an, un an et demi, deux ans de délais. Dans certains cas, M. le Président, j'ai dû faire appel à la Commission des affaires sociales en vertu de la loi qui la gouverne pour dire: Voyez, il y a une décision qui a été rendue mais, là, vous avez mis une personne tellement proche de l'indigence qu'il y a danger pour sa santé et celle de son enfant; je demande que la décision soit révisée par la Commission des affaires sociales en vertu de l'article - si je me souviens bien - 24 de la loi qui dit ceci: Dans des cas extrêmes, la commission peut ordonner le paiement, à des personnes, de l'aide sociale demandée et en attente de la décision finale à venir. Ce sont des décisions comme celle-là que la Commission des affaires sociales doit prendre. On est obligés actuellement de le faire et c'est anormal qu'on soit obligés de le faire de cette façon-là.

J'aurai l'occasion, M. le Président, puisque le temps est écoulé, de revenir à 20 heures pour continuer mon argumentation en vous donnant un exemple d'une personne qui, comme les fonctionnaires le disent, a dû subir ces contrecoups et je vous donnerai la réponse ensuite.

Le Président (M. Bélanger): Bien. Alors, compte tenu de l'heure, la commission suspend ses travaux jusqu'à 20 heures.

(Suspension de la séance à 17 h 59)

(Reprise à 20 h 12)

Le Président (M. Bélanger): La commission des affaires sociales va reprendre ses travaux afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu. Nous en étions à une motion d'amendement présentée par le député de Lavolette nous disant ceci: "La motion est amendée par l'addition, à la fin, des

mots 'et le Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec". M. le député de Lavolette. Il vous restait six minutes.

M. Jolivet: Oui. M. le Président. J'étais en train de dire que j'avais un cas à présenter, des problèmes qui surgissent au moment où... On le disait, je le répète: Dans la mesure où plusieurs critères à l'aide sociale font référence à des caractéristiques qualitatives, une certaine marge d'arbitraire demeure et est accentuée par la réforme, notamment à cause du pouvoir discrétionnaire du ministre. Je vous disais que cela devient difficile pour des fonctionnaires, hommes ou femmes, d'appliquer des choses comme celles-là dans la mesure où des décisions doivent être prises et où, souvent même, des gens n'osent pas les prendre. Cela amène quoi?

Je vous disais que j'avais un cas, une personne qui était paralysée de la ceinture en descendant, un homme qui avait travaillé dans des programmes qu'on appelait, à l'époque, Canada-Travail, qui avait eu de l'aide avec des programmes comme Chantiers-Québec, en fait, des programmes qui lui permettaient d'agir, sauf qu'un jour, il a dû arrêter parce qu'il n'avait plus le choix. Il n'était plus admissible à l'assurance-chômage, il était donc admissible à l'aide sociale. Le seul problème qu'il y avait, c'est que les gens dans le milieu avaient décidé, puisqu'il était en chaise roulante à la suite d'un accident d'automobile, de faire en sorte qu'il demeure dans des conditions de vie les meilleures possible. Avec l'école et la commission scolaire régionale, on avait accepté qu'il soit choisi dans le cadre d'un programme de construction, à l'école, pour qu'une maison soit bâtie et adaptée à son handicap.

D'un autre côté, personne ne voulait s'occuper de lui. Il y a une dame qui avait décidé de s'en occuper et parce qu'elle est allée demeurer chez lui, on a coupé l'aide sociale de cet homme en disant: Vous vivez de façon maritale, mon cher monsieur; vous n'avez plus droit à rien. Le fonctionnaire avait appliqué la loi d'aide sociale comme il devait l'appliquer dans ces circonstances. Nous avons demandé une révision au bureau régional: même réponse. Finalement, on lui a dit: Écoute, cela n'a pas de maudit bon sens! On va t'envoyer à la Commission des affaires sociales et on va appuyer ta demande. Il faut qu'on regarde cela. Cela n'a pas de bon sens. Vivre maritalement, cela veut dire qu'il y a autre chose qu'une lune de miel à se regarder les deux yeux. Donc, le juge qui a eu à décider à la Commission des affaires sociales a regardé tout l'ensemble et, finalement, il a dit au monde: Servez-vous donc de votre tête à un moment donné. Servez-vous de cette capacité de décider dans des circonstances telles que, finalement, vous allez vous apercevoir que ce n'est pas une vie maritale qu'il vit. C'est une personne qui s'en occupe et ce n'est pas un homme, c'est une femme. En plus de cela, on lui

avait redonné son aide sociaux.

Vous imaginez-vous tout ce que la personne a dû subir, parce qu'on a dû - on n'avait aucun pouvoir, à l'époque, comme fonctionnaire - appliquer bêtement la Loi sur l'aide sociale? Vous riez! Même mes collègues rient, parce qu'ils trouvent ça drôle ou pas drôle, je ne le sais pas. La seule chose que Je sais, c'est que ça n'a pas de bon sens. Mais Je dois vous dire que c'est un événement qu'on a vécu. Vous vous imaginez, dans un contexte de ce que le ministre appelle lui-même les boubous macoutes, ce que ça peut apporter comme difficultés?

Je vous dis simplement, M. le Président, que les fonctionnaires doivent appliquer de façon équitable, à tout le monde, les nonnes, les règles qui prévoient l'aide à apporter, en termes d'aide sociale.

Je dirai donc que ce que les gens de ce syndicat voudraient venir nous dire, c'est tout simplement qu'ils ont vu, à l'intérieur de ce projet de loi, des conditions d'application tellement difficiles que la réforme proposée ne devrait pas être retenue. Il devrait y avoir des amendements majeurs; comme plusieurs le disent, eux comme d'autres, on devrait refaire nos devoirs.

Dans ce contexte-là, M. le Président, vous comprendrez très bien qu'il serait essentiel, urgent même, qu'on invite ces personnes qui ont ou qui auront à appliquer la réforme de l'aide sociale, mais qui ont à appliquer actuellement tout le système d'aide sociale, à venir nous dire les difficultés qu'elles éprouveront et les raisons pour lesquelles elles croient que nous devrions sinon apporter des amendements majeurs, au moins remettre encore le projet de loi sur la table de travail du ministre.

Dans ce sens, je réitère ma position à savoir de convoquer ici le Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec. Merci, M. le Président

Le Président (M. Bélanger): Merci, M. le député de Lavolette. Mme la députée de Maison-neuve.

Mme Louise Harel

Mme Harel: Merci, M. le Président. J'aimerais intervenir sur la motion de mon collègue, le député de Lavolette, demandant à la commission d'entendre les représentants du Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec. Je regrette que le député de Chambly nous ait quittés, l va sans doute nous rejoindre ce soir; il aurait pu plaider en faveur de cette motion, puisqu'il a eu à échanger des propos avec M. Harguindeguy, président du Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec, à l'émission de Mme Lamarche, dimanche dernier, au cours de laquelle M. Harguindeguy a fait part de la position adoptée par son syndicat. Il insistait beaucoup sur le fait que c'est tout le conseil syndical du Syndicat des

fonctionnaires provinciaux du Québec qui a été appelé à discuter et à ratifier le projet de prise de position.

C'est donc une prise de position mûrement réfléchie et 1 serait certainement incompréhensible que le ministre vote contre une telle motion, puisque nous n'avons jamais, malheureusement, eu l'occasion d'entendre le Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec, puisqu'il ne s'est pas présenté devant la commission parlementaire, au printemps dernier. C'est une prise de position commune, crédible, qui est le produit d'une longue réflexion au sein du Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec. Je pense que c'est une prise de position qui devrait inquiéter le ministre, puisque ce sont les personnes chargées de l'application de sa réforme qui viennent lui dire: M. le ministre, ce ne sont que des discours que vous nous faites.

Il n'y a pas que le Syndicat des fonctionnaires provinciaux; la ville de Montréal aussi avait fait part au ministre, au début de l'automne, de ses réticences à l'égard de bien des dispositions. Encore hier, M. Blais, l'adjoint de Mme Cousineau, dans une conférence de presse que j'ai eu l'occasion d'entendre à la radio à Montréal, faisait part de la désapprobation de la ville à l'égard de la disposition concernant le partage du logement et des inquiétudes de la ville à l'égard des programmes de réinsertion, d'emploi, qui peuvent bouleverser profondément le marché de l'emploi, selon la ville.

Alors, M. le Président, je rappelle ce que le Syndicat des fonctionnaires provinciaux considère comme étant... Je lis textuellement: Tout en reconnaissant l'importance du travail pour l'autonomie de l'individu, le syndicat croit que les objectifs d'incitation au travail et d'équité ne sont qu'un discours qui n'est jamais traduit dans la réalité. Le syndicat s'interroge sur l'utilisation qui est faite des stages en milieu de travail, particulièrement dans la fonction publique, et considère que le pouvoir de formation de ces stages est très faible, qu'ils sont accessibles à peu de prestataires et qu'ils donnent lieu à une formation très faible puisque très rarement, pour la plupart, les stagiaires... C'est ça, 1 fait référence à la main-d'oeuvre et à la sécurité du revenu. Le ministère de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu est le premier à puiser parmi les stagiaires pour combler les besoins de main-d'oeuvre à coût moindre, sans donner de formation et sans les intégrer au personnel à la fin du stage, quand il ne les congédie pas purement et simplement s'ils ne répondent pas aux critères de rendement des employés réguliers,

M. le Président, c'est d'autant plus intéressant que les agents investigateurs, qui ont été les premiers à susciter mon intérêt à l'égard de ce nouveau programme appelé "Évaluation de la conformité réelle", sont aussi représentés par le Syndicat des fonctionnaires provinciaux du

Québec. Ce sont eux qui ont été les premiers à parler d'un système d'inquisition et à bien me faire comprendre que ce qui était mis en place au ministère ne l'avait jamais été dans le passé, qu'eux-mêmes avaient été engagés en vertu de la loi sur les enquêtes et qu'en vertu de cette loi, ils étaient investis de pouvoirs d'enquête qui leur permettaient d'être des agents investigateurs professionnels qui croyaient à une certaine éthique du travail. Ils se trouvaient maintenant contraints, à cause des nouvelles directives du ministère, à procéder à partir de dossiers sélectionnés au hasard pendant que s'accumulaient sur leur bureau, selon certains, des dossiers où il y avait des soupçons de fraude, parce qu'ils étaient contraints - je reprends le terme exact - à procéder à partir d'un échantillonnage de l'ordre de 200 à 240 noms choisis au hasard par Québec et transmis dans les régions, sur lesquels devait se faire l'investigation, pour un total d'environ 3000. Ce n'est pas peu de chose, ça, 3000 de nos concitoyens qui sont les malheureux gagnants d'une loterie et qui vont subir une enquête non pas seulement tant d'eux-mêmes, de leur vie privée... Le ministre rit de ça! Moi, M. le ministre, je trouve honteux que vous continuiez ce système.

M. Bourbeau: M. le Président, je ne ris pas de ce qu'elle dit, je ris des grimaces....

Mme Harel: Vous êtes le seul...

M. Bourbeau: ...qu'elle fait en parlant, ce n'est pas la même chose.

Le Président (M. Bélanger): S'il vous plaît! S'il vous plaît, à l'ordre!

Mme Harel: Je pense bien que le ministre est le seul à rire avec les fonctionnaires de son cabinet et sans doute ceux qui l'entourent au ministère, parce que ceux qui sont chargés d'appliquer ces directives, eux, sont loin de trouver ça plaisant, M. le ministre, puis ils n'en rient pas du tout. Je voudrais vous rappeler ce qu'en disait justement le Syndicat des fonctionnaires provinciaux. Il disait ceci: "Plutôt que de s'en prendre aux agissements de leurs fonctionnaires qui ne font qu'exécuter des directives très strictes, les ministres auraient tout intérêt à modifier les règles du jeu qu'ils ont le pouvoir d'imposer et de modifier." Le syndicat fait référence à une lettre adressée aux nouveaux agents visiteurs par le sous-ministre Jean Pronovost qui écrivait: "Votre travail, malheureusement, doit aussi se faire dans le tapage et la controverse." Qu'on nous permette de déplorer que cette controverse soit alimentée par le gouvernement lui-même.

Ce n'est pas aux agents-enquêteurs, M. le ministre, ce n'est pas faire l'enquête des enquêteurs qu'on vous demande, c'est de changer vos directives. C'est de faire en sorte qu'il n'y

ait plus ce système d'inquisition au hasard sur ces personnes qui n'ont finalement contre elles que d'avoir demandé l'aide de l'État et qui sont, à partir de cette demande, susceptibles de voir leur entourage et leur voisinage immédiat, y compris les commerçants comme les dépanneurs de leur voisinage, y compris les voisins de palier, y compris d'éventuels présumés employeurs - ce sont là les termes mêmes du manuel d'exercices qu'on a rendu public - les agents-enquêteurs sont chargés de recueillir des informations auprès d'employeurs passés ou de présumés employeurs sachant qu'un bon nombre de bénéficiaires sont maintenant sujets à participer à des activités de genre travaux communautaires, stages en entreprises ou autres. Il est vraisemblable que leurs voisins les imaginent en train de gagner illégalement des sommes d'argent et transmettent des informations qui, de prime abord, peuvent apparaître exactes, mais qui se révèlent fausses du fait que c'est là même une directive du ministère pour que certains d'entre eux participent à ces activités. Alors, évidemment, c'est un système qui est odieux. C'est un système qui porte atteinte à des dispositions auxquelles tout le monde devrait avoir droit..

Le Président (M. Bélanger): Madame...

Mme Harel: ...celles du respect et de la sauvegarde de la réputation, de leur vie privée et de leur confidentialité. C'est absolument inacceptable. Je pense que le ministre vit en vase clos s'il refuse de comprendre comment il serait important d'entendre le Syndicat des fonctionnaires provinciaux pour justement pouvoir bonifier ce système qui doit être complètement modifié.

Le Président (M. Bélanger): On vous remercie, Mme la députée. Est-ce qu'il y a d'autres interventions sur cet amendement? M. le ministre.

M. André Bourbeau

M. Bourbeau: M. le Président, vous me permettez de profiter de l'occasion qui m'est donnée pour tenter de ramener la députée de Maisonneuve et peut-être l'Opposition un peu à la raison en ce qui concerne le dossier, la mouture qu'elle a enfourchée depuis quelques jours et avec laquelle elle pense faire des miracles, c'est-à-dire le fameux dossier de la conformité réelle. La députée de Maisonneuve a fait un plat et tout un boucan avec cette prétendue trouvaille qu'elle a fait.

M. le Président, laissez-moi vous expliquer un peu pourquoi nos agents, nos enquêteurs sont obligés de procéder dans des dossiers à des vérifications de conformité. Ceci provient de l'obligation que nous avons au ministère de s'assurer que nos dossiers sont bien montés et sont bien menés par nos vérificateurs. Ce sont

des exigences qui sont imposées par le Vérificateur général.

Mme Hsrel: J'ai communiqué avec le Vérificateur général, M. le Président...

M. Bourbeau; M. le Président, on m'affirme...

Mme Harel: C'est totalement faux.

Le Président (M. Bélanger): S'il vous plaît, on va laisser le temps de parole au ministre.

M. Bourbeau: On m'affirme, M. le Président, que ce sont les exigences...

Mme Harel; Bien oui.

Le Président (M. Bélanger): S'il vous plaît, s'il vous plaît! Pas de propos antiparlementaires.

Mme Harel: Aie! Aie!

M. Bourbeau: ...générales de vérification qui font en sorte que les ministères sont obligés d'avoir des systèmes d'autovérification pour s'assurer que dans les ministères et le nôtre évidemment, les dossiers sont tous traités de la même façon et qu'il n'y a pas de différence dans la façon de traiter les dossiers d'un point de services à un autre et que nous avons, M. le Président, dans tout notre réseau des standards et des critères qui sont appliqués équitablement et partout de façon à pouvoir le savoir. Il n'y a qu'une chose à faire. C'est de faire des "spot checks", ou si vous voulez, des vérifications ultérieures. Alors, ce que nous faisons et c'est pour respecter, je le répète, les normes du Vérificateur général...

Mme Harel: C'est inexact, M. le ministre.

Le Président (M. Bélanger): S'il vous plaît, on laisse M. le ministre s'exprimer.

M. Bourbeau: M. le Président, c'est pour respecter les normes...

Mme Harel: C'est faux  
(20 h 30)

M. Bourbeau: ...imposées par le Vérificateur général que nous choisissons au hasard, je dis bien au hasard, et là, il ne s'agit pas de vérifications systématiques comme l'a déclaré la députée de Maisonneuve, mais de vérifications faites au hasard. Les dossiers sont choisis au hasard et font l'objet de contre-expertise de la part de nos enquêteurs pour s'assurer que les résultats de ces dossiers sont conformes à la réalité. S'il y a des erreurs, nous tentons de les réduire au minimum sinon à zéro de façon qu'on puisse affirmer que, dans tout le réseau Travail-Québec et au ministère, nous traitons tous les

dossiers de la même façon. C'est cela qu'on appelle le dossier de la conformité réelle. Ce sont des principes de bonne gestion, d'excellente gestion et toutes les entreprises doivent, si elle veulent être bien gérées, faire leur autovérification pour s'assurer que nous traitons tout le monde de la même façon. Alors, nos enquêteurs, à la demande du ministère, bien sûr, procèdent à des vérifications comme celles de dossiers pris au hasard.

Nous n'allons pas nous concentrer dans un secteur donné ou sur des dossiers qui sont près les uns des autres. Nous les prenons un peu partout dans chaque région. Nous faisons les contrôles, nos propres contrôles internes sur nos propres dossiers et les enquêteurs, après avoir fait ces contrôles, sont en mesure de nous affirmer dans quelle proportion nos dossiers étaient à 100 % parfaits ou dans quelle proportion il y avait des inexactitudes. De cette façon, nous sommes en mesure de pouvoir affirmer que nous traitons notre clientèle partout à travers tout le réseau Travail-Québec avec justice, équité, selon les critères appliqués de la même façon partout à travers le réseau. Voilà l'objectif du dossier de la conformité réelle et Je pense, M. le Président, qu'il faudrait vraiment être de mauvaise foi pour prétendre que le ministère ne devrait pas faire ce genre de contrôle. Si nous ne le faisons pas, nous n'aurions aucune façon de prouver et d'affirmer, en tous les cas, que nos dossiers sont bien gérés et notre clientèle traitée partout de la même façon avec les mêmes critères de justice et d'équité.

Alors, je dis que c'est une procédure qui est essentielle, normale et qui s'impose dans un environnement qui veut élever la qualité de la gestion. Je pense qu'au ministère nous avons des standards très élevés de gestion et c'est pour cette raison que ce programme existe, M. le Président.

Mme Harel: M. le Président. J'ai moi-même communiqué avec le Vérificateur général qui m'a dit qu'il ne fallait surtout pas servir de couverture à des pratiques qu'il ne peut pas entériner.

Le Président (M. Bélanger): Je m'excuse, Mme la députée, votre temps de parole est écoulé. Alors, Mme la députée de Johnson.

Mme Carmen Juneau

Mme Juneau: Merci. M. le Président. À mon tour de venir appuyer l'amendement que mon collègue a présenté tout à l'heure, c'est-à-dire de pouvoir accueillir le Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec. Je pense que le Syndicat des fonctionnaires provinciaux a une large contribution de la part de plusieurs travailleurs et travailleuses, il me semble important qu'ils aient pris la peine de s'asseoir et de regarder à fond le projet de loi et qu'ils nous aient demandé de discuter de la position adoptée

par leurs instances syndicales. C'est eux qui vont avoir à l'appliquer au niveau des travailleurs et travailleuses puisque vous voulez que les gens sur l'aide sociale retournent au travail. Donc, s'ils doivent appliquer la réforme, telle que présentée, je pense qu'a va de soi que nous devrions d'un commun accord accepter l'amendement pour qu'ils puissent être entendus et que nous puissions, à notre tour, recevoir l'éclairage nécessaire de la part du Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec.

On nous a demandé - j' imagine qu'on a dû l'envoyer à tous les membres de la commission parlementaire, je ne suis pas sûre que les collègues d'en face vont utiliser leur droit de parole pour nous aider à faire les représentations nécessaires - que le Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec puisse être représenté et vienne discuter ici de ce qu'il entend faire et ce qu'il souhaiterait que le gouvernement en place puisse prendre en considération ce qu'ils préconisent en faisant l'évaluation de la réforme du projet de loi de l'aide sociale. Le Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec, représentant entre autres les travailleurs et travailleuses qui auront charge d'appliquer la réforme comme je vous l'ai dit tout à l'heure, considère que le gouvernement, sur cette question, doit revoir sérieusement ses orientations. Cette révision devrait se faire en respectant le principe fondamental de la Loi sur l'aide sociale de 1969 voulant qu'une aide soit fournie à toute personne dans le besoin, quelle que soit la cause du besoin. Le Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec fait d'ailleurs siennes certaines critiques apportées contre cette réforme par d'autres groupes, notamment à l'égard du respect des droits de la personne, du niveau des différents barèmes en regard des clientèles visées et surtout, du caractère inéquitable de la réforme pour certains groupes tels que les femmes, les familles monoparentales et les jeunes.

En effet, à toutes fins utiles, l'application d'une telle réforme ne fait que renforcer le statut de dépendance des femmes, dépendance tant économique, en appliquant le critère de vie maritale après douze mois de vie commune, que juridique, en donnant le droit au ministre de se substituer aux bénéficiaires, principalement des femmes, dans ce cas, pour la détermination des pensions alimentaires. Avec la réforme, le ministre pourra se faire représenter en cour lors de la détermination de la pension alimentaire. Toute détermination de pension alimentaire, lorsqu'une des parties reçoit des prestations d'aide sociale, devra d'ailleurs être approuvée par le ministre. Il s'agit là d'une atteinte directe à la capacité juridique des individus et aussi d'une atteinte au principe de l'autonomie du système judiciaire.

Les familles monoparentales, elles aussi, seront fortement pénalisées par la réforme proposée. Non seulement au point de vue financier mais aussi à travers les difficultés que pose

l'application de certaines mesures d'employabilité qui les contraignent à toutes fins utiles à une situation misérable. Ne citons, à titre d'exemple, que la faiblesse des frais octroyés pour participer aux mesures, le peu de services de garde de qualité ou la limite de temps permise pour le retour aux études postsecondaires, ainsi que les critères d'admissibilité à ces mesures. Le Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec dénonce aussi la prétendue parité aux Jeunes octroyée par cette réforme car l'institutionnalisation de la dépendance à travers le principe de la contribution parentale ne fait que les ramener à un statut de mineurs sans aucune reconnaissance de leurs droits à l'autonomie financière.

M. le Président, j'ai aussi ici une copie du message inaugural de mars 1988 qui rappelle certaines choses qu'on avait dites à l'époque, avant les élections de 1985. Le premier ministre actuel, M. Robert Bourassa, au centre Paul-Sauvé, le 17 novembre 1985, avait dit: L'inactivité chez les jeunes frôle 40 %. Lorsque la situation atteint ainsi l'ampleur d'un drame national, 'A faut s'y attaquer tous azimuts. Je ne sais ce qu'il a voulu dire en attaquant tous azimuts, je ne sais pas s'il voulait leur rentrer dans le corps ou s'il voulait les aider mais, d'après ce qu'on peut voir aujourd'hui, c'est tous azimuts mais ce n'est pas ce que les jeunes pensaient que cela serait. C'est tous azimuts le contraire, on les frappe de partout, on essaie de les avoir par tous les côtés et on a tout simplement pris leur confiance et puis après cela, on les frappe de tous bords, tous côtés.

On a dit, à l'époque, le 10 décembre 1987: La réforme de l'aide sociale, c'est de la poudre aux yeux promise tout au long de la dernière campagne électorale. Le ministre a finalement livré la marchandise. Malheureusement, les nombreux espoirs soulevés par le ministre et tout le gouvernement libéral s'envolent maintenant en fumée. Loin de donner leur appui, les groupes et organismes concernés s'inquiètent sérieusement de la réforme de l'aide sociale présentée par le ministre. Parité en 1990 seulement. Il faut attendre encore deux ans avant d'en arriver à une réelle parité de l'aide sociale. Il y aura certes une augmentation graduelle des montants accordés en 1989, mais ce n'est qu'en janvier 1990 que le projet de réforme sera appliqué en totalité, à ce qu'on nous explique. Mais là, comme je vous ai dit tout à l'heure: Est-ce que ce seront les élections? Est-ce que ce sera un autre engagement électoral? Je ne sais pas quels azimuts on frappera, la prochaine fois mais ça promet, si on se fie à ce qui s'est passé avec le premier engagement.

Il n'en demeure pas moins que les jeunes assistés sociaux devront attendre encore deux ans pour que soient satisfaits leurs besoins d'un minimum vital décent. Même les jeunes libéraux s'inquiètent de ce long délai. Le gouvernement devra motiver ce délai, affirmait M. Joël Gauthier, le président de la commission jeunesse du

PLQ. Réforme incomplète et superficielle. Aucune réforme de l'aide sociale n'est possible sans une réforme majeure de la fiscalité et une stratégie bien orchestrée visant à atteindre le plein emploi. Renouvellement important pour la très grande majorité des assistés sociaux. La multiplication des catégories et sous-catégories aptes au travail, admissibles à des mesures, participant aux mesures non disponibles, etc., entraînera un contrôle social inégal au niveau du mode de vie. Rappelons-nous l'expérience des boubous macoutés en 1986.

Pardon?

Le Président (M. Bélanger): Une minute.

Mme Juneau: Mon Dieu, M. le Président, ça a passé vite. Est-ce que je peux avoir quelques minutes supplémentaires?

Le Président (M. Bélanger): **Malheureusement**

Mme Juneau: J'avais des choses importantes à dire.

M. Bourbeau: Ne faites pas ça, on va tomber en dernier.

Le Président (M. Bélanger): Il vous reste une minute, madame.

Mme Juneau: Je m'excuse. En tout cas, c'est regrettable que Je ne puisse pas avoir quelques minutes supplémentaires. Vous comprendrez, M. le Président, l'importance de pouvoir accepter que les syndicats provinciaux des fonctionnaires puissent être là pour qu'on puisse les entendre. Je vous remercie.

Le Président (M. Bélanger): Je vous remercie. Mme la députée de Johnson. Est-ce qu'il y a d'autres intervenants sur cet amendement? Mme la députée de Marie-Victorin.

**Mme Cécile Vermette**

Mme Vermette: Oui, M. le Président. Nous ne sommes pas les seuls à dénoncer cette réforme, nous ne sommes pas les seuls à réclamer de nous faire entendre, à cette commission parlementaire, pour ramener le ministre à la raison, lui faire comprendre qu'il fait fausse route quant à sa réforme et qu'elle ne répond pas nécessairement aux vraies attentes mais bien au contraire, qu'elle passe à côté des vrais problèmes, c'est-à-dire avoir une politique dynamique de plein emploi, qui incite l'ensemble des gens à se prendre en main, à développer une certaine autonomie financière et parvenir à un régime de vie décent. Encore là, on est obligés de faire face à une forme beaucoup plus dirigiste.

Mais on comprend que c'est un gouverne-

ment dirigiste qu'on a ici, depuis un certain temps, parce qu'en fin de compte, une fois qu'il a pris une certaine tangente, on ne peut plus l'arrêter, ça s'en va presque vers l'Infini et finalement, il n'y a aucun point de discussion possible qui soit admis. C'est comme faire un soliloque, on se parle à soi-même, on se trouve bon, on se trouve fin, et mon doux qu'on est heureux; tout va bien dans le meilleur des mondes.

Par contre, ça n'a pas l'air d'être tout à fait en harmonie avec les différents groupes et les différents partenaires, puisqu'il y a des notes qui détonnent un peu et qui sont un peu discordantes avec le discours du ministre et qui vont complètement dans une autre tonalité, une autre gamme d'argumentations, qui fait en sorte qu'on ne s'y retrouve pas quand on lit les mémoires présentés par les différents groupes qui ont demandé à revenir se faire entendre, pour faire encore entendre au ministre que: Mon doux, M. le ministre, ça vous prend du temps avant de vraiment ajuster votre oreille au véritable diapason des besoins que font entendre les gens à l'heure actuelle.

Ma foi, on est obligés de vivre, ici au Québec, une grande inquisition, parce que le ministre a besoin de vérifier son système. Donc, on pensait devoir faire face à un système révolutionnaire, avant-gardiste, qui répondait au monde moderne en évolution, mais on se retrouve presque au Moyen Âge, la grande Inquisition, ou fin Moyen Âge-début Renaissance, à peu près, où tout le monde devait passer; tous étaient susceptibles d'être des fraïres, en fait, ils devaient être châtiés parce qu'ils n'étaient pas selon la croyance du temps. C'est un peu ça qui se passe avec les assistés sociaux, à l'heure actuelle. Cela me plaît de dire que vous vous prenez souvent pour les chevaliers des temps modernes, mais comme les chevaliers du temps de l'Inquisition, il faut bien le dire; vous avez pas mal l'allure d'un grand Inquisiteur.  
(20 h 45)

Je trouve ça un peu dommage qu'on arrive à des attitudes aussi punitives face à ces gens qui sont, pour la plupart, des gens les plus vulnérables de la société, ceux qui ont le plus de difficulté à se défendre, et parce qu'ils sont dans une situation de précarité, on abuse d'eux. Cela devient un système très abusif.

Vous savez, c'est dans les milieux où les gens ont peur qu'il arrive occasionnellement, pour une raison ou pour une autre, qu'il y ait des dénonciations parce que, justement, les gens dégagent une certaine forme d'intolérance à l'endroit des autres, avec le peu qu'ils ont, c'est une façon pour eux de se sentir importants. Pour se sentir importants, ma foi, on prend plaisir, à certaines occasions, à dénoncer un voisin, pour une raison ou pour une autre, sur de simples observations. Les plaintes sont souvent non fondées, mais elles entraînent un travail administratif qui fait que toute la procédure se



met en marche et, finalement, on discrédite des personnes inutilement et sans fondement.

C'est un peu ce que le Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec dénonçait, cette attitude d'inquisition du gouvernement qu'on tente de justifier en disant que ce sont des manoeuvres reconnues à l'intérieur d'un ministère, alors qu'on sait fort bien que, quand il s'agit des plus petits, on devient toujours très chatouilleux sur la procédure administrative, mais quand ça arrive à d'autres niveaux, on peut laisser tomber, on est plus flexibles, on est moins tatillons. C'est comme si on avait toujours cette politique de deux poids, deux mesures. Cela dépend de l'importance du compte en banque ou ça dépend du statut social, par rapport à un bon nombre de principes dans notre société.

Ce que le Syndicat des fonctionnaires provinciaux dénonce, c'est une absence totale de sécurité du revenu crédible, et surtout l'existence d'une politique de plein emploi qui aurait pour effet de faire comprendre qu'à long tenue, une telle réforme aurait des impacts sur les salariés, particulièrement dans les secteurs non spécialisés par la pression exercée sur les salaires. On le sait, on a dit tantôt que ce qui va arriver, c'est qu'inévitablement il y aura des entrepreneurs, des gens qui voudront accaparer cette manne, cette main-d'oeuvre à bon marché et, finalement, leurs préoccupations ne seront sûrement pas de favoriser une aptitude au travail, de développer des habiletés au travail, mais beaucoup plus des aptitudes qui vont dans le sens du profit, un rapport qualité-coût. J'aurais pensé qu'on ne finirait pas ce siècle, dans le domaine des relations du travail, de la même manière qu'on l'a commencé, c'est-à-dire avec les mêmes principes du terrorisme, c'est-à-dire prime au rendement et le profit envers et contre tous. J'aurais pensé qu'on aurait plus évolué dans cette attitude sur le plan des relations du travail. Encore là, 1 faut croire que les mentalités tardent à changer et qu'on n'a pas affaire à un gouvernement très progressiste, évidemment, mais à un gouvernement qui est plutôt néo-libéraliste, qui est encore axé sur des façons de faire un peu rétrogrades qui ne présagent pas une amélioration de la qualité de vie des personnes qui, malheureusement, ont des difficultés sur le plan socio-économique.

Le syndicat aurait aimé pouvoir discuter des vrais principes de base d'une réforme et, malheureusement, on ne leur a pas alloué le temps nécessaire, on ne pourra les entendre pour discuter de ces principes de base.

Une voix: M. le Président!

Mme Vermette: M. le Président, j'étais en train de dire qu'on ne pourra pas entendre le syndicat pour discuter de ce qui considère, quant à lui, un principe de base qui permettrait de vraiment satisfaire aux besoins essentiels et à des surplus s'ajoutant selon les besoins par-

ticuliers de différentes clientèles. On remet toujours en cause ce principe de personnes aptes et inaptes avec des termes qui semblent discriminatoires dans certains cas et qui ne semblent pas nécessairement toujours répondre aux véritables aptitudes d'une personne. Avec cette notion d'aptes et d'inaptes, on aura affaire à des gens avec des pensées étroites ou qui ont des préjugés envers certaines catégories de personnes pour que ces gens se retrouvent en attente continuellement...

Le Président (M. Bélanger): En conclusion, Mme la députée de Marie-Victoria

Mme Vermette: ...et qu'ils sont toujours laissés dans l'antichambre. En conclusion, M. le Président, je vous ferai remarquer qu'il aurait été souhaitable que le Syndicat des fonctionnaires provinciaux qui est l'un de nos organismes les plus importants et qui s'occupe des différents niveaux dans l'échelle sociale des travailleurs et des travailleuses ait pu se faire entendre et dire leur mot. Je vous remercie.

Le Président (M. Bélanger): Je vous remercie, Mme la députée de Marie-Victorin. Est-ce qu'il y a d'autres interventions sur cet amendement? M. le député de Joliette.

M. Guy Chevette

M. Chevette: Oui, M. le Président je voudrais joindre ma voix à celle de mes collègues pour soutenir que le ministre aurait avantage à convoquer le Syndicat des fonctionnaires provinciaux. Par définition le syndicat est là pour la sauvegarde des intérêts de ses membres et, dans le présent dossier, on a pu constater depuis le début de la mise en application boubou et bourboulacoute que, à toutes fins utiles, on forçait des employés de la fonction publique à accomplir des tâches qui allaient à l'encontre de la Charte des droits et libertés de la personne, qui, tout au moins, si on ne veut pas présumer des éventuelles enquêtes, les faits invoqués prima facie poussent les plus hautes autorités à procéder à une enquête. Ces simples gestes en ce qui concerne une responsabilité publique devraient nous inciter à au moins vouloir entendre les gens concernés. Il est évident que ces gens sont coincés. Ils sont tout à fait coincés. On leur dit: Écoute, tu fais tel travail. Ils reçoivent des directives d'un sous-ministre dont je lisais des dépêches et des communiqués de presse en disant: Écoutez, votre travail, vous le ferez dans la controverse comme vous voudrez, mais vous allez le faire! Ils n'ont pas grand choix. On ne leur dit pas: Si tu penses... On va même plus loin. Je me permettrai une comparaison. En soupant avec quelqu'un, à la sécurité et santé au travail, on dit à un individu: Si tu penses que ta santé est en danger, tu peux arrêter et tu ne seras pas pénalisé. On donne ce pouvoir à un

travailleur, mais à un fonctionnaire provincial, on dit: Crois ou meurs, mais fouille. On t'oblige à fouiller même si cela va à rencontre d'une loi, la Charte des droits et libertés de la personne. Ce n'est pas grave cela! Vas-y. Non, non, le ministre a présumé qu'on n'y allait pas, même si les dirigeants et le Protecteur du citoyen y compris prétendent qu'il faut faire une enquête si c'est sérieux, que les faits Invoqués méritent tellement de considération qu'on doit procéder à une enquête, ce n'est pas grave, fais-le. Tu seras taxé par qui?

On sait très bien que ces gens, dans la plupart des cas, sont démunis et que cela va tomber. On va sombrer dans l'oubli et il n'y aura pas de problème. Je trouve cela pas mal dégueulasse et répugnant de forcer des individus à procéder contre des droits qui, de prime abord, sont considérés comme lésés. Mais Je pense que cela ne semble pas émouvoir tellement le ministre. Au contraire, le ministre a décidé que le poids du nombre devra l'emporter et que sa réforme devra être appliquée indépendamment des arguments de raison et du fait que je ne sais pas combien de groupes, je ne me souviens pas du pourcentage, je crois que c'était 95 % des groupes, qui ont témoigné devant la Commission des affaires sociales et de la sécurité du revenu et ils ont tous dit au ministre: Cela n'a pas d'allure, vous brimez des principes et les droits fondamentaux des personnes.

Non, le gouvernement a décidé d'y aller, même s'il introduit, entre vous et moi, des principes tout à fait fous comme balai. Je prends l'exemple des jeunes libéraux parce que je me souviens d'être venu écouter les jeunes libéraux qui avaient témoigné devant la commission et avaient fait une recommandation au ministre. Ils ont retenu d'auteurs une recommandation folle comme balai, je n'en revenais pas: Poursuivez vos parents, les fions! Cela fait tout un concept de société. Le ministre a sauté là-dessus. Ce sont des jeunes rouges qui parlent. On a introduit cela dans le projet de loi. Le ministre délégué à la Famille vient d'arriver. Cela doit l'épater de voir qu'un gouvernement introduit comme concept de vie familiale la possibilité et les principes sur le plan juridique: Poursuis tes parents, mon jeune! C'est ce qu'on appelle la nouvelle philosophie de la famille. D'ailleurs, je ne serais même pas surpris que le ministre délégué à la Famille soit d'accord avec cela, parce que le plus grand principe, le premier départ qu'il a vu dans l'élaboration de la politique familiale, c'est la politique de l'aide sociale. Donc je ne serais pas surpris qu'il adhère à ce principe, ce cher ministre. Je l'ai vu dans la loi 34. 34 ou 37, pour lui c'est du pareil au même. Il y a 3 chiffres qui les différencient. Je vous avoue que je serais surpris de pouvoir l'interroger. Je pense que je me bidonnerais et vous aussi sur la conception que l'on peut avoir de la notion de famille.

Donc, M. le Président, l'amendement ou la motion de forme qui vise à inviter le syndicat

des fonctionnaires veut au moins donner la possibilité à ces gens-là de s'exprimer sur le rôle qu'ils ont à jouer par rapport au concept qu'ils ont des droits de la personne. C'est comme structure qu'ils ont le droit de s'exprimer. On ne peut pas refuser... Je vous avoue qu'il est normal dans des consultations de cette sorte que l'on fasse venir des gens et que l'on dise: Vous représentez X personnes. Qu'avez-vous à dire? Il me semble que vous auriez avantage... J'ai rencontré personnellement des fonctionnaires. Je vous dis qu'ils ne sont pas heureux depuis un an d'avoir le titre de boubou macoutes ou de bourbo macoutes. Pensez-vous qu'ils sont heureux d'aller interroger le dépanneur du coin pour savoir s'il y a un gars qui va dans le logis d'en face? Détrompez-vous, ce n'est pas de gaité de coeur qu'ils accomplissent ces tâches-là et quand on leur demande comment cela se fait ils nous disent: On reçoit les ordres de Québec. C'est ce qu'ils nous disent, alors que depuis le début, on nous laisse croire que c'est à partir d'indices de fraude que l'on poursuit ou que l'on talonne les individus. Absolument pas. Ils pigent au hasard du "spot check" comme font les banques. Cela fait toute une société humaine: on agit avec des humains comme on agit dans les Institutions bancaires; on fait un "spot check" et on regarde si tout est correct à partir d'un "spot check". Ce ne sont pas des farces.

Je sais que pour des comptables de bout de table, ils comprennent ce que veut dire un "spot check", sauf que sur le plan social, il me semble qu'on commence à faire de l'intrusion quand on a au moins un minimum de raisons. Il n'y a pas un homme ou une femme élue qui accepterait que l'on commence à fouiller dans sa vie sans qu'on ait d'abord des raisons de croire qu'il y a fraude ou anomalie de fonctionnement. Pas un n'accepterait cela sur votre bord. Vous êtes 100 et je suis convaincu qu'il n'y en a pas un qui accepterait cela. Vous criez fous à l'injustice, Vous diriez: Est-ce effrayant de brimer les droits fondamentaux? Mais parce que ce sont des gens qui gagnent environ 180 \$ par mois, 300 \$ ou 400 \$. c'est important de voir. À tout hasard, si on peut en découvrir cinq même si on fait mal à 100 ou 200, ce n'est pas grave. Je pense, M. le Président, que c'est tout à fait anormal. C'est d'autant plus anormal qu'on force des gens légalement constitués en groupe, qui a des droits fondamentaux, qui est un syndicat, à passer outre aux droits et libertés de la personne inclus dans une charte. Cela m'apparaît très sérieux comme problème, comme malaise et surtout comme précédent. On est en train de former une société où le concept de la délation prime.

(21 heures)

Le Président (M. Bélanger): En conclusion, M. le député de Joliette.

M. Chevrete; Il m'apparaît que, sur le plan de la justice, vous avez un drôle de concept M. le Président, je vous annonce, de toute façon,

qu'après le vote sur cet amendement de forme, j'aurai une proposition formelle à faire.

Le Président (M. Bélanger): Sur cette motion, est-ce qu'il y a encore des interventions? Est-ce que cette motion, qui se lit comme suit: L'addition à la fin des mots "et le Syndicat des fonctionnaires du Québec" est adoptée?

M. Jolivet: Adopté.

M. Bourbeau: Non, elle n'est pas adoptée, M. le Président.

M. Jolivet: Donc, il y a vote?

Le Président (M. Bélanger): On demande le vote? Bien. Alors, j'appelle le vote nominal. Avez-vous un crayon, madame? J'en ai un ici. Cela va. M. le ministre Bourbeau, député de Laporte?

M. Bourbeau: Je suis contre la proposition.

Le Président (M. Bélanger): M. Bélanger (Laval-des-Rapides), contre. M. Joly (Fabre)?

M. Joly: Contre.

Le Président (M. Bélanger): M. Laporte (Sainte-Marie)?

M. Laporte: Contre.

Le Président (M. Bélanger): M. Latulippe (Chambly)?

M. Latulippe: Contre.

Le Président (M. Bélanger): M. Leclerc (Taschereau)?

M. Leclerc: Contre.

Le Président (M. Bélanger): Mme Legault (Deux-Montagnes)?

Mme Legault: Contre.

Le Président (M. Bélanger): M. Sirros (Laurier)?

M. Bourbeau: Il n'est pas là.

Le Président (M. Bélanger): M. Thuringer n'est pas là. M. Jolivet (Laviolette)?

M. Jolivet: Je suis pour.

Le Président (M. Bélanger): M. Chevette (Joliette)?

M. Chevette: Pour.

Le Président (M. Bélanger): Mme Harel (Maisonneuve)?

Mme Harel: Pour.

Le Président (M. Bélanger): Mme Juneau (Johnson)?

Mme Juneau: Pour.

Le Président (M. Bélanger): Mme Vermette (Marie-Victorin)?

Mme Vermette: Pour.

M. Bourbeau: Ils ont droit à trois votes.

La Président (M. Bélanger): ils ont droit à trois votes, mais quand même, je pense que c'est une question...

Une voix:...

Le Président (M. Bélanger): C'est cela, pour permettre à chacun d'exprimer quand même son opinion, c'est important.

M. Chevette: Pour votre "gang".

Le Président (M. Bélanger): Oui! La motion d'amendement est rejetée. M. le député de Joliette, vous avez manifesté le désir...

Motion demandant de convoquer  
l'Office des personnes handicapées

M. Guy Chevette

M. Chevette: Oui, M. le Président, je propose que la motion soit amendée par l'addition à la fin des mots "et l'Office des personnes handicapées".

Le Président (M. Bélanger): La motion est recevable.

M. Bourbeau: On pensait que le député, le chef de l'Opposition, était pour Innover, M. le Président. On s'attendait à une bombe!

Le Président (M. Bélanger): M. le député de Joliette, vous avez trente minutes pour présenter votre motion.

M. Chevette: Vous avez vu la réaction du ministre, M. le Président, pour vous montrer quelle déférence ce gars peut avoir vis-à-vis des personnes handicapées, vis-à-vis de l'Office des personnes handicapées, vis-à-vis de ce groupe de notre société qui, depuis quelques années, ne demande pas d'être jugé inapte ou encore, impotent ou invalide; il demande d'être intégré à la société à part égale.

Je me souviens d'avoir rencontré personnel-

lament pendant deux jours, deux bonnes journées des personnes handicapées qui nous ont expliqué leur conception, le rôle qu'elles avaient à jouer dans cette société, quelle était leur place. Je demeure convaincu que ces personnes viendraient vous expliquer ce qu'elles attendent d'un gouvernement. Elles attendent des politiques par lesquelles, dans la mesure de leur capacité, elles peuvent participer à la société. Par exemple, des amendements aux lois forçant des compagnies à des pourcentages X. De choisir, par exemple, dans une compagnie de 50 travailleurs et plus, qu'il y ait au moins une personne handicapée inscrite sur la liste de paie et qu'elle puisse réaliser des tâches dans la mesure de ses moyens. C'est ça, l'intégration. C'est ça, leur perception. Ce n'est pas: Dites-nous, M. le ministre, si je suis apte ou inapte et donnez-moi un chèque. Ce n'est pas ça. Ce n'est pas du tout ça. C'est loin d'être ça.

L'autre jour, quand j'ai réussi à venir passer à peu près une demi-heure ou trois quarts d'heure au début de la commission, j'ai commencé à parler au ministre et à lui dire comment ça pouvait être injuste, le concept d'"apte" et "Inapte" qu'il introduisait, parce qu'il est en train d'introduire la notion d'invalidité. Le processus qui est inclus dans la loi, c'est la définition, à toutes fins utiles, de l'invalidité partielle ou totale. Cela fait douze ans, à chaque lundi matin, que je reçois du monde dans mon bureau comme député, 25 ou 30 personnes, le lundi. Un homme se présente et me dit: Monsieur, ça fait deux crises cardiaques que j'ai et je ne suis plus capable de travailler. J'étouffe. Je fais de l'angine en plus et je n'ai pas de souffle, je ne suis plus capable de faire mon job.

On lui dit: Fais ta demande de rente. Il passe devant un paquet de médecins qui le Jugent: on lui fait passer des expertises et on dit: Ah! Tu pourrais peut-être travailler cinq minutes assis, cinq minutes debout, ou tu pourrais... Tu es Invalide à 95 %, mais H reste 5 % où tu pourrais faire quelque chose. Donc, tu n'es pas apte à recevoir ta rente. Il faut te donner un travail qui corresponde à tes capacités. Et là, c'est toute la procédure - deux heures devant la Commission des affaires sociales, etc. - qui commence. Je pense que vous vivez cela, si vous faites un peu de bureau de comté. Vous devez vivre cela. Si vous n'en faites pas, vous ne vivez pas cela. Pour certains bonshommes, ça leur a pris bien du temps à avoir un bureau de comté; ! y en a qui ont encore des répondeurs automatiques. Mais certains députés font du bureau de comté et reçoivent des gens qui leur disent cela.

La notion d'inaptitude dans votre projet de loi va conduire exactement à ce genre d'aberration. Pour corriger cela, qu'allez-vous faire? Vous allez purement faire ce que vous avez fait, c'est-à-dire prendre quelques policiers et les envoyer chez les médecins pour qu'ils disent: Ça me prend un certificat médical, je suis malade.

Vous allez faire poigner un ou deux médecins qui donnent des certificats, comme une policière a fait à Montréal; elle a pris un médecin elle a mimé tous les symptômes d'une maladie et, de bonne foi, il l'a reconnue malade pour quelques Jours. Là, vous dites: Ah! Les médecins ne sont pas honnêtes! Eh! Cela n'a pas d'allure! Elle est en parfaite santé, c'est une police! Le médecin Jette donc le discrédit sur le corps médical en plus. Et là, vous essayez de faire définir ce qu'est l'inaptitude, avec tout le concept de maladie psychologique, psychosomatique, de l'interdépendance du physique sur le psychologique et du psychologique sur le physique et vous allez vous amuser avec cela: apte ou inapte; c'est bien sûr.

Pour quelqu'un qui considère les gens comme des robots mécaniques, je vous concède que vous avez le droit de le faire, mais à mon point de vue, par exemple, vous manquez le bateau complètement et vous risquez carrément de ne pas répondre aux perceptions qu'on doit avoir d'une société. Je pense qu'on doit multiplier les possibilités d'employabilité, mais qu'on ne doit pas axer exclusivement les mesures là-dessus quand on sait que 17 % à peine ont réussi, par ces mesures, à trouver un refuge au soleil. Ce n'est pas vrai. Vous devriez peut-être, plutôt que consacrer beaucoup d'énergie à savoir ce qu'est "être apte" ou "inapte", définir ce qu'est l'intégration de ceux qui sont handicapés. C'est l'occasion qu'on aurait d'entendre ces gens-là.

Je vais vous donner un exemple concret: à Joliette, les handicapés ont demandé l'autorisation à la Régie de l'assurance automobile, et ils l'ont obtenue, d'ouvrir un comptoir pour donner les immatriculations. C'est intéressant. Une dizaine de handicapés ont réussi leur test et sont capables. Certains pas pour longtemps, mais ils travaillent; ils se sont associés dans un genre de coopérative et tout. Mais si on leur avait dit au départ: Selon toute la politique, toi, ma petite fille, ou toi, selon toute ma politique, mon petit gars, es-tu apte ou inapte au travail? Es-tu Invalide, impotent ou si tu es capable de travailler? écoutez bien... Malgré cela, une jeune handicapée est venue à mon bureau; elle pleurait à chaudes larmes parce qu'elle avait été jugée inapte à occuper ce poste-là dans la sélection des handicapés. Cela faisait pitié. Cela démontre jusqu'à quel point la volonté même de ces personnes-là, ce n'est pas d'être jugées aptes ou inaptés, c'est de dire: Je suis capable de faire quelque chose, donnez-moi la chance de le faire. C'est ce qu'on appelle l'intégration dans la société à partir du potentiel que j'ai et que Je veux faire valoir.

C'est cela que je trouve dommage dans l'approche que vous avez. L'approche que vous avez, c'est comme si vous Jugiez du monde bon ou pas bon. Tu es bon pour tout ou tu n'es bon à rien. Comme, des fois, tu es bon pour quelque chose, mais tu n'es pas bon pour tout, ta seule

façon d'être traité correctement, c'est de te faire déclarer bon à rien. C'est ça, votre politique, vous ne le dites pas, mais c'est à ça que ça va conduire sur le plan concret, sur le plan humain. Vous n'êtes pas capable de faire une journée de huit heures, vos capacités physiques sont limitées à deux heures, vous êtes un handicapé; vous pouvez au moins faire quelque chose pendant deux heures et vous en êtes fier, ça vous valorise de le faire. Vous lui dites: Non, tu es inapte. Si tu veux avoir ton chèque, il faut que tu te fasses déclarer inapte au travail parce que ton petit potentiel de deux heures, il n'est pas assez bon; 8 faut que ce soit vite. Vous trouvez ça correct? C'est ça que vous avez dit aux citoyens quand vous vous êtes fait élire?

Quand les autobus de handicapés se promenaient d'un comté à l'autre pendant les élections... Je me souviens encore du soir de mon assemblée, à Saint-Ambroise-de-Kildare, à sept milles de Joliette, quand un autobus de handicapés est arrivé et les gens ont dit: M. Boursa vient de nous promettre que pour nous, les handicapés, tous les programmes prévus dans **À part... égale** seront appliqués. C'est ça que vous veniez de leur promettre? Vous leur avez promis l'intégration sociale: que faites-vous par votre politique? Vous venez d'accentuer le millage que ces gens avaient fait dans notre société. Je pense qu'ils avaient sensibilisé à peu près tout ce qui bougeait sur le plan social au Québec, qu'ils avaient convaincu les gens que leur intégration était possible; ils avaient vu naître des projets concrets qui rendaient service à la collectivité et qui valorisaient beaucoup ces personnes. Là, vous leur dites: Non; t'es bon ou t'es pas bon.

Dans cette dimension-là, je m'excuse mais vous manquez le bateau. J'aimerais bien que vous alliez discuter avec ces gens et que vous leur demandiez s'ils ont vécu des expériences concrètes. J'aimerais que vous alliez les voir pour discuter avec eux. J'aimerais que vous rencontriez les accidentés du travail, ceux qui vivent expertise par-dessus expertise. Je suis allé rencontrer un groupe avec votre collègue de Berthier, une quarantaine de personnes. J'aurais aimé que vous écoutiez ce que ces gens nous disaient. Il y a des gens qui n'ont plus la force physique de travailler et qui sont jugés aptes au travail par des médecins parce qu'ils n'ont pas une incapacité totale. Il y a des gens pour qui c'est le contraire, vous le savez. Il y a des gens qui, psychologiquement ne sont plus capables mais ont la force physique nécessaire. Il y a les deux. Que provoquez-vous à ce moment-là? Vous obligez l'individu qui veut avoir son chèque de paie à se faire déclarer inapte complètement. C'est ça.

Je ne vous comprends pas concernant cette notion de "apte" et "inapte". Vous avez eu des expériences dans le passé; je me souviens qu'après une enquête, on a reconnu qu'un, deux ou trois médecins de Montréal étaient les

dispensateurs de 30 % ou 40 % des certificats médicaux sur l'île de Montréal. On avait fait grand état de ça. Les gens disaient: C'est épouvantable, trois ou quatre médecins seulement ont signé 30 % ou 40 % des certificats! Tout le monde a dit: Ces maudits médecins. Il n'ont donc pas de conscience professionnelle! La police! Et là, qu'arrive-t-il? Vous allez avoir une réaction exactement inverse. Il y a des gens qui vont être malades et les médecins vont les juger malades, mais ils vont dire: Est-il assez malade pour que je lui prescrive un arrêt de travail? Si c'était un policier, si c'était une policière qui vient me tendre un piège? Elle me semble malade, mais je ne suis pas pour lui dire qu'elle est trop malade, parce que je n'en ai pas la conviction. Donc, elle n'est pas malade, je ne lui signe pas son certificat. Est-ce que c'est plus intelligent, sur le plan de la conscience professionnelle, de créer la psychose du contraire?

(21 h 15)

Moi, je pense que c'est faire fausse route. C'est vraiment bâtir un système, qui, à mon point de vue, n'est pas correct sur le plan social ni sur le plan humain. Je ne comprends pas que vous ne le réalisiez pas. Cela fait trois ans au moins que vous faites du bureau de comté, que vous avez des cas patents le lundi, qu'il y a des gens qui vous appellent et qui vous disent qu'ils ont maille à partie avec la CSST. Cela devrait vous servir juste cela. Ce temps-ci, avec les directives qui ont été données à la CSST sur le plan administratif, vous savez qu'en première instance, elles sont toutes refusées, elles sont obligées d'aller toutes en appel, vous le savez, vous le vivez! Cela ne vous donne-t-il pas un petit arrière-goût de ce qui peut se passer avec une loi comme celle que vous voulez passer? Cela ne vous donne-t-il pas le goût de réfléchir et de dire: C'est vrai que cela peut mener à des aberrations? Cela ne vous fait-il pas penser qu'il faudrait peut-être assouplir la loi?

Moi, je vous avoue que je ne vous comprends pas. Instaurer ce genre de système qui est basé sur la peur ou sur l'impossible. L'autre jour, j'ai à peine exagéré pour essayer de vous convaincre quand je vous disais qu'il faut quasiment avoir les deux pieds dans la tombe pour être jugé invalide au Québec. Je m'excuse mais c'est cela! J'ai vu des gens subir trois opérations à la colonne vertébrale. J'ai vu des gens qui avaient fait une crise cardiaque être jugés aptes. Par contre, s'ils ne sont pas capables de faire leur journée complète, ils se font foutre dehors mais ils sont jugés aptes. S'ils font deux heures, au lieu de huit heures quel employeur garderait un Individu si vous n'avez pas prévu un système qui pouvait rendre service et ouvrir des portes au travail à ces gens handicapés qui peuvent travailler une, deux, trois, quatre, ou cinq heures par jour et qui ne peuvent pas faire une journée complète? Quelle est leur possibilité? C'est sur cela que je trouve que vous ne l'avez pas. Pas du tout! Ou bien tu

es apte ou bien tu es inapte. Si tu es apte, fais ton boulot comme tous les autres et ferme ta boîte'. Là, tu vas recevoir ta paye normale. Si tu es inapte, on te donnera un chèque assez important. Oui, on a beaucoup de sympathie pour ceux qui ne peuvent rien faire, mais pour se faire définir par exemple comme inapte ce sont dorénavant ou à peu près les règles menant à l'invalidité et qui ont fait des preuves absolument aberrantes au Québec. Sur cela, je ne marche pas et je n'accepte pas cela.

Vos mesures dont vous parlez ce n'est plus cela. La personne qui va être jugée apte mais très "maganée" comme on dit en bon québécois, il y a un employeur qui va vous dire: Moi, j'ai besoin de onze personnes. Vous allez lui envoyer la liste. Je ne sais pas comment vous allez procéder. Si vous procédez comme les boubous macoutes, vous allez les piger au hasard et vous allez dire: Bang! Ou bien vous allez procéder par ancienneté de listes, je ne sais pas moi, par ancienneté d'inscriptions. Vous allez peut-être nous pondre des merveilles. Je sais que vous êtes capables de toutes les aberrations. Vous allez sans doute nous catégoriser cela. Celui qui est depuis trois ans sur le "BS", vous allez juger qu'il faut qu'il débarque "au plus sacrant" ou qu'il obtienne la plus grosse pénalité au plus vite, donc, vous allez envoyer son nom.

C'est évident qu'on va avoir à peu près tout le raffinement des procédures avec vous autres, on s'attend à tout cela. Seulement à partir de là, l'individu qui va être ainsi coupé, il n'a même plus d'appel sur son inaptitude ou sur son aptitude. Il aura été jugé apte ou inapte avec son handicap. Ce ne sont pas des farces! Ne venez pas dire que c'est un système juste et équitable. Je me souviens, quand on faisait de l'arbitrage dans le syndicalisme, une phrase qui m'a toujours frappé. Quand vous siégez comme arbitre ou comme assesseur, vous rendez votre jugement selon l'équité et la bonne conscience. Cela voulait tout dire. Cela voulait dire qu'il y avait place au jugement dans la façon de rendre ses sentences. J'aimerais que vous m'indiquiez dans votre loi, où vous faites place à l'équité et à la bonne conscience. J'aimerais également que vous m'indiquiez où les handicapés du Québec vont retrouver les principes d'application de tout le processus de part égale. J'aimerais que vous nous disiez très clairement et de façon bien précise, quand on permettra aux travailleurs handicapés de pouvoir s'intégrer au marché du travail selon leur capacité. J'aimerais que vous nous disiez où et comment cela va se faire, à partir de quel principe dans votre propre législation et à partir de quel article.

Je vous avoue très honnêtement que j'ai eu l'impression en lisant et en relisant cette loi, et en lisant à peu près tout le "dipping" de presse qui a entouré les débats sur ce projet de loi, que cela ressemblait un peu à quelqu'un qui dit: Je vous ai promis quelque chose; je ne peux pas vous le donner et il faut que je m'arrange pour

vous donner quelque chose, pour éviter l'impression de ne pas vous l'avoir donné. C'est à peu près cela. Alors que lorsque vous avez rempli les autobus, vous avez payé les jeunes et que vous les avez envoyés au centre Paul-Sauvé, vous les avez fait grimper dans les rideaux et leur avez donné 5 \$ ou 10 \$ en sortant de là, en leur disant: Tu es bien fin, tu es venu. On vous a offert la parité de l'aide sociale. Il y en a qui ne comprendront jamais de leur vie. Si tu étais là, cela ne veut rien dire.

M. Leclerc ...de 5 \$.

M. Chevette: Non, c'est parce qu'ils savaient que tu pouvais en donner aux autres, mais ce n'est pas là l'objet de la discussion. L'objet de la discussion est que, parmi ces jeunes, il y en a qui ont cru. Ils n'étaient pas tous nés ceux qui étaient là. Il y a des jeunes qu'on a interrogés ce soir-là, on leur a demandé: Qu'est-ce qui t'a satisfait le plus? Ils ont dit: On aura la parité, des chutes qui seront raisonnables, sans condition à l'époque. Les boubous macoutes n'étaient pas encore... Il n'y avait pas de contribution parentale à l'époque. Il n'y avait pas de principe pour poursuivre ses parents si cela ne marchait pas. Non, c'était la parité et sans condition. À part cela, ce que le PQ avait fait avec ses programmes c'était "fou comme balai". C'était clair. C'était clic et dé clic et vous riez de nous, je me rappelle. Vous "tiltez" aujourd'hui, vous ne "décliquez\*" pas. Vous "tiltez" comme une machine à boules qui ne fonctionne pas. C'est exactement cela votre affaire, parce que vous êtes en train de former des frustrés, des gens qui ont cru en votre honnêteté et je pense aussi que vous êtes en train... C'est votre chef qui assume ce leadership très mirobolant si bien que nous, les hommes et les femmes politiques, sommes à nous demander si avec des principes comme ceux que défend votre chef, on ne devrait pas avoir honte d'être en politique.

Cela fait trois fois, et je vous le répète, que votre chef, selon les tribunes, dit très ouvertement: Vous savez ce que l'on dit avant et ce que l'on dit après, ce sont deux choses bien différentes. C'est tout un principe de chef cela. Il l'a dit à CKAC à 7 h 25 le 21 novembre. Je vous rappelle la date et l'heure, si vous voulez faire sortir la cassette - vous êtes habitués dans les cassettes, surtout votre chef - demandez-lui celle-là: le 21 novembre à 7 h 25, CKAC. Il pensait que Turner passerait; P a dit: Ce n'est pas tellement grave parce que les discours que l'on fait avant et les discours que l'on fait après, c'est bien différent.

Une voix: C'est bien libéral.

M. Chevette: C'est vrai que c'est différent chez vous. Je pense que la preuve est en train de se faire de plus en plus, c'est un fait. C'est

vrai qu'il l'a dit, n'essayez pas, si vous ne l'avez pas entendu, c'est parce que vous ne l'avez pas voulu. Surveillez-le et allez le prendre, et faites-vous le dire et taper à part cela, parce qu'il y en a pour qui cela ne sert à rien, ils n'entendent rien et ne comprennent rien. Mais il reste que Je pense qu'a nous faut changer les mentalités au Québec et vous n'êtes pas partis pour faire cela. Vous êtes partis tout simplement pour donner l'impression qu'en politique, ce que l'on dit avant cela n'a pas d'importance, alors que Je pourrais prouver longuement ici, si j'en avais le temps, combien cela a été important pour nous, pendant nos neuf ans au pouvoir, de respecter les engagements qu'on avait pris. Je pourrais parler de la langue, de l'assurance automobile, du zonage agricole, de la loi 125, de la loi 101, etc. puis m'en aller.

Oui on a respecté les engagements qu'on avait pris. Je pourrais vous tourner de bord et dire: Voici, vous aviez promis les rentes pour les femmes au foyer. Vous n'avez pas remis... Ici, je regarde, par exemple, conférence de presse du 4 novembre 1985. Le Parti libéral s'engage - c'est vous qui parlez - à réviser tout le programme de l'aide sociale, à abolir les critères de l'âge pour donner des prestations d'aide sociale. On va tenir compte des aptes et inaptes au travail, mais pas juste pour les moins de trente ans. Cela, c'étaient vos engagements et c'était beau. Il n'y avait plus de critères d'âge, il n'y avait plus de programmes, il n'y avait plus rien. C'était apte, inapte... et inapte, je vous dis que ce n'était pas grave. C'était doux, cela.

Aujourd'hui, qu'est-ce que vous leur dites dans votre projet de loi? Je pourrais continuer dans vos engagements. Vous avez promis aux jeunes un comité de recyclage, un programme de recyclage-études. Vous avez promis...

Une voix:...

M. Chevrette: Oh oui! Aux femmes, vous avez promis la lune et vous n'avez pas encore livré un quartier, et je pourrais continuer. Cela a été la même chose pour les personnes âgées. Des promesses, en voulez-vous, en voilà! 2 000 000 000 \$ pour les routes et les budgets étaient encore inférieurs à 1985 et il n'y avait pas de problème! Le développement régional, fabuleux. On est encore en bas de je ne sais combien de millions, ce n'est pas grave, on promet

Je vous ai dit l'autre jour qu'on pouvait leurrer du monde un certain temps, mais on ne pouvait pas leurrer tout le monde tout le temps. Là-dessus, à mon point de vue, vous faites fausse route complètement. Vous faites fausse route, parce que vous niez fondamentalement les droits des personnes, vous niez les droits des groupes et vous refusez même de les entendre. Le ministre est peut-être convaincu qu'il a amendé d'une façon aussi substantielle son projet de loi, et il se peut que naïvement, il le soit, M. le

Président; ceci me surprendrait, mais il arrive parfois, en politique, qu'on rencontre quelques individus de ce genre pour qui la naïveté étouffe le jugement. Il arrive que certains individus soient convaincus de quelque chose, parce qu'ils ne comprennent même pas leurs propres projets préparés par d'autres.

Mais, ceci dit, je ne crois pas que ce soit le propre du ministre. Il est quand même notaire et je suppose qu'il est habitué de lire des textes. Même ses fonctionnaires lui en ont donné une tonne. Il me semble qu'il était capable de faire la distinction entre ce qu'il a déjà lu et ce qu'il vient de lire et de dire...

M. Bourbeau:...

M. Chevrette: Bien, ce serait bon d'avoir l'appréciation de ce que les groupes pensent de mes amendements, parce que, quand il a élaboré ses amendements, son premier réflexe a été de dire: Je pense que tout le monde va être satisfait. Ce ne sont pas des farces! Là, j'ai dit "wo". peut-être que ce n'est pas de la présomption! J'ai pensé que c'était plutôt de la naïveté et de l'infantilisme - pour utiliser son expression, parce que ce n'est pas de l'infantilisme - mais j'ai trouvé que c'était gros, sa perception de pouvoir convaincre tout le monde avec ses amendements.

D'ailleurs, les réactions ont été à peu près unanimes. Tout le monde dit que c'est du pareil au même. Il y a quelques sous ajoutés ici et là. Mais, sur les principes, encore une fois, il faut bien se comprendre, ce n'est pas toujours le signe de piastre dans une politique. Ce sont les principes que comporte la politique aussi. J'écouais quand le ministre disait l'autre jour: On a enfin réglé la question... pas de la cohabitation mais du partage du logement, et il donne de l'argent. Oui, il donne au maximum 52 \$, alors qu'on peut se ramasser... et il enlève 85 \$. Il est généreux en "Hérode", ce ministre! C'est un maudit bon gars!

Je comprends, il est plus généreux qu'il l'était, parce qu'il ne donnait rien et, là, il donne 52 \$. Mais, par rapport à ce qu'il y avait, c'était 85 \$. Il lui manque encore 32 \$ ou 33 \$. De 52 \$ à 85 \$... je sais compter un peu moi aussi, et je n'étais pas dans le domaine de l'assurance, mais je suis assuré que c'est 33 \$. Donc, il me semble que le ministre devrait comprendre cela. C'est vrai qu'on peut leurrer le monde. Il dit: Écoute, je te coupe 400 \$. Là, tout le monde panique. Je te donne 300 \$, eh! je suis un bon gars. Mais il me manque encore 100 \$. C'est cela, votre politique.  
(21 h 30)

Je me rappelle encore une expression de votre ancien collègue de Verdun qui faisait des comparaisons extraordinaires; il ne disait pas: jouer à l'autruche; il disait: Je vols l'Autriche. Mais là, vous êtes en train d'essayer de nous démontrer je ne sais pas quoi. Votre chère Lulu

Caron qui nous disait cela vers 1 h 45 du matin.

Mme Juneau: Ah oui! Elle se cachait la tête dans le sable.

M. Chevette: Oui. Je pense que vous êtes en train de prendre la population québécoise...

Le Président (M. Bélanger): Je n'irais pas jusque-là.

M. Chevette: ...pour une population naïve; ce n'est pas vrai que c'est une population naïve. Je suis convaincu présentement que vous êtes en train de vous démasquer et que la population n'acceptera pas-

Une voix: Des masques?

M. Chevette: ...démasquer. Vous êtes en train de montrer votre vrai visage, c'est-à-dire que pour vous, la classe défavorisée au Québec, compte peu, a peu d'importance. Que des jeunes tirent le diable par la queue, qu'ils n'aient pas d'argent et qu'ils soient coupés, ce n'est pas grave. Ce n'est pas grave, non. Qu'on leur enlève 38 \$, qu'on les force à poursuivre leurs parents, ce n'est pas grave. Que les personnes handicapées aient comme seule alternative de se faire déclarer inaptes au travail, invalides ou impotents, ce n'est pas grave. Ce qui compte, c'est de diminuer le déficit sur le dos des pauvres. C'est à peu près cela, votre réaction. Et je pense que, tôt ou tard, vous paierez pour cela.

Le Président (M. Bélanger): Je vous remercie, M. le député de Joliette. M. le ministre.

M. André Bourbeau

M. Bourbeau: Vous me permettrez, M. le Président, de dire quelques mots au chef de l'Opposition pour lui rappeler que les assistés sociaux qui tirent le diable par la queue, ce sont les jeunes de 18 à 30 ans que vous avez maintenus dans la famine pendant les neuf ans où vous avez été au pouvoir avec des prestations de 150 \$ par mois et à qui nous avons promis de relever les prestations au même taux que les adultes. Peut-être qu'ils n'auront pas 520 \$ par mois s'ils ne participent pas aux mesures d'employabilité, mais au moins, ils auront droit au barème de base qui est, au départ, de 420 \$, s'ils décident de ne pas participer aux mesures. On peut peut-être enlever les 85 \$ du partage de logement, mais il en restera pas mal plus que ce qu'ils ont présentement et que ce que vous aviez permis qu'ils aient pendant les années où vous étiez au pouvoir; ceci dit pour le "tirage par la queue", M. le chef de l'Opposition.

Pour ce qui est de la partie la plus sérieuse de votre allocution, je voudrais pour une fois parler un peu de la question de l'aptitude et de

l'inaptitude au travail, et vous faire état que nous avons l'intention de déposer éventuellement une modification à l'article 7. Bien sûr, nous y arriverons, si jamais la députée de Maisonneuve ou l'Opposition décide de commencer l'étude article par article du projet de loi. Mais bien que l'article 7 précise présentement que, pour être admissible à ce programme, le client doit présenter un problème observable par un médecin, c'est-à-dire la production d'un rapport médical. La définition de l'inaptitude ne se résume pas à l'aspect médical.

M. Chevette: Voulez-vous l'appeler bénéficiaire, cela aurait l'air moins injurieux, moins commercial?

M. Bourbeau: L'évaluation des contraintes à l'emploi d'un Individu portera...

M. Chevette: ...client..

M. Bourbeau: ...sur un ensemble de facteurs dont l'état physique ou mental n'en est qu'un, M. le chef de l'Opposition. De plus, la notion de santé est ici prise au sens large, puisqu'on parlera d'un état physique ou mental altéré ou déficient, ce qui inclut des personnes qui peuvent être en très bonne santé, mais présenter des déficiences comme, par exemple, la déficience intellectuelle. Enfin, la durée doit être vraisemblablement permanente, ce qui, au niveau de l'interprétation normative, sera précisé comme suit: un état que le médecin peut anticiper comme devant durer au moins un an. Maintenant, le dossier d'un client qui demande à être admis au programme Soutien financier ou qui déclare dans son formulaire de demande initiale qu'il a une déficience ou bien que son état de santé l'empêche d'occuper un emploi, sera traité de la façon suivante: un formulaire de rapport médical lui sera remis et devra être rempli par son médecin traitant. Deuxièmement, une entrevue avec son agent permettra par la suite de faire son profil socioprofessionnel et de connaître ses incapacités, ce qu'on appelle le rapport complémentaire; dans l'élaboration de ces deux outils, c'est-à-dire le formulaire de rapport médical et le rapport complémentaire, le ministère s'efforcera d'utiliser les concepts et les catégories de la CIDH, pour le bénéfice de l'Opposition, il s'agit de la classification internationale des déficiences, incapacités et handicaps, telle que reconnue par l'Organisation mondiale de la santé.

M. Chevette:...

M. Bourbeau: Une fois ces deux rapports complétés, le dossier du client sera transmis à un comité multidisciplinaire régional...

M. Chevette:...



M. Bourbeau: ...qui décidera de l'admissibilité du client et aura aussi le rôle de suggérer une référence, pour celui-ci, à une ressource appropriée dans le réseau de la santé et des services sociaux.

M. Chevette: Le gars est découragé; il est rendu chez lui et l'est couché.

Le Président (M. Bélanger): S'il vous plaît! S'il vous plaît!

M. Chevette: Excusez, M. le Président

La Président (M. Bélanger): M. le ministre.

M. Bourbeau: ...à une référence...

Le Président (M. Bélanger): S'il vous plaît!

M. Bourbeau: ...à une ressource appropriée dans le réseau de la santé et des services sociaux dans le but de lui permettre d'entreprendre, s'il y a lieu, un processus de réadaptation et de diminuer ses contraintes à l'emploi. Je sais que cela peut être un peu ennuyant mais, pour une fois, vous remarquerez que c'est quand même sérieux. Si vous écoutiez ce que je dis là, vous pourriez peut-être comprendre comment on va traiter. Maintenant, M. le Président, pour le bénéfice des membres de la commission, j'aimerais donner deux exemples très concrets de gens qui vont se présenter chez nous, au centre Travail-Québec. Dans le premier exemple, il s'agit de Marie. Marie a 53 ans. Divorcée depuis quinze ans, elle vit seule en appartement depuis le départ de ses deux enfants. Écoutez, vous allez comprendre un peu comment on va traiter le dossier. Marie a complété une septième année et a laissé l'école pour prendre soin de ses frères et sœurs après la mort de sa mère. Au moment de son mariage, elle travaillait comme aide ménagère et, par la suite, n'a jamais occupé d'emploi. Marie est bénéficiaire de l'aide sociale depuis son divorce. Elle souffre d'hypertension et d'anxiété chronique. Avec l'implantation de la nouvelle loi, le dossier de Marie doit être revu. Celui-ci ne comportait aucun rapport médical, mais en remplissant le nouveau formulaire de demande initial, Marie mentionna que son état de santé l'empêche d'occuper un emploi. L'agent du centre Travail-Québec qui convoque Marie pour l'évaluation de sa demande lui remet le formulaire de rapport médical à compléter par son médecin traitant. Il lui explique la suite de sa démarche. L'ensemble du dossier de Marie est transmis au comité régional qui, après analyse, recommande son admission au programme Soutien financier, c'est-à-dire qu'elle serait classifiée comme inapte. Les problèmes de santé que présente Marie ne sont pas suffisants en soi pour la rendre non employable, mais son âge, allié à son inexpérience du marché du travail et à sa faible scolarité font en sorte qu'elle ne

pourrait avoir accès à court ou à moyen terme à des emplois que son état de santé lui permettrait d'exercer. Compte tenu de l'âge de Marie et de sa faible scolarité, le comité ne recommande pas de la référer à un centre de réadaptation.

L'autre cas, ce serait celui de Charles, âgé de 28 ans. Célibataire, 1 vivait en appartement avec son père jusqu'au décès de celui-ci, ce qui l'amène à faire une demande d'aide sociale. Charles a terminé son secondaire V à l'âge de 18 ans. Il a été Institutionnalisé pour une psychose maniaco-dépressive pendant deux ans. Il a fait par la suite quelques rechutes qui l'ont amené à nouveau à l'hôpital. Il a vécu dans des familles d'accueil et des appartements supervisés avant de revenir vivre avec son père à l'âge de 25 ans. Depuis deux ans, sa maladie semble sous contrôle. Mais, lorsque Charles se présente au centre Travail-Québec, il déclare sur le formulaire que son état de santé l'empêche d'occuper un emploi. Le rapport du médecin traitant mentionne le diagnostic de psychose maniaco-dépressive avec traitement au lithium, stabilisée depuis deux ans. Dans le rapport de l'agent, les principales incapacités de Charles sont mentionnées: problèmes de concentration et de persévérance dans l'effort. Le comité régional recommandera que Charles soit admis au programme Soutien financier, c'est-à-dire inaptitude, mais suggère que celui-ci soit référé à un centre d'accueil dans le but de concevoir pour lui un plan d'intervention tenant compte de ses incapacités et ayant pour but, à long terme, de diminuer les contraintes qui le rendent non employable.

J'ai tenu à faire état de ces deux cas, M. le Président, pour bien préciser à l'Opposition que la définition d'inaptitude que nous entendons observer et mettre en vigueur n'est pas une stricte définition d'inaptitude médicale. Il devra y avoir une condition minimale sur le plan médical, mais nous tiendrons compte également de la situation de l'individu sur les plans socio-psychique et socioprofessionnel. On ne peut pas prétendre que nous ne tiendrons compte que de la situation médicale. Je pense, M. le Président, que cette définition de l'inaptitude est une définition beaucoup plus large que celle dont parlait tout à l'heure le chef de l'Opposition. Elle est aussi beaucoup plus contemporaine, en ce sens qu'elle tient compte des notions modernes de l'inaptitude. Je signalerai en terminant, également pour le bénéfice de l'Opposition, que finalement, la plupart des pays industrialisés aujourd'hui traitent différemment les Inaptes par rapport aux aptes dans le domaine de l'aide sociale, de l'assistance sociale. Même les provinces canadiennes font toutes cette distinction. Le Québec retarde sur ce point, étant la seule province qui ne fait pas cette distinction entre les inaptes et les aptes, et qui ne traite pas plus généreusement ses inaptes par rapport à ceux qui sont aptes au travail et parfaitement capables de

travailler.

M. Chevette: Permettez-moi, M. le ministre... Je n'ai pas la chance de venir régulièrement. Je voudrais vous poser une question concrète.

M. Bourbeau: Je n'y a pas d'objection.

M. Chevette: Je ne la nommerai pas, mais j'ai en tête une personne qui a 54 ans, qui est agent d'aide sociale et qui a à juger du cas de Marie ou de Charlot. Pour le programme d'aide sociale, vous avez prévu 1 500 000 000 \$. Il est rendu à 1 499 000 000 \$ au mois de janvier ou février. Vous émettez une directive exactement comme le fait la CSST vis-à-vis des cas d'invalidité. Vous les considérez tous refusés au premier coup d'oeil. Votre fonctionnaire qui reçoit des ordres, que fera-t-il?

Mme Harel: Il est bon. le ministre.

M. Chevette: Ce n'est toujours pas vous qui allez juger avec un clin d'oeil. Ce n'est pas le fonctionnaire de 54 ans qui a des aptitudes à juger ce qu'est un maniaco-dépressif. Il l'est peut-être plus que le gars qui se présente parce qu'il a peur de se faire avoir par...

Le Président (M. Bélanger): Votre question, s'il vous plaît.

M. Chevette: Elle est assez claire.

Le Président (M. Bélanger): D'accord. M. le ministre.

M. Chevette: Je ne voudrais pas qu'il fasse une dépression pour y répondre.

M. Bourbeau: M. le Président, je voudrais donner une réponse à deux volets au chef de l'Opposition. Premièrement, le budget de l'aide sociale est un budget ouvert. Ce n'est pas un budget fermé, en ce sens...

M. Chevette: ...très descriptif, voyons.

M. Bourbeau: ...M. le Président, que tant qu'il y a des clients, nous payons. Il n'est pas question d'avoir un budget fermé où nous arrêtons de payer le 15 février parce qu'il n'y a plus d'argent. Le chef de l'Opposition sait fort bien que le budget de l'aide sociale est totalement ouvert dans les deux sens. Autrement dit, si cela coûte plus cher, on paie. Si cela coûte moins cher, il y a des fonds périmés.

Deuxièmement, la décision ne sera pas prise par votre agent de l'aide sociale de 24 ans, dans le cas de Charles ou de Marie. Ce sont des cas qui ne sont pas évidents au départ et qui seront tous référés au comité régional. Ce comité sera constitué d'un médecin spécialisé, d'un travailleur

social également spécialisé et d'un spécialiste de l'emploi et de la formation de la main-d'oeuvre. Ce comité aura à juger de chaque cas présenté. Dans le cas de doute par rapport à des dossiers spécifiques, il pourra s'adjoindre des consultants ou des experts, au besoin. Les experts pourront être des travailleurs sociaux, des ergothérapeutes, des physiothérapeutes, des psychologues et autres personnes de même farine. M. le Président, nous entendons aborder cela avec beaucoup de sérieux. Je sais que le chef de l'Opposition, même s'il est un peu tard dans la soirée, reconnaîtra que les réponses que je lui donne sont sérieuses et crédibles.

Mme Harel: M. le Président

Le Président (M. Bélanger): Oui, Mme la députée de Maisonneuve.

Mme Louise Harel

Mme Harel: Je voudrais intervenir sur la motion du chef de l'Opposition. Je vais d'abord faire un aparté parce que le ministre en a parlé dans sa réplique à la motion du chef de l'Opposition quand il a fait état de la parité de la prestation qui va dorénavant être allouée aux moins de 30 ans. C'était, je pense, en invoquant l'expression que le chef de l'Opposition avait évoquée alors que le ministre prétendait que, dorénavant, les moins de 30 ans seraient traités plus généreusement. Je veux simplement rappeler au ministre, à ce stade-ci, que les personnes de moins de 30 ans qui ont charge d'enfants sont actuellement bénéficiaires de la pleine prestation. Pour celles qui ne le sont pas, le sort qui les attend, pour 8000 d'entre elles, c'est d'être totalement exclues de toute allocation. Il y en a certainement 8000 qui vont pâtir de la discrimination cachée. Finalement, c'est en cachette que se fait cette parité pour les moins de 30 ans. En cachant des conditions qui vont faire en sorte que 8000 vont être exclues, 4000 diminuées et tout au plus 4000 qui vont voir l'aide qu'elles reçoivent actuellement, l'équivalent de l'aide, maintenue. Ce n'est là, d'aucune façon, un objectif qui devrait justifier le ministre de prétendre faire adopter le projet de loi 37.

À l'égard de ce dont nous avons parlé ce soir, compte tenu de la motion du chef de l'Opposition, je pense que le ministre n'a pas l'air très familier avec ces différentes notions qui sont l'invalidité, l'inaptitude et le handicap. Ce sont trois notions totalement distinctes, avec des problématiques différentes. C'est malheureux que le ministre se prive de l'expertise de l'Office des personnes handicapées. Le ministre n'a pas eu la chance, comme ses collègues qui siègent en commission parlementaire, pendant toutes ces semaines que nous avons passées à entendre les mémoires, d'avoir une idée plus précise des problèmes des différentes catégories de citoyens qui sont démunis.

C'est évident que le ministre, qui fait lecture du merveilleux monde imaginaire de Walt Disney que lui écrivent ses bras droits, je ne sais plus s'ils sont hauts ou petits fonctionnaires, n'a pas l'air du tout de savoir que les personnes handicapées sont venues devant la commission pour demander bien autre chose que ce que l'on trouve dans le projet de loi 37 et, notamment, pour rappeler le paradoxe désarmant pour la personne handicapée d'une non-reconnaissance de la compensation des coûts supplémentaires encourus par la déficience ou la limitation fonctionnelle lorsque la personne intègre le marché du travail. La revendication des personnes handicapées, ce n'est pas de se faire déclarer et reconnaître inaptes par un comité de superexperts, au contraire. Leur revendication, c'est justement de protester contre le fait que 70 % d'entre elles sont en chômage. Au Québec, au moment où on se parle, à l'automne 1988, 70 % des personnes handicapées sont en chômage. Le ministre va leur proposer comme solution de les faire reconnaître comme inaptes. (21 h 45)

Ce n'est pas de cela qu'elles veulent entendre parler, M. le ministre, les personnes handicapées. Elles ne veulent pas que vous confondiez état de santé et handicap. C'est exactement ce qu'elles disaient d'ailleurs, à savoir que la réforme tombe dans un piège en associant état de santé et handicap, qui sont deux concepts faisant référence à des réalités fort différentes. Ce que les personnes handicapées réclament, c'est le maintien de la couverture des besoins spéciaux lorsqu'elles intègrent le marché du travail. C'est cela, la revendication des personnes handicapées. Le ministre fait référence au projet de loi 37 et à l'article 7. Visiblement, avec ce qu'il nous a lu ce soir, cela m'apparaît évident qu'il n'a même pas lu l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 7 du projet de loi qui, justement, dans son libellé, prévoit qu'il ne suffira pas d'un rapport médical pour démontrer un état physique ou mental altéré de façon significative, mais qu'il va falloir un autre test, en vertu de l'article 7, pour démontrer les possibilités d'occuper un emploi pour subvenir à ses besoins. C'est là que le bât blesse, c'est là que le ministre se trouve complètement à découvert dans les prétentions dont il vient de nous parler.

Les journaux ont titré récemment "Les médecins ont peur de la police". Le secrétaire général de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec se demandait: Faudra-t-il maintenant se méfier de tous nos patients? Pourquoi, M. le Président? Parce que les médecins sont préparés à juger l'état physique des personnes, mais non leur aptitude à l'emploi. Leur état physique. Ils ont eu une formation, généralement relativement adéquate, pour juger de l'état physique, mais quand cela suppose d'évaluer si l'état physique rend la personne inapte à occuper un emploi, ce n'est plus de

l'état physique qu'il est question. C'est de bien autre chose, c'est le marché de l'emploi lui-même. Est-ce que la personne, avec ses limitations fonctionnelles, est apte ou non? On peut toujours prétendre qu'une personne aveugle peut répondre au téléphone et qu'une personne sourde peut classer des papiers. On peut prétendre que des paraplégiques dessinent avec leurs orteils. On peut prétendre aussi que des personnes cancéreuses en phase terminale continuent à travailler; d'ailleurs on en a connu des exemples impressionnants dans notre société. Alors, où se situe l'incapacité à occuper un emploi pour subvenir à ses besoins et, le cas échéant, à ceux de sa famille? Certainement pas dans le handicap. Un handicap ne rend pas inapte à occuper un emploi. L'incapacité à occuper un emploi, est-ce que cela se confond avec l'invalidité? Le test d'invalidité de la Régie des rentes, quand le ministre parle des autres provinces, il devrait prendre connaissance des recommandations d'une commission d'étude ontarienne qui recommande que les invalides soient susceptibles d'obtenir une indemnisation adéquate et soient retirés du programme de sécurité du revenu. Il n'y a absolument rien de modifié par la lecture du texte de l'article 7 que le ministre nous a faite. L'article 7 porte sur un test d'invalidité consistant à démontrer l'état physique ou mental altéré de façon significative mais à démontrer une relation de cause à effet avec l'incapacité d'occuper un emploi.

En conclusion, M. le Président, le projet de loi 37 ne va remédier d'aucune façon à cette revendication de l'ensemble des personnes handicapées au Québec qui réclament du ministre une véritable politique à part égale. Elles ne veulent pas être inaptes, elles veulent être à part égale dans la société québécoise. Le ministre pourrait fort bien, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, notamment de l'article 31 paragraphe f, compenser plus généreusement les limites fonctionnelles et les coûts liés au handicap, maintenir ces besoins spéciaux après certainement un an d'occupation d'un emploi permanent. Ce serait là une mesure souhaitable. Mais le ministre va certainement avoir à démontrer combien grotesque apparaît l'espèce de château de cartes qu'il est en train de mettre en place...

Le Président (M. Bélanger): En conclusion, madame.

Mme Harel: ...pour juger de l'état d'incapacité de quelqu'un.

Le Président (M. Bélanger): Je vous remercie, Mme la députée de Maisonneuve. Mme la députée de Marie-Victotin.

Mme Cécile Vermette

Mme Vermette: M. le Président, je ne pourrais, moi non plus, passer à côté de cette

motion parce que je trouve drôlement important actuellement la reconnaissance des personnes handicapées. J'ai beaucoup d'admiration pour cette catégorie de personnes dans notre société qui, depuis de nombreuses années, luttent constamment pour leur intégration dans notre société. C'est ce que nous avons fait, nous du Parti québécois, lorsque nous avons favorisé, par une loi-cadre qui s'appelait "À part égale", l'intégration des personnes handicapées et qui permettait justement de faire l'évaluation de leurs besoins. À partir de cette évaluation, on leur faisait un plan de travail qui permettait à ces personnes, à la mesure de leurs moyens, de pouvoir occuper un emploi. On favorisait leur intégration et leur autonomie par le fait même.

L'organisme la COPHAN, qui représente l'ensemble des organismes qui s'occupent des personnes handicapées dans quelque domaine que ce soit - il y a une multitude de handicaps qui existent - avait bien mis en garde le ministre, lui disant que cette réforme était un net recul pour l'intégration des personnes handicapées. Elles risquaient d'être victimes de discrimination de la part des gens qui auront à évaluer leur aptitude au travail. Plutôt que de développer un réflexe qui fasse en sorte de les favoriser dans un système d'emplois, on les maintient davantage sur l'aide sociale. Il est beaucoup plus facile de les considérer comme étant des inaptes que de les considérer comme des personnes à capacité partielle dans certains cas, et à capacité réduite dans d'autres. Mais compte tenu de leur évaluation, elles resteraient pour compte. Il serait très difficile pour elles finalement d'accéder à cette intégration.

M. le Président, I n'y a pas si longtemps des personnes handicapées ont été obligées de descendre dans la rue pour faire valoir leurs droits. Comme l'OPHQ fonctionne avec un budget ouvert, ce même budget ouvert, dit-on, doit s'ouvrir en fonction des besoins au fur et à mesure que la demande vient au niveau du Conseil du trésor. Il a fallu que les personnes handicapées descendent dans la rue pour faire valoir leurs droits, pour qu'on leur donne des budgets supplémentaires répondant à cette adaptation matérielle et domiciliaire et favorisant leur intégration. J'ose croire que c'est réellement un organisme dont la principale préoccupation est de faire la promotion et de s'occuper exclusivement des personnes handicapées. Qu'arrivera-t-il lorsqu'elles seront mêlées à d'autres personnes dont la préoccupation sera d'aller au plus rapide, au plus expéditif parce qu'ils seront débordés par toute la procédure que le ministre a mise de l'avant tantôt? Ce sera tellement incroyable tous les formulaires que les gens auront à remplir, les contrôles et les duplicatas de contrôle face à un paquet d'intervenants! J'ai l'impression plus souvent qu'autrement, comme on connaît actuellement le système, qu'on coupe de plus en plus dans les services, on coupe du personnel. Donc, j'ai l'impression qu'à un moment donné, des gens

seront débordés et ne pourront plus avoir la capacité de répondre réellement aux besoins et aux attentes des principaux bénéficiaires.

Je voyais le ministre qui parlait de 'clients' tantôt. Je trouve que c'est un terme tout à fait inapproprié dans le cas des personnes handicapées. On pourrait au moins les appeler des "bénéficiaires".

Je trouve qu'actuellement le ministre aurait dû, un peu comme son collègue, le ministre de l'Éducation qui, au moment de la réforme des lois 106 et 107 où la COPHAN n'avait justement pas eu le temps de se faire entendre d'une façon très substantielle a demandé de revenir devant la commission pour se faire entendre pour vraiment défendre le point de vue des personnes handicapées. Je me souviens d'avoir écrit au ministre pour lui dire que c'était inacceptable de faire fi des commentaires que pouvait apporter la Confédération des organismes provinciaux de personnes handicapées du Québec parce que c'était l'organisme le plus représentatif et qui compte le plus de membres, et que cet organisme devait se faire entendre pour défendre les points de vue de la personne handicapée. Je trouve malheureux qu'encore une fois les personnes handicapées devront faire les frais d'une telle réforme et risquer d'y perdre le plus. De plus en plus actuellement, depuis les trois dernières années, l'intégration des personnes handicapées, que ce soit dans le domaine social, que ce soit dans le travail, c'est un net recul à l'heure actuelle. Il est très difficile pour elles de reprendre le terrain perdu parce qu'on essaie de faire croire que ce sont des gens invalides, des gens incapables d'assumer des responsabilités dans la société.

Vous savez, ces gens ont leur fierté et ils sont prêts à travailler. Ils ne cherchent qu'une chose: qu'on leur offre un travail décent à la mesure de leurs moyens. Actuellement, on ne trouve absolument pas cette volonté de faire en sorte que cette personne handicapée puisse se trouver décemment un travail qui la favoriserait dans son autonomie. Je ne crois pas que la réforme telle que proposée et amendée apporte aussi cette notion d'autonomie. Au contraire, on met toujours la personne handicapée en situation de dépendance, lui laissant entendre, lui laissant voir qu'elle a des particularités et qu'il faut les étudier, faire une analyse en profondeur de sorte que, de plus en plus, cette personne soit comme un petit animal sur lequel on n'arrête pas de compiler évaluation par-dessus évaluation. Je pense qu'elles ont droit, elles aussi, comme êtres humains...

Le Président (M. Bélanger): En conclusion, madame.

Mme Vermette: ...à plus de considération et de faire que... M. le Président il n'est pas encore tout à fait 22 heures et j'ai commencé dépassé moins dix. Je vais terminer. Ce que je

voulais vous dire, M. le Président, c'est que Je trouve inacceptable...

Le Président (M. Bélanger): Je m'excuse, Mme la députée de Marie-Victorin, c'est que, compte tenu de l'heure, on va devoir ajourner les travaux, à moins qu'on ait consentement..

Mme Vermette: J'ai terminé, M. le Président Ce n'est qu'une seconde.

M. Bourbeau: M. le Président..

Mme Vermette: J'arrivais à ma conclusion.

Le Président (M. Bélanger): En conclusion rapidement, s'il vous plaît

Mme Vermette: Je trouve que la réforme ignore totalement les principes contenus dans À Part Égale, politique d'ensemble du gouvernement québécois sur l'intégration sociale des personnes handicapées et sur la prévention des déficiences. Je vous remercie, M. le Président

Le Président (M. Bélanger): Je vous remercie, Mme la députée. Compte tenu de l'heure, la commission des affaires sociales ajourne ses travaux à demain, le 30 novembre, alors que nous siégerons de 10 heures à 13 heures dans cette même salle. Mme la députée de Johnson.

*alors que*

Mme Juneau: Merci beaucoup, M. le Président. Dans ce cas, est-ce que Je peux vous demander l'ajournement?

Le Président (M. Bélanger): Je vous en prie, madame, c'est fait Merci.

Mme Juneau: Merci.

(Fin de la séance à 22 heures)